la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

Les noces d'argent de la R. P.

Vingt-cinq ans contre le courant

par Roger Hagnauer

NOTRE VIEILLE "R. P."

par Maurice Chambelland

La nouvelle Internationale syndicale

par Pierre Monatte

Bao Daï à la croisée des chemins

par Robert Louzon

19e année. — N° 335. — Nouvelle série N° 34. JANVIER 1950. — Prix : 40 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 230 fr.
Un an .... 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 300 fr.
Un an .... 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la **Révolution prolétarienne**

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : **Révolution prolétarienne** 734-99 Paris

Sommaire du N° 34 - Janvier 1950

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Les noces d'argent de la R. P.

Vingt-cinq ans contre le courant

C'est bien de célébrer le quart de siècle de notre **R. P.** Ce qui est mieux, c'est de constater que nous pouvons relire les premiers numéros, non seulement sans gêne, ni regret, non seulement en une attendrissante évocation de notre jeunesse mais avec la conviction — étonnante même pour nous — que vingt-cinq ans d'une histoire lourde de catastrophes et de phénomènes cosmiques n'en ont pas diminué l'intérêt actuel.

Entre nous, aucune solidarité professionnelle ou bureaucratique, rien de cette conjugaison d'intérêts sordides qui assure la pérennité des institutions et des partis. Rien que les liens — non pas d'une doctrine — mais d'une tendance commune, d'un esprit commun. Le groupe s'est maintenu, même pendant les quatre-vingts mois de silence imposés à notre revue. Et dès que celle-ci a repris sa publication, nous avons retrouvé un public qui s'était renouvelé en partie sans que varient les raisons de son attachement.

Je ne force pas la vérité en affirmant que la **R. P.** offre un exemple unique de permanence. Je vois bien des raisons sociales et des titres plus vieux que les nôtres. Je vois bien des militants encore en activité, de la même génération que les anciens de notre noyau. Je vois bien persister des formules plus vieilles que les nôtres. Je ne retrouve nulle part une telle constance dans le titre, les hommes et l'esprit.

VOCATION ET NON DOCTRINE

En 1935, lorsque notre **R. P.** célébrait son dixième anniversaire j'avais tenté d'en esquisser l'histoire dans un article : « **Dix ans contre le courant.** » Il me suffit aujourd'hui de changer le nombre d'années.

Notre noyau se composait au départ des vieux du syndicalisme de 1906 et de la **Vie ouvrière** d'avant 1914... et de jeunes nés de la guerre et de la Révolution russe. Les uns et les autres avaient cru trouver dans l'Internationale communiste le groupement de tous les travailleurs révolutionnaires décidés à liquider la politique de guerre et d'union sacrée et à ouvrir l'ère du socialisme par la libération du prolétariat. En 1925, Staline commençait la liquidation de l'héritage de Lénine, en opposant pour mieux les abattre séparément les hommes d'Octobre. Et toute l'Internationale subissait déjà la pression de la bureaucratie russe. Proclamant que des révolutionnaires pouvaient désormais agir hors de l'Internationale communiste les fondateurs de la **R. P.** s'engageaient dans une opposition qui s'est durcie de jour en jour davantage, sans se laisser séduire comme tant d'autres par l'antibolchevisme bourgeois.

En dix ans, l'expérience avait prouvé que la « bolchevisation » de 1924 n'était pas un phénomène accidentel, ou même la dernière étape d'une révolution — mais bien au contraire une institution permanente, la première étape d'une nouvelle forme d'exploitation du prolétariat qui nous ramène, au delà du salariat, au delà du servage médiéval, au delà de l'esclavage antique, à un « **pharaonisme** » utilisant toutes les ressources d'une technique moderne. Il ne s'agissait déjà plus en 1935 d'une rupture entre révolutionnaires. Il s'agissait d'armer intellectuellement et moralement le prolétariat pour la résistance à une confiscation — au nom de la Révolution — de toutes ses libertés, de tous ses droits, à l'anéantissement de tous ses espoirs. La **Révolution prolétarienne**, prolongement d'une action ouvrière libre et spontanée, s'opposait déjà pour nous aux formules mensongères de « prolétariat révolutionnaire » et de « dictature du prolétariat » par lesquelles on traduit la volonté d'une caste de « révolutionnaires professionnels » d'imposer au prolétariat sa révolution et sa dictature.

Mais cela nous a permis de nous distinguer de tous ceux qui craignent, pour des motifs divers, la libre détermination ouvrière — de tous ceux qui s'arrogent le privilège de penser, d'agir, de légiférer pour le prolétariat. Les gens du patronat et de l'Etat... sans nul doute. Mais les autres... qui ne se différencient des staliniens que par une plus grande prudence, une plus grande souplesse, un « humanisme » au moins superficiel et quelquefois moins de fermeté, de courage et de constance... les autres qui ont souvent recruté leurs éléments les plus dynamiques parmi les transfuges du stalinisme. Je pense à de multiples variétés de « planistes » et de « dirigistes » que leur impatience à planifier, à diriger, à « harmoniser », conduisit soit à l'alliance avec Moscou, soit à l'imitation de Mussolini, soit à la « Révolution nationale », soit à la soumission à Hitler, soit tout simplement à la réalisation sinon de leurs idées tout au moins de leurs personnes dans les conseils du gouvernement

En vingt-cinq ans, bien des communistes ont abandonné après nous un parti tombé de l'asservissement à l'automatisme le plus inconscient. Les aventuriers ont sauté à pieds joints dans les formations réactionnaires ou fascistes. Doriot en demeure le type le plus illustre. Ceux qui avaient cru sincèrement que le communisme rajeunirait simplement la social-démocratie sont revenus au parti socialiste, où ils se sont souvent classés à l'extrême droite...

Il en est d'autres, demeurés fidèles aux origines de l'Internationale communiste et mieux garantis contre toutes les corruptions. Selon qu'ils avaient adhéré au communisme par intransigeance doctrinale ou par vocation prolétarienne, ils ont choisi les multiples courants trotskystes et dérivés du trotskysme — ou il nous ont rejoints, après quelques vagabondages plus ou moins longs. C'est peut-être là notre première originalité : **préférer la vocation à la doctrine.**

TOUT NE FINIRA PAS PAR UNE APOTHEOSE !

On nous reproche à tort notre « **anticommunisme systématique** ». Ce n'est certes pas au communisme que nous nous opposons. Non que nous ne

songions à une révision des valeurs acceptées sans discussion à l'aube de notre vie militante. Si grands que nous paraissent encore Marx et Lénine, nous sommes bien obligés de constater que les abus commis en leur nom ne sont pas simples déformations de leur pensée et déviations de leurs descendances. Leur génie a pesé lourdement sur le mouvement ouvrier et en a sans doute contrarié la bienfaisante spontanéité.

Mais on constate une telle identité des moyens et des effets du stalinisme et des autres systèmes totalitaires — qui ne doivent rien à Marx et à Lénine — que nous ne pouvons confondre dans le même effort la condamnation de celui-là et l'examen critique de l'œuvre de ceux-ci.

Ce qui est vrai, c'est que nous sommes d'abord antistaliniens. Notre rupture avec l'Internationale communiste menait logiquement à cette prise de position définitive — comme la bolchevisation de 1924 menait fatalement à l'univers « concentrationnaire ». La glorification actuelle de Staline marque le point culminant de cette évolution. Nous avons écrit ici même qu'entre Dieu et César nous choisissions l'Homme. Derrière le rideau de fer, César et Dieu s'incarnent en la même personne : soit la tyrannie parfaite d'un Etat militarisé et une infaillibité supérieure à celle du pape — car Staline est omniscient autant qu'omnipotent. On nous objecte la nécessité de la lutte anticapitaliste. Aberration !... Car le régime capitaliste le plus féroce laisse à la classe ouvrière une certaine liberté de mouvement... tout au moins un espoir d'amélioration et de libération. Le stalinisme détruit plus que la liberté... il annihile l'espoir de libération...

Louzon a écrit dans le dernier numéro de la **R.P.** que **les travailleurs polonais n'espèrent plus qu'en la guerre pour se débarrasser du régime stalinien.** Ainsi pensaient des travailleurs allemands, subissant le régime hitlérien. Si atroces que soient ces confidences, elles témoignent encore d'un reste de révolte. Ce qui est pire, c'est que des millions de travailleurs russes n'ont même plus la force de concevoir cette solution désespérée. Ils subiront la guerre avec la même apathie qu'ils subissent la servitude — et, comme il y a huit ans, ils se feront tuer dans une héroïque passivité sans que se pose en leur esprit la possibilité d'un choix... Sinistre effacement de l'homme !

Nous aboutissons à cette conclusion au terme de vingt-cinq années d'expérience vécues. Car nous **vivons** le mouvement ouvrier et ne nous contentons pas de l'observer. Ce qui est original dans notre cas, ce n'est pas le terme du processus. D'autres que nous formulent le même jugement. Mais la vérité leur est apparue comme une révélation brutale. Il a fallu pour les convaincre un événement sensationnel : la déportation de Trotsky, la politique nationaliste des communistes de 1935 à 1939, les procès de Moscou, le pacte Hitler-Staline de 1939... ou dans ces derniers temps : la déchirure titiste et les procès de Rajk et de Kostov... Ce qui est original en notre cas, c'est que nous n'avons subi aucune de ces influences, c'est que ces événements — loin de « faire sensation » en notre esprit — n'ont pu que confirmer la position prise au départ de la **R. P.**, en 1925.

J'ai tort d'écrire que l'évolution de la bolchevisation à la sanglante mythologie stalinienne s'imposait fatalement. Un peu moins de duplicité, de lassitude ou d'orgueilleuse confiance en soi chez les hommes de la Révolution russe d'octobre 1917. Un peu plus d'initiatives révolutionnaires dans les prolétariats occidentaux. Plus de clairvoyance dans les partis socialistes et démocrates de France, d'Angleterre, des Etats-Unis. On aurait peut-être évité Hitler, Staline... et la dernière grande guerre ! Rien ne nous autorise à proclamer l'impuissance de volontés humaines qui ne se sont pas manifestées...

Mais cette évolution commandait fatalement la nôtre.

En imposant brutalement la politique d'une fraction russe à tous les partis communistes, Moscou détruisait l'héritage de Zimmerwald, annulait la charte de l'internationalisme révolutionnaire, prenait la responsabilité de la rupture avec tous ceux qui voyaient dans la Révolution d'octobre le prolongement de Zimmerwald... Les fondateurs de la **R. P.** l'ont reconnu et proclamé en 1925. Peut-être ne prévoyaient-ils pas les conséquences de leur geste... parce qu'ils n'entrevoyaient pas tout ce qui résulterait pour le prolétariat russe et international de ce tournant décisif des vainqueurs de Moscou. En 1925, Staline était-il assuré de son triomphe final ? A ceux qui — après Lénine — pesaient le péril qu'il représentait dès la première étape de sa brutale ascension, il a suffi de demeurer fidèles à ce qu'ils étaient en 1925 pour condamner définitivement, lors d'une apothéose monstrueusement grotesque, le Dieu, son culte, ses prêtres et ses bourreaux !

SYNDICALISTES DE STRICTE OBEDIENCE

Cependant de 1925 à 1935 la **R. P.** ne fut pas seulement le centre d'opposition au stalinisme, le plus solidement établi. Elle tenta aussi de créer le climat favorable à la reconstitution de l'unité syndicale, détruite en 1921. Ce n'était pas contradictoire. Nous avons déjà cité la phrase écrite par Amédée Dunois en 1930, lorsque évoquant les « Premier Mai » héroïques du début du siècle il précisait nos tâches en une formule lapidaire : « **Nous avons tout à refaire : refaire un socialisme, refaire un mouvement syndical, refaire une classe ouvrière... car il n'y a pas de classe ouvrière, lorsque les syndicats sont divisés...** » Née au sein du noyau de la **R.P.**, la Ligue syndicaliste orientait la lutte sur deux fronts : contre le rôle dirigeant du parti accepté par la C.G.T.U. ; contre la politique de présence sans mandat ni garanties dans les organismes gouvernementaux menée par la vieille C.G.T. réformiste.

Mais en 1935, nous étions au lendemain de la tentative fasciste du 6 février 1934, à la veille de la formation du Rassemblement populaire, à la veille de la reconstitution de l'unité syndicale. L'esprit de classe semblait en veilleuse. Des deux côtés, fasciste et antifasciste, on entrevoyait des cohues aussi mouvantes, aux contours aussi mal tracés et une confusion générale au milieu de laquelle des équipes d'intellectuels tentaient d'imposer l'ordre par un plan économique et un gouvernement autoritaire. La C.G.T. se prêtait à ce jeu, et son plan ne se distinguait pas nettement de celui élaboré par un cénacle que dominait Jules Romains-Knock préparant sérieusement « le triomphe de sa médecine ».

Vous cherchez des formules nouvelles, en cas de vacances du pouvoir. Nous vous en offrons une — proclamait-on à la **R.P. : Tout le pouvoir aux syndicats.** Et ce fut développé dans une sorte de manifeste où l'on esquissait sur cette base une transformation totale de tous les rapports sociaux. Ce qui, avec notre résistance au projet de désarmement des syndicats au profit du Rassemblement populaire nous fit qualifier par l'ami Vivès « de syndicalistes de stricte obédience ». Injustement d'ailleurs, car aucune discipline formelle ne nous liait. Nous réagissions individuellement et spontanément et, notre concert, en chaque circonstance grave, apparaissait plus dans les conclusions que dans les prémisses de nos déclarations. Nous nous gardions déjà de donner à notre **R.P.** la figure d'une revue théorique et doctrinale.

Mais il est vrai que pour nous le syndicat demeurait le groupement essentiel de la classe ouvrière, l'institution de base de la société future — et que le syndicalisme était révolutionnaire dans la mesure où il s'affirmait indépendant à l'égard des partis, des sectes, des idéologies et des Etats.

Seulement nous offrions le pouvoir à des syndicats que n'animaient pas des syndicalistes authentiques.

Dans ma retraite forcée de 1943, j'avais médité sur ce problème humain et rédigé hâtivement quelques notes que je soumets ici à l'attention de nos amis... avec toutes les précautions d'usage.

UN JUGEMENT SOMMAIRE

« On avait pris l'habitude de décorer du titre de syndicalistes, les militants des organisations syndicales, responsables de l'administration et de l'action de celles-ci. C'était sans doute pour les distinguer des simples syndiqués et établir une hiérarchie qui ne correspondait guère à une véritable échelle de valeurs.

» Sans doute, des secrétaires de la C.G.T., des fédérations, des unions et des syndicats s'étaient-ils formés dans l'action syndicale. Mais selon la formule de Renan, reprise par Monatte en 1919 : « en eux l'administrateur avait tué l'apôtre ». Et c'était chez eux que l'on rencontrait le plus de scepticisme quant aux possibilités créatrices de la classe ouvrière, le plus d'indifférence ou même d'hostilité à l'égard des ambitions sociales qui caractérisaient le syndicalisme héroïque de 1906.

» D'autres avaient été formés exclusivement dans un parti politique sévèrement discipliné, et « fournis » par celui-ci aux organisations syndicales vassales. Quelquefois le syndicaliste d'origine, conquis par ce parti politique, s'alignait avec d'autant plus d'empressement sur « les révolutionnaires professionnels » qu'il se sentait plus suspect à leurs yeux.

» Le syndicalisme des services publics connaissait une variété de militants assez différente de celles qui fleurissaient dans le syndicalisme purement ouvrier. Des associations corporatives, des « amicales » s'étaient lentement transformées en syndicats, et leurs dirigeants n'avaient pas renoncé aux méthodes de collaboration avec les administrations publiques, de pression sur le gouvernement par le jeu des partis parlementaires, qui leur avaient permis de remporter, dans le passé, des succès appréciables. La C.G.T., par leur influence, devenait une machine politique, jouant son rôle dans la formation et la dislocation des majorités parlementaires, dans la chute et l'avènement des ministères, dans la mêlée électorale.

» Le syndicalisme des instituteurs se distinguait cependant par la valeur de ses militants de base. Mais l'action syndicale prolongeait simplement pour ceux-ci l'action laïque et démocratique. Sans doute, constatait-on une heureuse évolution assez nette et rapide dans les générations nouvelles, où le syndicalisme gagnait du terrain, à chaque renouvellement des cadres, après chaque action exceptionnelle. Et, en province, ce n'était pas le partisan politique qui «noyautait » le syndicat, mais l'âme du syndicat qui perçait sous le partisan, dans les délibérations des partis politiques. Seulement, ce n'était là qu'une promesse dont on attendait les fruits.

» C'est encore dans le syndicalisme des fonctionnaires que l'on rencontrait ce type « d'homme d'Etat » en puissance qui exerçait ses talents dans les cadres de l'organisation syndicale, sans être attaché à celle-ci par quelque chose qui tienne du cœur et du sang. On prêtait son intelligence, son énergie, son éloquence, son habileté au grand syndicat dont la puissance vous ouvrait des portes et vous hissait à des tribunes que l'on n'aurait pas franchies ou gravies sans un long apprentissage, sans un long piétinement dont l'issue favorable n'était pas certaine, dans les sinuosités et les rangs pressés des formations politiques.

» Chez aucun de ces hommes, on ne retrouvait les traits marquants de la phalange qui menait au combat la classe ouvrière, avant 1914. Ni la confiance exclusive dans l'institution syndicale, ni la foi exclusive en les vertus sociales et morales de l'action syndicale. On ne se référait à la charte d'Amiens — qui fut au mouvement ouvrier, ce que la Déclaration des droits de l'homme fut à l'Etat libéral et bourgeois — que pour y ramasser des arguments contre la tendance rivale. Les uns opposant ses formules d'indépendance aux entreprises politiques, les autres condamnant la collaboration avec l'Etat et le patronat, au nom du constat de la lutte de classes qu'elle précise en termes définitifs.

» L'unité réalisée en 1936 aurait pu, sans modifier les hommes en place, favoriser la formation d'équipes de remplacement. Mais tout fut emporté dans les flots du Rassemblement populaire, la C.G.T. perdit son individualité propre. C'est au sommet que l'on négociait les conventions collectives, et l'on attendait du ministre ou du législateur les décisions contraignant peut-être les patrons mais en détruisant le moteur du mouvement ouvrier. La promotion de 1936 n'avait pas suivi la voie normale du syndicat de métier à la Fédération industrielle à l'Union régionale et à la C.G.T. Elle était d'abord confédérale, par l'effet direct du Rassemblement populaire. L'adhésion au syndicat s'imposait à elle comme un geste du même ordre que la participation aux élections et aux cortèges du 14 juillet. Rien de spécifiquement syndical dans son attitude. Et la spontanéité — indéniable — des grandes grèves de juin 1936 naquit dans le « climat » de la victoire électorale des partis d'extrême gauche et s'alanguit jusqu'à se perdre dans les « réalisations sociales » du gouvernement Blum.

» On espérait beaucoup des efforts de l'Institut supérieur ouvrier et des collèges du travail. Et il serait injuste de les dédaigner. Mais avait-on réussi à éduquer des syndicalistes déjà formés dans la bataille quotidienne, ou n'avait-on pas plutôt appris à des ouvriers à « penser » en marge du mouvement ? En fin de compte, on aboutissait à une nouvelle forme d'évasion... Une aristocratie ouvrière, fort sympathique, par ailleurs, se constituait ainsi, hors de l'influence de la bureaucratie en place, ce qui était bien, mais aussi en rébellion contre les tendances élémentaires de la masse, ce qui présentait d'autant plus de dangers que certains animateurs de l'Institut supérieur appartenaient à la phalange des intellectuels socialistes, constructeurs de « plans », que les instincts et les sentiments de classe ne gênaient guère. »

LA CONSTANCE DE NOTRE EFFORT

Je ne prétends pas que cette analyse soit incontestable. Mais je n'ai pas révisé mon jugement, si sommaire qu'il soit. Je crois fermement que ces caractères des équipes en place en 1939, loin d'être atténués, furent accentués, dans la majorité des cas, par les épreuves de la guerre et de l'occupation, les secousses de la libération et les duperies du dirigisme.

Sommes-nous donc plus isolés en 1950 qu'en 1935 et en 1925 ?

On le croirait facilement. Aucun d'entre nous ne se risquerait à lancer aujourd'hui la formule : « Tout le pouvoir aux syndicats. » Celui d'entre nous qui en était le promoteur recommande aux travailleurs et aux militants de se maintenir exclusivement dans la défense des revendications

immédiates et d'abandonner au moins provisoirement toute ambition révolutionnaire. Il n'est pas exclu qu'en France — comme en Tchécoslovaquie — les staliniens engagent la bataille décisive sous la bannière de leur C.G.T. et que leurs syndicats — encore massifs malheureusement — deviennent les instruments et les moyens de leur dictature.

De 1925 à 1935 nous avions défini l'unité syndicale, non seulement comme un but à atteindre par priorité, mais comme « l'idée-force » orientant tout le mouvement ouvrier. En 1947, ici même dans la **R.P.** nous fûmes un certain nombre à saluer la scission confédérale comme une délivrance.

De 1935 à la guerre notre groupe — qui ne fut jamais, qui ne sera jamais monolithique — fut profondément divisé par des débats parfois très vifs de ton sur : le Rassemblement populaire, la politique d'intervention en Espagne, pour ne pas parler du grand et vieux conflit entre pacifisme et esprit révolutionnaire. Débats qui n'aboutirent à aucune conclusion formelle.

Plus isolés qu'en 1935, serions-nous aussi appauvris de tout ce qui animait et enrichissait notre action ? D'aucuns le disent nettement. « **Vous n'êtes plus ni pacifistes ni révolutionnaires** », m'écrivait quelques semaines après la réapparition de la **R.P.** un vieil ami dont la longue lettre appellerait une longue réponse.

Pourtant, nous n'avons pas renoncé, et pour la plupart d'entre nous la **R.P.** demeure non un refuge, mais l'atelier où l'on s'équipe pour repartir vers les combats...

Sommes-nous d'ailleurs aussi isolés que l'on pourrait le croire. Les gens en place sont pires qu'en 1935 ? Peut-être. Encore faut-il constater que si l'hostilité contre nous dans la bureaucratie stalinienne a forcé les limites de la haine, nous avons gagné des sympathies là où l'on se hérissait autrefois au seul nom de notre revue.

Ce qui me paraît plus important, c'est qu'en 1935, ceux qui venaient au mouvement ne nous rencontraient guère dans leurs démarches. Non seulement nous ne partagions pas la plupart de leurs espoirs, mais encore devions-nous souffler sur la plupart de leurs illusions.

Il n'en est pas de même aujourd'hui. Dans le chaos provoqué par les oppositions successives — et quelquefois divergentes — à la colonisation stalinienne de la C.G.T., on sent confusément un désir de liquidation des expériences vécues depuis dix ans, une répugnance pour les grandes constructions artificielles, un désir de voir clair et de faire « simple ». Tout ce qui oriente naturellement vers la **R.P.** Et au Centre confédéral d'éducation ouvrière, installé à la C.G.T.-F.O. — si le danger « d'évasion » n'est pas complètement écarté — encore faut-il se féliciter qu'il soit nettement entrevu par les animateurs de l'œuvre dont le mérite est fonction autant de leur modestie que de leur courageuse ténacité.

Des désaccords entre nous ? C'est justement si l'on n'en constatait pas que l'on pourrait nous accuser de former une « petite chapelle ». La recherche et l'expression de la vérité exigent des examens dont rien ne limite la portée — et une constante confrontation de thèses divergentes, même contradictoires. Nous avons varié dans nos conclusions ? C'est possible. Nous ne sommes donc pas figés dans une position invariable... depuis cinquante ans.

Et ce n'est pas certain. Sous des expressions différentes nous tendions en 1935 comme en 1947 vers le même but : libérer le mouvement syndical.

En 1935, nous opposions l'unité de classe à deux C.G.T. rivales, enfermées dans deux politiques exclusives et par le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux syndicats », nous opposions à la confusion de rassemblements hétéroclites la volonté de puissance du syndicalisme. En 1947, nous approuvions la rupture avec une bureaucratie qui menait la majorité de la classe ouvrière vers des aventures sanglantes.

Il suffit de lire notre revue depuis près de trois ans, pour témoigner que nous n'avons rien abandonné de nos plus hautes préoccupations d'hier. Pas plus qu'autrefois nous ne diffusons de ces vagues formules favorisant toutes les duperies. Nous voulons connaître les réalités ou les espoirs précis que représentent la paix et la révolution. Nous voulons que l'une et l'autre soient l'œuvre et le bien d'une classe ouvrière maîtresse de son destin. Nous le proclamions au congrès confédéral de 1936 qui reconstitua l'unité syndicale. Nous le confirmons aujourd'hui. Nous nous dressions alors contre les partis et les hommes providentiels. Nous voulons briser aujourd'hui les constructions artificielles des idéologues et dissiper les fantasmagories des magiciens.

Pour cela il faut avant tout des syndicats et des syndicalistes libres, formés dans l'effort quotidien. Il faut aussi une Internationale ouvrière qu'aucun nationalisme, quelle que soit sa couleur et ses justifications, ne pourra corrompre.

Mais pour que notre noyau ait tenu pendant vingt-cinq ans et se révèle plus solide le jour de nos noces d'argent que lors de nos premiers engagements, un accord sur les tendances générales ne suffisait pas.

Une morale s'imposait. On n'en trouvera pas la définition, ni les principes dans la collection de la **R.P.** Elle ne se rédige pas, elle se vit. Elle n'offre à ceux qui l'adoptent aucun mirage consolant, aucune chance de succès. Elle pourrait se résumer en ce propos lourd de sens d'un personnage d'Ibsen : **Il faut monter aussi haut qu'on bâtit.** Rejetant la répugnante formule-alibi : la fin justifie les moyens, elle proposerait plutôt le contraire : **les moyens justifient la fin** — c'est-à-dire que chacun doit demeurer digne de la Révolution qu'il prépare et de la cité qu'il espère.

Une telle attitude n'est pas toujours facile à tenir et n'est jamais facilement supportée... par les autres. Que les jeunes, qui viennent à nous, en soient avertis ! Mais c'est quelque chose, au bout de vingt-cinq ans, qu'un groupe — si restreint soit-il — où ne s'insinue aucun souvenir avilissant ou douteux. Je connais quelques grands hommes qui, au faîte de leur ascension, nous envient cette pleine sécurité.

Roger HAGNAUER.

DANS TOUTES LES EGLISES ON A PRIE POUR STALINE

D'après des informations émanant de sources généralement dignes de foi, des prières pour la santé de Staline ont été dites la semaine dernière dans toutes les églises orthodoxes de Moscou et de Russie.

Le 21 décembre un service solennel a eu lieu à Moscou dans la cathédrale de Yelokhovski, le patriarche Alexis officiait.

Les correspondants étrangers accrédités à Moscou n'ont pu câbler ces informations à leurs journaux par suite de la censure qui « aurait été plus sévère que d'habitude », en ces jours mémorables. — (Reuter.)

« Le Monde » du 29-12-49.

Le Carnet du Sauvage

IL Y A QUARANTE ANS

Dans le numéro spécial de « Force Ouvrière » consacré au congrès de Londres, où vient de se constituer la nouvelle Internationale syndicale, Jouhaux raconte qu'il ne lui fut pas difficile, à son arrivée au secrétariat de la C.G.T. en 1909 de la convaincre de reprendre sa place au sein de l'Internationale syndicale.

Pauvres de nous ! Comme l'âge nous fait perdre la mémoire ! Comme il est facile d'estropier l'Histoire !

Pourtant l'année 1909 nous apporta une Conférence internationale, je pourrais dire une comédie syndicale, si amusante qu'il est surprenant qu'un des auditeurs, à plus forte raison un des principaux acteurs ait pu en perdre le souvenir. Je dis bien une comédie syndicale, même artistiquement montée, qui tourna par la faute des événements à la confusion de ses auteurs. Amusante, cette comédie. Vous allez en juger d'ailleurs.

Mais réglons avant un petit point d'histoire. Jouhaux n'eut pas la peine de ramener la C.G.T. à l'Internationale syndicale embryonnaire d'alors. C'est le Congrès confédéral de Marseille, en 1908, qui donna mandat à la C.G.T. de répondre aux convocations du Bureau international en demandant à celui-ci de mettre à l'ordre du jour de la première Conférence internationale des secrétaires la question des congrès internationaux où seraient examinées les questions de l'antimilitarisme, de la grève générale et des huit heures dont la discussion avait été jusqu'alors systématiquement refusée. (En 1908, Jouhaux n'était pas secrétaire de la C.G.T. Il ne le devint qu'en 1909.) Au moment du Congrès de Marseille, Griffuelhes était encore secrétaire confédéral. S'il n'assista pas à ce congrès, c'est qu'il était emprisonné à Corbeil, à la suite des événements de Villeneuve-Saint-Georges. Niel, élu des réformistes, renforcés par quelques singuliers révolutionnaires plaçant leurs rancunes avant leurs idées, devait lui succéder. Pour quelques mois seulement. La grève des postiers le chassait. C'est alors que Jouhaux était désigné et qu'il se trouvait devoir appliquer la résolution de Marseille, résolution proposée par Merrheim. Il n'eut pas, on le voit, à décider la C.G.T. Si difficulté il y eut, elle vint de l'Internationale.

Entre temps, deux faits s'étaient produits. Saluant l'accession d'un réformiste à la tête de la C.G.T. française, le Secrétariat international avait changé le siège de la prochaine conférence, décidé qu'elle se tiendrait à Paris et que la question des congrès internationaux figurerait à son ordre du jour. Niel chassé, patatras ! Grosse déception et grand embarras. On envisagea même que la Conférence au besoin se transporterait ailleurs. Une salle fut retenue à Bruxelles.

L'autre fait, c'était l'adhésion escomptée de l'American Federation of Labor, qui réclamait aussi la tenue de véritables congrès internationaux au lieu de simples conférences de secrétaires. Gompers devait assister à la conférence convoquée à Paris pour le 31 août et le 1er septembre 1909.

Qu'allait-il se passer ? Jouhaux peut se reporter aux comptes rendus de l'époque. A tout hasard, je lui signale celui, non officiel mais fidèle, que je publiai dans la **Vie Ouvrière** du 20 décembre. Ça lui rafraîchira les souvenirs et lui rappellera sa jeunesse. Il reverra s'agiter devant lui Camile Huysmans, Hueber, le délégué autrichien, et Legien, délégué allemand et secrétaire international.

Que faisait là Huysmans ? Ce Méphisto du socialisme belge n'a probablement jamais eu dans sa poche une carte de syndiqué. Il n'en représentait pas moins, à cette occasion, la Commission syndicale belge. Il représentait surtout le Bureau socialiste international dont il était le secrétaire. Ostensiblement, ces jours-là, il assumait le rôle de metteur en scène.

La Conférence ne devait durer que deux jours. Au début de l'après-midi du deuxième et dernier jour, Camille Huysmans se lève et d'un ton papelard demande s'il ne serait pas préférable de liquider les menues questions figurant à l'ordre du jour avant d'aborder l'importante question des congrès soumise par la France. La malice est un peu grosse. Pour peu que les menues questions s'étirent, elles absorberont tout l'après-midi. Il faudra se séparer avant d'avoir touché à celle des congrès. Jouhaux ne laisse pas faire. Qu'à cela ne tienne, réplique Huysmans.

Jouhaux expose alors le point de vue français. Depuis 1900, la C.G.T. demande des congrès syndicaux internationaux. En 1902, à Stuttgart son délégué en fit la proposition. Il rappelle le refus de discuter la grève générale et l'antimilitarisme. Il répond à l'objection des congrès socialistes internationaux ; les congrès politiques ne peuvent envisager les questions ouvrières ; c'est aux organisations ouvrières elles-mêmes à le faire.

Pendant que Jouhaux parlait, Huysmans faisait le tour des deux longues tables de délégués donnant à signer une grande feuille de papier.

Sitôt Jouhaux assis, Hueber se levait, avec la grande feuille à la main. Hueber, le général social-démocrate à la Conférence. Les Autrichiens, ayant obtenu plus de 80 députés socialistes aux dernières élections, avaient par ce succès damé le pion aux Allemands. Hueber menait les délégations social-démocrates à la baguette. Legien lui-même n'avait qu'à bien se tenir. Quant à Gompers, il n'en remontrerait pas à un vieux lapin comme Hueber.

La grande feuille ne portait qu'un texte assez court mais énergique. La tenue de congrès syndicaux internationaux était impossible et inopportune. Ce serait une Babel, aucun travail n'y serait fait. L'action politique et l'action syndicale sont les deux bras d'un même corps. Les séparer serait un crime. Ce qui signifiait qu'il fallait se satisfaire des congrès socialistes internationaux. Eux n'étaient pas des Babels. Pas mal le deuxième tour manigancé par Huysmans.

Tout le monde avait signé la grande feuille. Excepté Legien, au nom de l'Allemagne. Qu'est-ce que cela voulait dire ? Ruait-il dans les brancards ? Ou bien fallait-il montrer que si la C.G.T. pesait peu il n'en allait pas de même de l'American Federation ? Legien demande, en effet, que, après avoir copieusement rossé le syndicalisme français, l'on envisage la tenue de congrès internationaux dans un avenir plus ou moins rapproché.

Hueber riposte. Pas de congrès. Ni maintenant ni demain. La proposition française doit être repoussée une fois pour toutes.

Legien a brouillé le jeu. Les délégués d'Italie, de Suisse, de Belgique se rallient à son point de vue. La tâche d'Yvetot et de Jouhaux en est facilitée. Ils se battent d'ailleurs tout l'après-midi et si bien que Gompers à la fin du débat leur crie en leur serrant les mains : « Toutes mes congratulations pour le beau combat ! »

La comédie montée par Camille Huysmans se terminait à sa confusion. La cause des congrès était gagnée.

Je ne comprends pas que Jouhaux ait pu oublier ça. Evidemment les faits ne collent pas avec la légende suivant laquelle il aurait ramené la C.G.T. au bercail international, mais le Jouhaux d'alors n'en paraît pas amoindri.

C'est plutôt le rôle du syndicalisme français aujourd'hui qui paraît médiocre. Pas d'aujourd'hui seulement. Il a obtenu des congrès internationaux, mais il n'a rien fait de ces congrès ; il n'y a rien dit d'essentiel ; il n'a pas tenu à ce que les grands problèmes ouvriers y soient débattus et tranchés. Là aussi, l'organe obtenu, l'instrument forgé, on n'en a rien fait.

Tout cela parce qu'on a tourné le dos aux principes qui nous inspiraient alors. Jouhaux trouve moyen d'être fier de cette conférence de Leeds où il allait pendant la première guerre défendre un texte se réclamant de l'Association pour la protection légale du travail fondée par Millerand. Nous invoquions jadis la première Internationale et sa règle d'or : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Depuis pas mal de temps, exactement depuis l'autre grande guerre, on voudrait nous faire admirer un millerandisme et un briandisme modernisés. Merci bien !

LA NOUVELLE INTERNATIONALE SYNDICALE

Que faut-il attendre de la Confédération internationale des syndicats libres qui vient d'être baptisée à Londres ?

Les pessimistes n'en espèrent pas grand-chose. Ce serait une réincarnation de l'Internationale d'Amsterdam des années 20. Avec des bonzes un peu plus pétrifiés, confondant 1950 et 1917, Staline avec Lénine et Trotsky, la Stalinie de 1950 avec la Révolution d'Octobre, remâchant les épluchures des problèmes d'il y a trente ans au lieu de saisir à pleins bras les problèmes présents.

Pour les optimistes, tout est merveilleux. Une véritable Internationale est née. On sera nationaliste à tous crins dans son pays, mais une fois rassemblés, l'internationalisme ruissellera. Saillant ne tiendra pas le coup devant Oldenbroeck. La Fédération syndicale mondiale, réduite aux staliniens et aux crypto-staliniens, sera hors de combat avant longtemps.

Je ne me range ni parmi ces pessimistes ni parmi ces optimistes. Je crois qu'il faut attendre, qu'il faut voir. Sans ménager l'aide que chacun peut apporter. Je me demande cependant si une année n'a pas été perdue ; si, malgré un long travail de soi-disant préparation, l'Internationale ne part pas sans que rien soit plus prêt qu'il y a un an, avec une maison non agencée, où l'on ne sait pas trop ce que l'on fera. La C.G.T.-F.O. rata son départ en 1948 en voulant refaire la C.G.T. de 1922. La C.I.S.L. raterait le sien en voulant refaire en 1950 la F. S. I. d'Amsterdam de 1920.

On pouvait imaginer une maison neuve où travailleraient en commun Secrétariats professionnels internationaux et Confédérations nationales. On m'a dit : mais les Secrétariats professionnels eux-mêmes ne le demandent pas. C'est, ma foi, bien possible. Les S. P. n'ont peut-être pas encore de telles ambitions. Peut-être aussi, sortant d'être échaudés avec la F.S.M., craignent-ils l'eau froide de la C.I.S.L. Mais il ne s'agirait pas pour eux de se laisser absorber par la nouvelle Internationale et de subir une centralisation étouffante ; il s'agirait pour eux de travailler sur un pied d'égalité avec les Confédérations ; leur Comité de coordination actuel formerait partie intégrante de l'Internationale. La présence d'Oldenbroeck au secrétariat de celle-ci, en venant tout droit du S. P. des Transports, devrait faire tomber les appréhensions et donner des garanties. Le travail en commun apparaîtrait vite profitable aux uns comme aux autres, aux S. P. comme aux Confédérations, pour le meilleur rendement de l'Internationale et sa plus grande force.

Pour faire quoi ? Pour faire à l'échelle internationale ce qu'il faut faire, pays par pays, à l'échelle nationale : tenir le coup devant les staliniens, tenir le coup devant les événements. La nouvelle Internationale doit s'attendre à être vite mise à l'épreuve ; peut-être même avant qu'elle soit véritablement installée. Elle a été traitée, dès sa naissance, d'Internationale jaune. Même par des gens qui ne se souviennent plus d'avoir fait les jaunes en 1910. Et par d'autres qui ont supprimé le droit de grève sur un sixième du globe. Nous n'avons pas eu, en 1949, au moins en France, de grandes grèves Molotov. Les tickets n'en sont pas périmés. Attendons-nous à double ration bientôt. D'autant que les causes légitimes de revendication et de grève abonderont, sans parler des artificielles.

La toute première tâche d'une Internationale syndicale, c'est évidemment de resserrer les liens entre les travailleurs et de lutter contre la guerre. La nouvelle Internationale réussira-t-elle à faire entendre sa voix dans le tapage des soi-disant Partisans de la paix de la F.S.M. ? Elle a pourtant quelques bons conseils à donner aux Saillant, aux Joliot-Curie et aux Farge de partout. Si vous demandiez à vos patrons russes de commencer par f... la paix à la Yougoslavie ? Si vous demandiez à votre chef bien-aimé de renvoyer dans les villes et les villages russes une large partie des cinq millions de soldats qu'il a gardés sous les armes depuis la fin de la guerre ? Si vous demandiez aux syndicats russes, aux travailleurs russes de s'éveiller, de revenir aux sentiments de fraternité internationale ? Le jour où Yvan Petrov signifiera sa volonté de paix à Staline, Joe Smith aura tôt fait de signifier la sienne à Truman.

Que la nouvelle Internationale se garde surtout de penser une seule minute que la victoire finale du stalinisme est fatale et que la retarder est tout ce qu'on peut faire. Qu'elle ne confonde pas le danger Franco et le danger Staline. Qu'elle ne reprenne pas, à la manière de tous les cryptos de France et de Navarre, les slogans lancés par les trop savants diplomates russes et notamment celui de l'unité de l'Allemagne. La première chose à faire avant de pouvoir parler sans rire de l'unité allemande, c'est de protester contre l'amputation de l'Allemagne à l'est comme à l'ouest. Jouhaux pourra parler de l'unité allemande quand il aura protesté avec nous contre le rattachement de la Sarre à la France.

La nouvelle Internationale doit s'attendre à une vie agitée dès ses débuts. On saura vite de quoi elle est capable. Son pilote, Oldenbroeck, ne manque pas d'expérience, assure-t-on. Il va lui en falloir. Ce n'est pas en eau douce mais en haute mer qu'il va être lancé. Pourvu qu'il trouve autour de lui la jeune équipe internationale qui lui sera nécessaire. Qu'il veille en tout cas à la former et à la rassembler.

Walu a reproduit, dans les **Cahiers Pelloutier** d'octobre, des déclarations faites par Oldenbroeck à la conférence préparatoire de Genève, qui m'ont particulièrement frappé :

« Il y a trois importants domaines dans lesquels la nouvelle Internationale doit avoir une organisation exemplaire : elle doit avoir un excellent service de publications ; elle doit avoir un excellent service de recherches ; et elle devra être active dans le domaine de l'éducation. Rien ou presque rien n'a été fait dans ces domaines par une organisation internationale. Votre Internationale ne sera pas bonne aussi longtemps que son travail ne sera pas égal et

si possible supérieur à tout ce que n'importe quel centre syndical national peut faire. Si elle ne réussit pas à le faire, votre Internationale n'aura pas le prestige dont elle a besoin. »

Tout cela, Oldenbroeck est tenu de le réaliser maintenant. De le réaliser le plus vite possible. De le réaliser en pleines difficultés, pour ne pas dire en pleine bataille et pour faire face aux besoins de cette bataille.

QUELQUES MOTS A SARTRE

Voilà Sartre et Merleau-Ponty qui tombent sur Rousset. On ne pouvait guère s'y attendre. Au moins au sujet de la campagne engagée par Rousset sur les camps de concentration russes.

Va, si ce n'est qu'un prétexte ou une occasion de liquider le R.D.R. Qu'il y ait entre eux des désaccords, c'est leur affaire ; mais qu'ils les règlent sur le dos d'une campagne utile, on peut être étonné. Bien des choses nous ont chiffonnés chez Rousset autrefois quand il procédait à une sorte de réhabilitation de ceux des communistes allemands qui avaient accepté de devenir des garde-chiourme dans les camps de concentration. Bien d'autres choses nous ont chiffonnés chez Sartre, et en tout dernier lieu, au lendemain du fameux congrès de Breslau. Nous attendions la riposte que ne manqueraient pas de faire les intellectuels à la Sartre. Ils se devaient de parler haut, de riposter avec vigueur. Ils seraient certainement les premiers à participer à la conférence organisée par le R.D.R. et par « Franc-Tireur ». Va te faire fiche ! Ils ont choisi ce moment pour quitter le R.D.R. C'est le moment de se montrer, cachons-nous !

Quels pauvres arguments sont invoqués aujourd'hui par Sartre !

Concentrer ses coups sur le système soviétique, sur les camps de concentration russes, c'est faire bon marché des détenus d'Espagne et des déportés de Grèce.

D'abord, où Sartre a-t-il vu en 1950 un système soviétique quelconque ? Il ne s'est donc pas aperçu qu'il y a bien trente ans qu'a disparu en Russie tout système soviétique pour faire place à un système fasciste de plus en plus visible et de plus en plus odieux.

Pour un philosophe démangé par un besoin d'action, Sartre ne m'a pas l'air d'avoir beaucoup réfléchi sur les conditions de l'action. A-t-il quelquefois pensé aux généraux qui rassemblent leurs forces sur un point particulier du front. En essayant la percée sur un seul point sacrifient-ils le reste du front ? Il en est de même dans le cas des camps de concentration russes. Une victoire contre eux retentirait sur tous les autres camps de concentration, sur les grecs et les espagnols, et même sur la situation des nègres d'Amérique, et même sur les indigènes des colonies françaises.

Partant des raisons qu'il invoque aujourd'hui, Sartre s'est-il demandé l'attitude qu'il aurait prise hier dans l'affaire Dreyfus ? S'il fut un condamné d'aspect peu sympathique, ce fut bien celui-là, officier de carrière, millionnaire, juif. Des condamnés, sinon plus malheureux, au moins plus capables d'inspirer la sympathie, il en existait par milliers dans les camps de bat' d'af'. Pourtant la vague de sympathie ne s'était pas soulevée en leur faveur. Elle s'est soulevée — artificiellement ? non pas — en faveur du capitaine millionnaire juif Alfred Dreyfus. Les révolutionnaires se sont mêlés des premiers à la vague. Pas tous, bien sûr. Il y eut des Sartre pour dire : Et les autres condamnés ? Il y eut des Merleau-Ponty pour dire : Et les autres victimes, à commencer par le prolétariat victime du régime capitaliste ?

J'avais un copain, Dubois-Dessaule, qui depuis son retour des bat' d'af' se consacrait à dénoncer les camps de soldats par le livre et par les conférences. Il fut des plus ardents dreyfusards. Pour lui, lutter en faveur de Dreyfus, c'était lutter contre les conseils de guerre, contre les garde-chiourme des pénitenciers militaires, c'était lutter en faveur de ses camarades de la veille. Il n'avait pas mal réglé son tir. Il n'a pas obtenu tout ce qu'il espérait. Il a recueilli plus, à partir de ce moment, qu'il n'avait recueilli auparavant.

Sartre, auriez-vous été antidreyfusard ? Vous l'auriez dû en raison de votre stratégie répudiant l'adversaire numéro 1.

Vous m'objecterez encore que le vrai révolutionnaire dénonce d'abord l'exploitation et l'oppression dans son propre pays. Bien sûr, bien sûr. Mais alors, dans ce cas, il ne reste guère de vrais révolutionnaires en Russie. Ceux qu'on appelle ainsi là-bas ne dénoncent guère l'exploitation et l'oppression qui sévissent chez eux. Ils se contentent d'en être les bénéficiaires, d'être les pires exploiteurs et les pires oppresseurs.

Il y a une autre chose encore, à laquelle vous, Sartre, vous n'avez pas pu penser n'ayant jamais été communiste, même au moment d'Octobre, mais peut-être étiez-vous trop jeune. C'est que nous, nous ne confondons pas le communisme et le stalinisme. Nous continuons peut-être à penser que la Russie c'est encore notre pays et que nous avons le droit et le devoir d'en dénoncer l'exploitation et l'oppression.

P. MONATTE.

Parmi nos LETTRES

Après l'Appel de David Rousset

Paul Rassinier nous adresse la réponse suivante aux commentaires dont nous avions fait suivre (voir le dernier numéro) la lettre par laquelle il nous faisait part de son refus de se joindre à l'effort de David Rousset :

En dépit du peu d'intérêt d'une polémique sur le sujet, tel qu'il est posé, peut-être n'est-il pas indifférent de remarquer, dès l'abord, que le Figaro littéraire *ne publie plus qu'en 6e page, dans le plus petit caractère possible, en bas de colonne et après avoir soigneusement expurgé, les réponses des personnalités ou des groupements qui avaient pris l'Appel de David Rousset au sérieux. Tel est, du moins, le sort qui fut réservé à la proclamation du G.L.I.,* (Groupes de liaisons internationales), *bien qu'elle portât des signatures d'une aussi indiscutable notoriété que ne le sont celles d'Albert Camus, Jean Bloch-Michel et Jacques Monod.*

A cela, il fallait s'attendre : tant que les échos sollicités à grand tralala ne dépassaient pas les limites fixées par David Rousset lui-même à l'action qu'il entreprenait, ils pouvaient prétendre à être répercutés par la première page sous de très gros titres, mais Robert Anthelme qui manifestait, quoiqu'assez discrètement, l'intention d'aborder le problème sur le plan général, n'eut droit qu'à la quatrième et Benjamin Péret, plus audacieux encore, ne fut même pas pris en considération. Aujourd'hui, Albert Camus, Bloch-Michel et Jacques Monod, n'ont plus droit qu'à un tout petit coin perdu dans la sixième et c'est dans l'ordre. Je présume que si j'avais envoyé mon adhésion avec les réserves que la R.P. a rendues publiques, on m'aurait, pour le moins, envoyé le Grand Inquisiteur...

Cette attitude du Figaro littéraire *trouve son explication dans deux ordres de faits :*

1°) *A part une poignée de littérateurs en mal de publicité, tous les gens sérieux ont répondu en soulignant les insuffisances de l'Appel, beaucoup plus qu'en s'enthousiasmant pour sa portée possible et le but qu'on lui assignait ;*

2°) Le Figaro littéraire *est le même journal dans lequel Claude Mauriac, rendant compte d'une pièce qui tient l'affiche, écrivait, il y a moins de trois mois : « La torture, l'occupation, les déportations, sont encore trop proches de nous pour que nous puissions en parler sur le ton de l'objectivité » (21 octobre). Ce qui, traduit en clair, signifie : on en peut dire tout ce qu'on veut s'ils sont russes, un peu moins s'ils sont allemands et rien du tout s'ils sont français ou espagnols. Le pacte de l'Atlantique a de ces exigences...*

Que David Rousset se soit prêté à l'opération n'a rien d'étonnant. Ceux qui le connaissent savent que ce n'est pas la première à laquelle il se soit prêté sur le long chemin qui l'a conduit de l'opposition communiste à la tête de page du journal de Mauriac, en passant par divers états intermédiaires comme le trotskysme, un socialisme personnel et tout récemment le R.D.R. dont il démissionna — pour aller où ? — presque aussitôt après y avoir donné son adhésion. Je veux bien que l'homme absurde soit celui qui ne change pas, mais celui-ci change trop et ses changements se modèlent un peu trop visiblement sur les désirs des maîtres du moment dans les différents univers qui le comptent, tour à tour, au nombre de leurs ressortissants. Mais comment diable, un homme aussi averti que Chambelland, a-t-il pu donner dans le panneau ? Rien que le titre, « Au secours des déportés soviétiques », à lui seul en disait déjà long et respirait à plein nez le « Au secours de la Pologne »qui fit les délices de la presse en 1939...

Maintenant que l'affaire a tourné court et qu'elle se tasse en même temps qu'elle se classe dans l'opinion, il nous est loisible d'en parler entre nous, en toute liberté. Je ne suis pas ennemi des cartels d'action publique, sur tel ou tel mot d'ordre que les circonstances rendent opportuns, mais il vaut tout de même mieux qu'ils se constituent sur des initiatives prises par des organisations de la classe ouvrière, ce qui est la seule façon de leur conserver, à la fois, leur caractère et leur contenu. Règle générale : se méfier des initiatives qui partent du clan d'en face... Que ceci nous serve de leçon.

C'est à partir de ces considérations et non seulement du retard avec lequel David Rousset a publié son Appel, que j'avais décidé de rester sur la réserve et conclu qu'il n'avait « de valeur particulière, ni par son origine, ni par son contenu, ni par le but qu'il poursuit, ni surtout par les résultats qu'on en peut espérer ou redouter, selon l'angle sous lequel on se place ». Le déroulement des événements ne m'a que trop tôt donné raison.

Ceci étant dit sur la forme, il reste le fond du débat. Dans la mesure où le commentaire de Chambelland y conduit, on me permettra de noter les quelques points sur lesquels je pense qu'il s'abuse :

1°) *Les camps nazis sont parfaitement comparables avec tous les autres. Le camp de concentration n'est pas séparable de la répression capitaliste classique, il en est un des aspects, à un moment donné du processus de développement. Si, en Allemagne, il a pris cette taille et ce caractère, c'est, à mon sens, uniquement parce que l'Allemagne, arrivée au dernier stade de la concentration du pouvoir politique, était en guerre par surcroît, et non parce qu'elle était l'Allemagne, ainsi que le veut une opinion trop répandue. C'est pour tenter de donner un caractère indiscutable d'évidence à cette vérité première qu'à mon tour j'ai porté témoignage du séjour que j'ai fait dans les camps allemands (1). Le système soviétique ressemblant trait pour trait au régime hitlérien, les camps russes ressemblent aussi, trait pour trait, aux camps nazis et, quand la France en sera, économiquement et politiquement, au point où en était l'Allemagne en 1939, Carrère, la Noé, le Vernet, le camp de la Vierge, etc., ressembleront à Buchenwald ou à Dora. Entre les différents camps, il n'y a donc, d'un pays à l'autre, que des différences de nuances et non d'essence.*

2°) *Chambelland a tort de croire que l'Appel de David Rousset additionné de l'audience du* Figaro littéraire *ont acculé les communistes à reconnaître l'existence de « camps de travail » en Russie : Me Nordman l'avait déjà reconnu en leur nom à la barre du tribunal qui eut à connaître de l'affaire* Lettres françaises *contre Kravchenko et ce résultat est dû, outre à quelques témoins envoyés à Paris par les Soviétiques eux-mêmes, au témoignage de Margaret Buber-Neuman auquel toute la presse — et non seulement le* Figaro *— a fait une très large publicité. Depuis, d'autres témoignages sont venus corroborer :* le Figaro littéraire *et David Rousset n'ont fait que... trouver de concert, le moyen « littéraire » d'en tirer quelque bénéfice matériel ou moral, — ou les deux ! — Mais ils n'ont ni l'un ni l'autre, rien versé au dossier si ce n'est l'un son talent et l'autre son machiavélisme. Et, si les camps russes comparaissent un jour devant le Tribunal de l'Histoire, on en référera à Kravchenko, à Vinatrel, à Victor Serge, à Margaret Buber-Neuman tandis qu'on ne citera David Rousset que pour mémoire et seulement en raison de son talent. Je ne suis même pas sûr qu'il n'en soit pas de même des camps allemands à propos desquels* l'Univers concentrationnaire *et surtout* les Jours de notre mort *semblent bien destinés à n'être enregistrés que comme une interprétation et non comme un témoignage.*

3°) *Croire qu'une aide sérieuse puisse être apportée « à ceux qui meurent dans les camps staliniens » ou que l'indignation mondiale soit de nature à influencer le Kremlin est une naïveté. Tant que le régime stalinien lui-même subsistera, il en sera ainsi. Or je ne fonde mon espoir de le voir disparaître que sur trois éventualités : ou bien il s'écroulera tout seul, (ceci s'est déjà vu dans l'Histoire : la Grèce antique était morte bien avant que d'être conquise par les Romains) ou bien il sombrera dans une révolution intérieure, ou bien, enfin, il sera anéanti dans une guerre. La Russie étant en plein essor industriel et semblant limiter avec une grande maîtrise ses ambitions à ses moyens, les deux premières sont irrémédiablement exclues pour une très longue période et il ne reste que la troisième... Je le répète : très peu pour moi, je sors d'en prendre et l'expérience qu'on se vante d'avoir si bien réussie contre Hitler, m'a suffi !*

Ces trois remarques et particulièrement la dernière s'inscrivent, j'en conviens volontiers, dans la conception particulière que j'ai de l'évolution des événements. Il y a longtemps que je ne me soucie plus d'être ou de ne pas être antistalinien ou antisoviétique. A la vérité, je suis les deux : antistalinien parce que je ne crois pas à la vertu de la dictature du prolétariat ou du socialisme dans un seul pays ; antisoviétique à la fois parce que je ne crois pas à la révolution violente et parce que le régime qui est issu de celle de 1917 en Russie me semble pire que tout ce qu'on peut imaginer. C'est une question d'appréciation personnelle : dans mon esprit, la révolution souhaitable est celle qui peut durer dans ses résultats et elle ne peut être l'œuvre, pas à pas édifiée, des organisations politiques ou professionnelles de la classe ouvrière. Par voie de conséquence, il y a longtemps aussi que j'ai séparé la Russie de Staline de la notion de socialisme, ce qui fait que, si le régime russe déshonore quelque chose à mes yeux, c'est l'Humanité et non le socialisme, même s'il s'abrite derrière le vocable. Au même titre que Hitler qui parlait lui aussi au nom du socialisme (national) ou que Mussolini qui avait annexé Lagardelle, ou que Franco qui en appelle à Dieu. Au même titre aussi que ceux qui ont édifié la Noé, Carrère, Gurs, le Vernet, le fort Rabaud, etc... toutes institutions dont il semble bien qu'elles ne nous préoccuperont sérieusement, que le jour où on nous conduira, en colonne par quatre (en Allemagne, c'était par cinq !) faire la relève de leurs actuels occupants.

(1) **Passage de la Ligne.** — En vente dans toutes les librairies et chez l'auteur à Mâcon, C.C.P. Lyon 724-98. Franco : 330 fr. Le lecteur est prié de noter que le « Figaro littéraire » est un des rares journaux qui n'ont pas rendu compte...

NOTRE VIEILLE "R. P."

— Notre vieille « R. P. »...
Ainsi s'exprime parfois un abonné de la première heure, un des cinq cents camarades qui, en 1925, se groupèrent autour de la revue dès ses premiers numéros.

Il y a vingt-cinq ans. Un quart de siècle. Cela commence à compter. Surtout pour les hommes. La revue, elle, tient mieux le coup. Car elle peut ce que nous ne pouvons pas. Elle se rajeunit chaque fois qu'elle accueille de nouveaux amis.

Vingt-cinq ans... Cela paraît hier. Et, pourtant, que de chemin !

« AU REVOIR ET MERCI ! »

Pour moi, la naissance de la « R. P. » fut avant tout une fin.

« Né de la guerre », comme on disait de nous après 1918, antiguerrier, internationaliste, admirateur de la Révolution russe, j'étais entré « au parti » lors de la scission de Tours. Je croyais à la possibilité d'un parti épuré des politiciens (ils venaient de s'épurer eux-mêmes), d'un parti vraiment révolutionnaire, inspiré d'un exemple encore prestigieux. Le syndicalisme m'avait attiré parce qu'il constituait la base économique dont l'anarchisme se trouvait dépourvu. Mais l'effort syndical ne me paraissait pas pouvoir s'isoler de l'effort révolutionnaire. L'effort révolutionnaire c'était, en ces années-là, autour de la Révolution russe que, tout naturellement, il se concentrait. Le 13 mars 1920, dans sa lettre à Trotsky (1) Monatte traduisait bien l'état d'esprit d'alors :

> « La classe ouvrière française — écrivait-il — retrouvera bientôt son esprit révolutionnaire. Notre pensée, aujourd'hui comme hier, s'appuie sur la vôtre. Vous luttez pour vous et pour nous. Nous luttons pour vous et pour nous, honteux de n'avoir pas fait plus et d'être encore aussi faibles. Mais de meilleurs jours viendront. Ils viennent. Votre triomphe prépare et annonce le nôtre. La Révolution cessera bientôt d'être russe pour devenir européenne. »

Las ! En cette même année 1920, cet espoir, ce grand espoir s'effondra. Pourtant nous n'avions pas cessé de croire. Même après les échecs de 1920, je continuais à espérer qu'un vrai parti révolutionnaire, un parti pur, pourrait jouer un rôle décisif en France. La croyance en la révolution proche et la croyance au parti allaient de pair.

C'est en septembre 1924 que j'envoyai à Pierre Semard, alors secrétaire général du parti, ma démission du « prétendu parti communiste » (2). L'Internationale communiste venait d'intimer aux membres du parti français l'ordre de se plier aux décisions qu'elle avait prises concernant la vie intérieure de leur parti. Ceux qui ne voulaient pas se plier devaient partir. Je choisis, quant à moi, la seconde solution.

L'histoire des quatre premières années du parti communiste français reste évidemment à écrire. (Si du moins l'on entend par « histoire » le récit véridique des événements.) Schématiquement elle me paraît pouvoir se retracer comme suit :

1921. — Le « centre » (Cachin-Frossard) dirige le parti et **l'Humanité** ; la « gauche » issue du comité de la III[e] Internationale reproche au « centre » son opportunisme, sa tolérance envers la « droite ».

1922. — En octobre, la « gauche » est battue de justesse à l'issue d'un congrès mémorable. Le « centre » garde la direction du parti et de **l'Humanité**.

1923. — L'Internationale communiste se prononce pour la « gauche », qui prend les postes jusque-là gardés par le « centre ».

1924. — Première « discussion » dans le parti russe. La « gauche » française se divise, et, en compagnie de Louis Sellier, le capitaine Treint procède à l'exclusion de Souvarine, puis à celle de Monatte, Rosmer et Delagarde. C'est la revanche du « centre » contre la vraie « gauche ».

L'origine de la « R. P. » se trouve dans une brochure de petit format (le même que celui des brochures clandestines des minoritaires de la guerre) intitulée : « Lettres aux membres du parti communiste : 1. Avant le Congrès de janvier — Quelques documents. » La lettre est datée de Paris, 22 novembre 1924. Elle est signée de V. Delagarde, P. Monatte, A. Rosmer. C'est une rébellion ouverte, digne, énergique, contre des méthodes inadmissibles dans un parti communiste. L'important, écrivent les futurs exclus, ce n'est pas que nous puissions être frappés d'exclusion par le congrès prochain, « c'est que, sous l'étiquette de la bolchevisation, on y aggrave les méthodes autocratiques actuelles, qui sont bien le plus flagrant désaveu du bolchevisme et du communisme ». Et quelles méthodes ! La brochurette en donnait de frappants exemples.

Une conférence extraordinaire fut convoquée de toute urgence pour le 5 décembre 1924 par la direction du parti. Elle prononça, à l'unanimité moins trois abstentions, l'exclusion de Monatte, Rosmer et Delagarde, comme « ennemis du prolétariat, du parti et de l'Internationale ». Rien que cela ! Le premier numéro de la « R. P. » publia, en même temps que le texte complet de la résolution d'exclusion, sous le titre « Deuxième lettre aux membres du parti communiste », la « réponse des exclus ». Pour moi, de cette réponse, ce qui me réjouit le plus, ce fut la dernière phrase :

— Là-dessus, au revoir et merci !

Merci ? Oui, et de grand cœur ! Car c'était, à mes yeux, la fin de l'expérience du « parti ».

« OCTOBRE » OU « R. P. » ?

La fondation de la « R. P. » constitua la réplique naturelle des exclus. Bien que tout ne fût pas encore aussi clair aux yeux de tous, on sentit que ce qui naissait n'était pas une « opposition » sans lendemain. La résolution des militants de la « R. P. » était si solide qu'une demande de Léon Trotsky lui-même, en octobre 1925, tendant à « liquider » la « R. P. » et à solliciter de l'Internationale communiste la « révision de l'affaire », fut repoussée par le « noyau ». Notre numéro 10 publia le texte intégral de la demande de Trotsky (toujours le respect des textes), et la réponse du « noyau » à cette demande. Ce passage de la réponse vaut d'être reproduit :

(1) Lettre confiée à un journaliste américain, qui ne put atteindre la Russie ayant été assassiné par la réaction spartakiste en Allemagne. Cette lettre parvint à la « Justice » française, qui tenta d'en faire la base du « grand complot » de 1920. Elle est reproduite intégralement dans une brochure d'Henry Torrès (mais oui !) aux éditions « Clarté », Paris 1921.

(2) On préféra m'exclure. Je n'évoque cette exclusion que pour mémoire. Il me serait peut-être reproché de l'avoir omise. Mais je n'ai pas à en rougir. Bien au contraire.

« L'Internationale communiste s'est formée par un regroupement des forces révolutionnaires, sous l'influence de la guerre et l'impulsion de la Révolution russe. Des social-démocrates, des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes, faisant subir à leurs conceptions antérieures une révision nécessaire, se rassemblèrent autour d'une plate-forme commune. Lénine disait : « Débarrassons-nous de notre linge sale social-démocrate ! » Or, aujourd'hui, on ne veut plus être « communiste », mais « vieux bolchevik ». On brise le faisceau qui s'était constitué en 1919 et consolidé en 1920, et les forces qui s'étaient groupées se dispersent. La conséquence normale c'est qu'aujourd'hui il y a place pour un révolutionnaire hors de l'Internationale communiste. Et une autre conséquence, c'est qu'une revue comme la **Révolution prolétarienne** est un organe nécessaire...

» ...Aussi attachés aujourd'hui qu'hier à la Révolution russe, aussi préoccupés de comprendre ses leçons et de profiter de ses enseignements, nous avons conscience de n'avoir pas dévié de la ligne de conduite que nous nous étions tracée. Nous n'avons pas abandonné la classe ouvrière dans la rude épreuve de la guerre ; nous avons lutté avec elle contre les chefs qui la trahissaient. Nous serons avec elle demain, du bon côté de la barricade ; nous ne sommes pas sûrs d'y retrouver tous ceux qui nous ont exclus. »

« Aussi attachés aujourd'hui qu'hier à la Révolution russe... »

C'était vrai. Au point que la « Révolution prolétarienne » risqua bien de ne jamais voir le jour. Notre équipe, toute fraternelle, n'était — déjà ! — pas toujours d'accord. Une discussion s'ouvrit sur le titre. Des camarades avaient proposé : « Octobre », croyant précisément affirmer leur attachement à la Révolution russe. « Octobre » avait été adopté. Mais seulement à la majorité. Et Monatte, qui devait être le « cuisinier » et qui n'approuvait pas le choix, rendit son tablier. (Les cuisiniers ont la tête près du bonnet.) Je me rappelle qu'il m'écrivit quelque chose comme ceci : « En choisissant « Octobre », vous mettez l'accent sur le caractère politique de la Révolution, sur la prise du pouvoir, alors que, précisément, nous devrions le mettre sur le caractère économique... » Je ne garantis pas le texte, n'ayant pas gardé cette lettre, mais seulement l'esprit. Il nous fallut donc battre en retraite. On ne pouvait imaginer la revue sans qu'elle soit faite par Monatte. Une nouvelle réunion fut organisée Discussion assez vaseuse. Victor Godonnèche la termina en disant : « Vous nous emm... Prenons notre titre chez Lénine : « La Révolution prolétarienne », et n'en parlons plus ! »

La Révolution russe...

La Révolution prolétarienne...

En 1920-1921, c'était synonyme.

En 1924, on pressentait déjà une différence et Monatte avait eu bougrement raison de nous faire mettre le doigt dessus.

En 1950, c'est clair comme le jour.

Il y a eu la Révolution russe.

Il n'y a plus de Révolution prolétarienne en Russie.

LA VIE ET LA MORT DE LA C.G.T.U.

Le numéro 95, du 1er janvier 1930, porte le sous-titre « Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire ». Jusqu'alors la « R. P. » était sous-titrée : « Revue syndicaliste communiste ». Ce premier sous-titre créait une confusion.

« Nous ne pouvions, écrit Monatte, à chaque numéro expliquer que notre syndicalisme communiste n'avait rien de commun avec le prétendu syndicalisme des prétendus communistes. Pour les communistes nous sommes des renégats. Pour les non-communistes nous sommes des communistes masqués. En disant que nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, nous ne faisons que dire la vérité, et c'en est une autre qu'il ne peut exister de plus véritables révolutionnaires prolétariens, de communistes plus réels que les véritables syndicalistes révolutionnaires. »

Ces lignes furent écrites, le sous-titre de la revue modifié après le congrès de la C.G.T.U. de septembre 1929, où les efforts de la Ligue syndicaliste avaient obtenu un résultat, non pas formidable, mais tout de même assez substantiel. Une minorité nouvelle était née, le « Cri du Peuple » avait été mis debout, et pendant deux ans, nous allions donner pas mal de fil à retordre aux dirigeants staliniens de la rue Grange-aux-Belles.

Il serait certainement intéressant de conter dans le détail la vie de la C.G.T. Unitaire, et sa mort. On y verrait clairement le sort qui attend la C.G.T. stalinisée. Je n'ai plus guère, il me faut l'avouer, de goût pour écrire. Le futur historien de la C.G.T.U. trouvera dans la « Révolution prolétarienne » des éléments véridiques. Mais je puis tout de même esquisser quelques grandes lignes.

Notre expérience du parti communiste fut gênée par le fait que nous étions, en 1921, lancés à corps perdu dans la grande querelle syndicale. Après le congrès de Lille, marqué par une bagarre et deux coups de revolver, la scission parut inévitable. Il ne faisait de doute pour personne que les dirigeants réformistes étaient décidés coûte que coûte, même au prix d'exclusions, à garder la direction de la C.G.T. Ils furent aidés dans leur œuvre scissionniste par un état d'esprit que leurs exclusions et leurs manœuvres avaient fini par créer dans la minorité. On peut sans injustice qualifier cet état d'esprit de « scissionnisme de gauche ». Les camarades qui dirigeaient l'organisation de la minorité, les fameux C.S.R., avaient fini par ne plus croire à la possibilité de lutter à l'intérieur de la C.G.T. Ils rêvaient d'une nouvelle C.G.T., la C.G.T. révolutionnaire. En novembre 1921, à la Grange-aux-Belles, lors d'une des dernières conférences de la minorité, je fus estomaqué de trouver sur la table un projet de constitution de C.G.T.R. (C.G.T. révolutionnaire). Houleuses, ces discussions, et combien décevantes pour le jeune provincial qui s'imaginait, de loin, le milieu parisien paré de si belles vertus !

Il n'y a pas plus d'injustice à écrire que Monmousseau — à qui Monatte venait de remettre « la Vie ouvrière » — se laissa entraîner par ce scissionnisme de gauche, ce qui d'ailleurs provoqua, de l'initiative de Monatte, la rupture de toutes relations personnelles entre lui et Monmousseau.

Ce scissionnisme de gauche explique l'exclamation de Dudilieux, après l'ultime entrevue précédant la scission :

— Tout est fini avec les bourgeois de la rue Lafayette !

Lorsque, en juin 1922, au congrès constitutif de Saint-Etienne, la tendance Monmousseau prit la direction de la C.G.T.U., elle était encore, je puis l'attester, attachée à l'indépendance des syndicats. Ses dirigeants n'étaient pas tous membres du parti, il s'en faut.

Mais un certain travail se fit en coulisse, et le congrès extraordinaire de Bourges, en 1923, révéla que, depuis Saint-Etienne, la tendance Monmousseau avait fait du chemin.

Du chemin vers le parti, et vers les combinaisons du parti, puisque, sans offenser la vérité, on peut écrire que l'exclusion de Monatte, Rosmer, Delagarde fut, en 1924, le produit d'une coalition Treint-Monmousseau.

Cette coalition Treint-Monmousseau plaça entiè-

rement la C.G.T.U. sous la direction du parti. Toujours fidèle à ses amitiés, Monmousseau lâcha Treint quand celui-ci fut exclu à son tour.

En 1925, pour s'assurer la mainmise totale, les communistes, par la voix de Thorez, et en dépit de la résistance de Victor Godonnèche, firent supprimer des statuts de la C.G.T.U. la non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux.

En 1927, à Bordeaux, à une poignée, nous engageâmes une longue bataille pour peu de résultats immédiats.

Deux ans après, le congrès de la Grange-aux-Belles confirmait cependant les espoirs que nous avions formés dans un redressement de la C.G.T.U. La nouvelle minorité convoquée à Moscou sut y résister à toutes les pressions.

1931. — Congrès de Magic-City. Le plus vilain congrès auquel il m'ait été donné de participer. Une assemblée de forcenés vomissant des injures. La majorité de la minorité décide de rentrer à la vieille C.G.T.

1933. — Les « minoritaires » restés à la « U. » se rendent compte à leur tour de leur impuissance totale. On leur promet « une balle dans la peau ».

En 1935, le dernier congrès de la C.G.T.U. réuni à Issy-les-Moulineaux saisit la perche de l'unité syndicale et camoufle ainsi la déconfiture totale de l'organisation fondée en 1922.

La subordination au parti communiste avait tué la C.G.T. unitaire, malgré tous les efforts auxquels le nom de « la Révolution prolétarienne » restera attaché.

L'UNITE SYNDICALE FAUSSEE

L'unité syndicale se réalisait. Dès sa première année la « R. P. » avait publié une fameuse enquête sur l'unité syndicale, dont on peut dire qu'elle fut à l'origine du « Comité des 22 » fondé le 9 novembre 1930.

Rappelons quels furent les « 22 » :

Pour les confédérés : Marthe Pichorel, L. Digat, Pierre Monatte, G. Dumoulin, C. Delsol, Roger Hagnauer, J. Toesca.

Pour les autonomes : R. Francq, M. Piquemal, R. Laplagne, J. Métayer, P. Martzloff, R. Mathonnet, G. Guilbot.

Pour les unitaires : A. Rambaud, V. Engler, Lucie Colliard, H. Boville, R. Deveaux, P. Cadeau, B. Bour, M. Chambelland.

Le comité des « 22 » n'a pas peu contribué à faire renaître et à maintenir dans la C.G.T. un état d'esprit favorable à l'unité — qui, en fait, facilita beaucoup la réussite de la manœuvre stalinienne de 1935.

Car ce ne fut là qu'une manœuvre répondant à deux objectifs.

L'objectif principal, essentiel, consistait à appuyer le pacte Laval-Staline, à soutenir la politique extérieure de l'U.R.S.S. (3) axée sur un accord avec la France.

Sauver les débris de la C.G.T.U. tuée par le parti était l'objectif subalterne des staliniens français, trop heureux de pouvoir dissimuler leur faillite.

Et nous, les militants de « la Révolution prolétarienne » — qui étions pour l'unité syndicale depuis toujours, depuis 1921, et qui ne l'avions jamais abandonnée — nous ne pûmes reconnaître notre enfant dans l'unité syndicale de 1935.

Rien de solide dans cette unité-là.

On le vit bien en 1939.

Ce fut frappant.

A l'instant même où la politique extérieure soviétique se retourna complètement, la fausse unité syndicale française se trouva brisée.

(3) La citation de Paul Reynaud, reproduite le mois dernier, sur l'entrevue Staline-Jouhaux en 1937, le montre clairement.

La guerre survint, puis l'occupation.

Du même coup, notre vieille « R. P. » cessa de paraître.

Elle n'attendit pas juin 1940. Elle se saborda en septembre 1939, ne voulant pas se soumettre à la censure de Daladier.

Ses militants, sous l'occupation, avant comme après l'attaque allemande contre la Russie, restèrent fidèles à leurs idées.

Ils ne furent ni collaborateurs ni gaullistes.

Ils ne participèrent pas à la reconstitution de la fausse unité syndicale opérée par les accords du Perreux et provoquée encore une fois par le retournement de la politique extérieure soviétique.

Ils ne furent pas dupes des manœuvres staliniennes qui suivirent la libération. Mais certains d'entre eux en furent les victimes.

Lorsque, en 1947-1948, une nouvelle volte-face de la politique extérieure russe provoqua une nouvelle scission syndicale, ils saluèrent la naissance de la C.G.T. Force ouvrière comme un espoir de renaissance du syndicalisme. Espoir assez mince, en vérité, mais espoir tout de même.

Car pour eux, il n'est pas d'unité véritable, il n'est pas de vrai mouvement ouvrier sans un retour au syndicalisme et à l'esprit de la Charte d'Amiens.

Tout est faussé, dans le mouvement français, dès l'instant qu'un parti, se réclamant d'une révolution qui n'est plus la révolution, a mis la main sur les organisations syndicales et sur la C.G.T. elle-même.

Le travail essentiel de « la Révolution prolétarienne » consiste, en 1925 comme aujourd'hui, pendant le répit relatif d'entre deux guerres, à préparer patiemment, obstinément la renaissance du syndicalisme, en développant l'esprit de liberté et le goût de la connaissance chez les jeunes, chez les militants de demain.

VINGT-CINQ ANS D'HERESIE

— En somme, me dit un de ces jeunes camarades, l'histoire de la « R. P. » peut se résumer en une formule brève : Vingt-cinq ans d'hérésie.

— Peut-être bien ! Si toutefois cela n'est pas un peu prétentieux. Aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, les militants de « la Révolution prolétarienne » sont excommuniés par les deux Eglises. L'Eglise réformiste ne nous pardonne pas la fidélité aux principes du syndicalisme piétinés depuis 1914. L'Eglise stalinienne nous a chassés parce que nous sommes restés fidèles à la révolution faite par le prolétariat et pour lui-même, et non pas faite pour une nouvelle caste dirigeante.

— Espérez-vous sortir de votre isolement ?

— Vous m'en demandez trop. Pendant ces vingt-cinq ans, j'ai appris à me méfier des illusions. La « R. P. » continuera son travail, c'est tout ce qu'on peut promettre.

— Mais, dites, si toutes les choses restent en l'état, croyez-vous qu'il soit possible d'éviter la guerre ?

— Cela ne dépend guère de nous. Il me semble que le plus sûr moyen d'éviter la guerre serait que le peuple russe se libère lui-même. Ainsi se créerait certainement la possibilité d'un accord sincère avec le peuple américain.

— Vous n'êtes pas réjouissant.

— C'est que la vie en Hérésie n'est pas spécialement amusante. Mais, honnêtement, est-il possible de vivre ailleurs ? Bien sûr, ce n'est pas toujours drôle. Pourtant, je m'en console. Si l'amertume me remonte à la gorge — cela arrive — je relis Voltaire :

« C'est un grand mal d'être hérétique ; mais est-ce un grand bien de soutenir l'orthodoxie par des soldats et par des bourreaux ? »

Maurice CHAMBELLAND.

Le congrès extraordinaire du parti socialiste

La presse a été à peu près unanime : un congrès pour rien. Les amateurs de jeux de mots ont ajouté qu'il n'avait eu d' « extraordinaire » que le nom et les praticiens de la formule dégagée des contraintes académiques qu'il n'avait « rien cassé ». Je ne suis pas sûr que les délégués des fédérations eux-mêmes, tout au long de débats qui se sont déroulés dans un morne ennui, n'aient eu des sentiments analogues ou convergents et n'aient repris quelque courage et quelque espoir qu'à la fin, au moment des votes.

Personnellement, cependant, et en dépit d'une atmosphère contre laquelle le format exigu du **Populaire** ne pouvait rien, je crois qu'il n'a pas été inutile et que, dans la mesure où il a cristallisé certaines positions de tendances ou de personnalités, ce congrès peut avoir des répercussions sensibles sur l'évolution de la situation politique intérieure.

Volontiers, je reconnais que les questions de forme l'ont emporté sur les problèmes de fond : le débat sur le programme de réalisations immédiates et la participation qu'il conditionne n'ont duré qu'une séance de quelques heures tandis qu'il fallut trois séances roulant sur quinze ou seize heures pour aboutir à une décision en ce qui concerne les rapports du comité directeur et du groupe parlementaire.

Le parti socialiste est aujourd'hui hésitant devant les problèmes économiques qui appellent des solutions urgentes, comme il l'était dans les années 1938-39, devant la guerre et il ne faut pas s'étonner s'il se jette sur les dissentiments secondaires, les questions de protocole et de préséance, comme sur un heureux dérivatif. Il en est ainsi depuis la libération, mais il semble bien — du moins les résultats des scrutins auxquels il a été procédé penchent en faveur de cette éventualité — que tous les artifices employés pour perpétuer cette méthode de discussion soient épuisés. Dans les fédérations, on commence à dresser le bilan de la politique du parti au gouvernement et à se demander si les défaites successivement et imperturbablement expliquées ou enregistrées ne tiennent pas à une absence d'action commandée par un abandon de principes doctrinaux essentiels. A l'optimisme aveugle des dirigeants en matière financière semblent correspondre, dans un contraste qui prend de plus en plus figure, une certaine conscience des réalités économiques, dans l'esprit des militants fédéraux et un désir de plus en plus affirmé d'arracher leurs mandants à l'indéfendable politique de stabilisation à laquelle ils se sont si naïvement associés ou dans laquelle ils se sont si délibérément, eux-mêmes emprisonnés. Evidemment, ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile sur le plan intérieur du parti. Et ce ne l'est pas davantage sur le plan d'une opinion qui réclame des économies et à laquelle il faut maintenant faire comprendre le contraire de ce qu'on lui a dit jusqu'ici, à savoir :

— Que s'il ne rentre pas d'impôts dans les caisses de l'Etat c'est en raison d'un système fiscal périmé, lequel ne permet l'augmentation des rentrées que par celle des transactions (primauté de l'impôt indirect) ;

— Que pour augmenter les transactions au stade du détail, il n'y a qu'un moyen : augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, par conséquent les salaires et traitements ;

— Qu'en définitive, plus on fait d'économies, moins on dépense, que moins on dépense moins il rentre d'impôts et plus il faut en payer par tête.

Le paradoxe est de taille. Il est au surplus insoluble dans le système monétaire actuel à base d'étalon or. Et il ne se prête à un examen sérieux que sur le plan de la circulation et de la répartition des richesses créées par le travail à l'échelle mondiale. Le congrès extraordinaire du parti ne l'a abordé que par le biais en incluant dans sa résolution finale son opposition à toute réduction des dépenses d'investissements. L'action poursuivie dans ce sens serait de nature à obtenir des résultats substantiels et à provoquer un redressement du parti en même temps que sa consolidation du point de vue des effectifs. Mais le sera-t-elle ? A cette question, seul, le conseil national qui doit se tenir en février peut apporter une réponse... Pour l'instant, le seul élément d'appréciation est le résultat du scrutin sur ce point précis : les majoritaires opposés à ce point de vue dans son sens général l'ont emporté par 1.983 mandats contre 957 à la motion Boutbien-Marceau Pivert, soutenue à l'étonnement de tous par Philip et Depreux.

Les minoritaires ont eu plus de succès dans le débat sur le protocole d'accord. Les militants ont marqué leur désir de dire leur mot dans la politique du parti par l'intermédiaire du comité directeur, leur émanation la plus qualifiée. La motion Guy Mollet créant un superorganisme donnant la prédominance aux parlementaires ne l'a emporté que par 1.389 mandats contre 1.195 et quelque 500 abstentions, aux partisans du statu quo avec préséance au comité directeur. En dépit qu'il n'ait été obtenu que sur une question de forme en dehors de toutes les préoccupations du monde du travail, ce résultat peut être considéré comme encourageant.

Je ne dirai rien de la réforme électorale dont l'examen a été unanimement reporté au conseil national de février. Pas davantage des répercussions du congrès sur une situation parlementaire qui se développe dans l'indifférence générale d'une opinion qui a d'autres chats à fouetter.

Mais je terminerai sur deux considérations qui ne me paraissent pas sans intérêt. La première est d'ordre humoristique : on a reparlé des « durs » et des « mous »... La seconde reflète un changement de méthode des tendances oppositionnelles. On se souvient qu'en 1938, Marceau Pivert, après avoir créé la **gauche révolutionnaire** au sein du parti socialiste, ayant conduit son opposition sans souplesse et très durement, fut amené à quitter le parti et à fonder le P.S.O.P. Le résultat de cette opération fut qu'au congrès de Noël à Montrouge, sur le problème de la guerre et de la paix, les mandats de sa tendance, absents, permirent à Léon Blum de l'emporter sur la tendance adverse. On a mesuré depuis la tragique répercussion qu'eut la création du P.S.O.P. sur l'évolution de la politique française en matière internationale... Léon Boutbien, au contraire, conduit son opposition en grand diplomate. Ayant réussi à lever l'accusation de crypto-communisme qui pesait sur lui, il y a quelques trois ou quatre ans, il reste au parti et il fait tout pour éviter la création d'une troisième tendance. Très adroitement il fait dériver les discussions sur des problèmes précis et arrive ainsi à diviser à son profit la tendance Jacquet-Depreux.

Sans rien préjuger, on peut toujours lui souhaiter bonne chance — la même chance sur les problèmes de fond que sur ceux de pure forme.

Et l'encourager dans son entreprise.

Paul RASSINIER.

La renaissance du syndicalisme

Le salut du syndicalisme postal n'est pas dans l'autonomie !

Après l'échec dans notre profession de la grève générale du 25 novembre, certains indices nous font craindre que ne réapparaisse le projet de création d'une Fédération autonome des P.T.T. que la minorité de la Fédération syndicaliste fit avorter l'an dernier.

Certes, nous persistons à le penser, le syndicalisme postal est au plus mal, mais la constitution d'une Fédération autonome des P.T.T. est-elle la solution convenable ? Nous ne le croyons pas.

En effet, on ne voit pas très bien pourquoi le Syndicat autonome des agents et les amicales accepteraient leur intégration dans une fédération autonome de préférence à un regroupement avec la Fédération syndicaliste.

Dans la première hypothèse, l'opération se ferait, en tout cas, sans la minorité de la F.S.

Il n'y a pas plus de chances d'ailleurs, étant donné leur état d'esprit du moment, qu'une telle initiative suscite l'enthousiasme et l'adhésion des postiers.

Il est abusif d'affirmer que les militants actuellement en dehors des grandes organisations ont entre eux assez de points communs pour travailler sérieusement dans une nouvelle fédération.

Comment les partisans d'un syndicalisme révolutionnaire mais indépendant pourraient-ils faire œuvre utile et durable en compagnie des militants trotskystes qui ont lancé cette idée ! La participation de ces derniers à la grève politique de novembre 1947 n'est-elle pas une prise de position très nette ? N'a-t-elle pas révélé à ceux qui ne l'avaient pas encore compris, qu'en cas de tentative de prise du pouvoir par les communistes, leur sympathie, malgré leurs divergences doctrinales iraient à ceux-ci ? N'est-il pas désormais avéré qu'ils s'en tiennent, sur ce point, aux théories de Trotsky en faveur de la subordination du syndicalisme au politique, conception encore plus autoritaire que celle de Lénine qui consentait tout de même quelques réserves. Il est clair que les trotskystes, reprenant des méthodes qui ont fait leurs preuves, cherchent chez les autres des auditoires qu'ils ne savent pas attirer par l'autorité de leur propre cause. Les postiers ont déjà rejeté dans les circonstances mémorables de 1946 cette conception aventureuse du syndicalisme.

En supposant néanmoins qu'une Fédération autonome se réalise, qu'elle cristallise autour d'elle un nombre important d'adhérents, son action serait-elle pour cela efficace ? On peut en douter quand on connaît la nature des problèmes à résoudre, des résultats à parfaire. Elle n'aurait pas pour l'instant de représentants aux commissions paritaires encore que celles-ci soient une duperie, elle n'aurait pas d'élus au Conseil supérieur de la Fonction publique, véritable creuset où sont mises au point et confrontées les revendications comme la réforme pour ne citer qu'elle. Il ne paraît bien hasardeux d'espérer que les prochaines élections lui donneraient cette représentation.

D'autre part, on ne construit pas seulement avec des plans, des idées. Il y a les éternelles questions matérielles. Il y faut aussi le « nerf de la guerre ». Existe-t-il ? Nous ne le croyons pas. Mais s'il existe, c'est alors un fait propre avant toute autre considération à susciter la méfiance.

On ne va jamais impunément à l'encontre des lois historiques. Toute l'évolution du syndicalisme tend vers le rassemblement des forces ouvrières. Sans qu'il y ait besoin de remonter plus loin, qu'on se souvienne de ce qui suivit la rupture de l'unité au congrès de Lille en juin 1921. Le mouvement syndical fut alors représenté par la C.G.T., la C.G.T.U. et la C.G.T.S.R., elle-même issue de la C.G.T.U. Pourtant en 1934, la C.G.T.U., malgré ses appuis, abandonnée par ses troupes, devait réintégrer la vieille C.G.T.

Sur le plan postal, quel sort fut réservé à l'A.G. des Commis, pourtant dirigée par un homme remarquable, qui se sépara avec éclat du syndicat des agents (C.G.T.), que devinrent le syndicat autonome des agents manipulants, le syndicat autonome des services techniques, le syndicat des cadres, le syndicat autonome des employés avec son journal « la Griffe » ? Tous périrent par désagrégation interne, par la démission de leurs adhérents, par l'indifférence des postiers. Seule la Fédération autonome des Fonctionnaires sut éviter cette fin en réintégrant la C.G.T.

L'existence de l'autonomisme ne peut être que brève. Il est appelé en vertu d'une loi naturelle à rejoindre les grands courants, les grandes centrales, comme la rivière rejoint le fleuve et le fleuve la mer, par intégration organique volontaire ou par adhésion individuelle de ses adhérents.

Il semble bien à la lumière de ces exemples que l'autonomisme soit aujourd'hui une erreur comme elle le fut dans le passé et les circonstances exceptionnelles que nous traversons ne lui confèrent pas une justification particulière.

Un syndicalisme qui ne tend pas vers la réunion de ses forces est un non-sens. Le syndicalisme n'est efficace que s'il est fort et n'est fort que s'il est cohérent.

L'autonomisme est un isolement, il est donc faible et sans efficacité véritable.

Or, jamais peut-être la classe ouvrière et les postiers en particulier n'eurent tant besoin de s'appuyer sur un syndicalisme fort.

L'autonomisme disperse les efforts, distrait de leurs objectifs une partie des forces des grandes organisations et les gaspille vainement.

La Fédération syndicaliste des P.T.T. n'est pas parfaite et Force Ouvrière a commis bien des erreurs. Mais les critiques de l'extérieur sont négatives. Elles affaiblissent le syndicalisme postal libre sans résultats pour aucune des organisations et au détriment, en définitive, des intérêts des postiers. Il est évident qu'une F.S. plus forte de tous les éléments qui malgré leurs affinités restent au de-

hors, pourrait appuyer les revendications d'une catégorie du poids de toutes les autres catégories. Le perfectionnement de son action ne peut se faire qu'en participant à ses travaux. Par un apport nouveau, une minorité plus vigoureuse pourrait lui éviter bien des fautes. Il est également vrai que le renforcement de sa majorité lui donnerait plus d'efficience. Les divergences d'ordre organisationnel : syndicat unique, formule des trois grands syndicats nationaux, ne sont pas insurmontables. Ces divergences ainsi que les répugnances d'ordre personnel comptent bien peu devant le marasme actuel du syndicalisme postal et l'urgente nécessité d'un regroupement des forces. Le bureau fédéral de la Fédération syndicaliste mesure-t-il ce marasme à son exacte gravité ?

Sur le plan confédéral, la grève générale du 25 novembre a fait tomber bien des préventions. La C.G.T.-F.O. vient de faire la preuve qu'elle est capable de susciter et de diriger un mouvement d'envergure nationale, qu'elle n'est inféodée ni à un parti politique ni à un gouvernement. Est-il concevable que la C.F.T.C. et surtout la C.G.T. stalinienne auraient participé à ce mouvement si celui-ci avait été inspiré par tel parti politique aux fins parlementaires de ce parti politique ? La constitution d'une Internationale syndicale libre vient d'accroître sa puissance et son rayonnement. C'est là un événement qui n'est pas de mince importance.

A-t-on considéré avec toute l'attention que cela mérite les difficultés de la C.F.T.C. que viennent de révéler la grève du 25 novembre ainsi que la position embarrassée de Tessier au récent congrès de Londres ? Il n'est pas excessif d'envisager qu'une crise de la C.F.T.C. peut ouvrir des perspectives intéressantes pour Force Ouvrière.

Il apparaît donc qu'un certain nombre de conditions sont réunies, susceptibles de mettre à l'aise les syndicalistes révolutionnaires et indépendants jusqu'ici réticents.

Le jour viendra nécessairement, fatalement, où les postiers fatigués de la multiplicité des organisations sans influence désireront se regrouper.

Ne serait-il pas sage de le prévoir et de s'y préparer sans tarder ?

Toussaint OTTAVY.

Laïcité et ligne droite

Tout le monde sait aujourd'hui que les staliniens sont les seuls défenseurs de la démocratie, de la laïcité, de l'indépendance et de la liberté. Chacun sait d'ailleurs qu'ils n'obéissent qu'à leur conscience de militants prolétariens et qu'ils adorent la ligne droite des grands principes solidement établis. Une preuve ? La voici :

L'Association des parents des écoles libres (A.P.E.L.) de Saint-Etienne organisait en novembre une réunion à la Bourse du Travail, ce qui constitue, il faut bien le dire, une provocation pour le prolétariat laïc de Saint-Etienne, l'A.P.E.L. ayant à sa disposition bien d'autres salles de réunion. Gros émoi donc et à juste titre chez les staliniens. Intervention au syndicat des instituteurs. Mise en branle du comité des états généraux. Réunion du cartel d'action laïque. Les instituteurs préconisent une réunion parallèle à celle de l'A.P.E.L. et pensent qu'on pourrait profiter du congrès des œuvres laïques qui se tiendra le même jour dans une amicale de Saint-Etienne. Le représentant du parti communiste s'élève avec violence contre cette conception « en vase clos de la laïcité ». Il traite de tièdes les instituteurs qui semblent, d'après lui, abandonner la lutte laïque. Il demande une action directe et au nom de la classe ouvrière stéphanoise préconise une intervention à la Bourse même ainsi qu'une protestation auprès de la municipalité de Saint-Etienne.

A la demande du syndicat des instituteurs, il assure la mobilisation des troupes du P.C. La C.G.T. assure la mobilisation de ses cadres. Les amicales donnent leur concours le plus entier. Les instituteurs ne pouvaient donc qu'enregistrer la volonté unanime de combattre et la proposition du parti communiste est adoptée, étant entendu **que l'ordre sera respecté et qu'en aucun cas il ne pouvait y avoir de manifestation de violence.** Deuxième réunion : Le représentant du P.C. est tout aussi bouillant. Affiches et tracts sont écrits et commandés. C'est le vendredi et tout est prêt. La Bourse doit être couverte d'affiches. Tout est pour le mieux...

Mais les affiches ne sont pas posées. Les communiqués à la presse ne passent pas. Les tracts ne sortent pas. Emoi et inquiétude chez les instituteurs **non prévenus.** Troisième réunion le mardi soir. Virage et renversement. Le représentant du P.C. dans une belle envolée s'accuse du crime affreux de n'avoir pas vu clair. Il a eu l'âme d'un laïc trop bouillant et le P.C. l'a désavoué... C'est sa faute, c'est sa très grande faute !... « Mea culpa et humilité. » Tout ce qu'il a pu dire, et faire, tout ce qu'il a pu penser était œuvre de génies titistes provocateurs et les instituteurs sont des agents du R.P.F., et du patronat, parce qu'ils ont accepté la manifestation que lui-même avait demandée !... Heureusement le parti a pensé pour tous et soucieux de propagande électorale, fidèle à l'ordre d'embrasser son rival pour l'étouffer plus à l'aise, il a décidé que ceux qui participeraient à la manifestation de protestation seraient des traîtres et des vendus. Donc le représentant du P.C. se désavoue, s'accuse d'imprudence, de légéreté et du même coup les amicales de Saint-Etienne et la C.G.T. désavouent également la manifestation prévue.

Ne voyez là rien d'étonnant. C'est pur hasard si ces trois organisations ont pensé au même moment la même chose et si au même instant elles ont pris le même virage. On est indépendant ou on ne l'est pas. De même c'est au nom de la laïcité bien conçue qu'on a protesté contre la réunion à la Bourse des A.P.E.L. après avoir été dire à la même Bourse qu'on était d'accord avec Mgr Mornet venu dans le local ouvrier quelque temps avant. C'est au nom de la laïcité qu'on subordonne sa défense à l'action politique d'un parti dont le moins qu'on en puisse dire est qu'il change de doctrine chaque minute pour rester fidèle à lui-même et à la conception de la fin justifiant les moyens.

Aux consciences libres de juger. Il y aurait beaucoup à dire encore. Nous aurons bien d'autres occasions de le faire. Nous admirons profondément ceux qui peuvent voir clair dans les contractions d'un parti où les ordres viennent du haut et peuvent surtout résister au vertige dans les multiples et incessants virages d'une ligne opportuniste jusqu'à l'écœurement.

FRANC.

P.-S —. Il est regrettable à notre avis que l'U.D.F.O. ait cru aussi abandonner l'idée de cette contre-manifestation décidée en commun quand elle a su l'abandon du P.C. et de la C.G.T. Mais supposez un instant que ce soit l'U.D.F.O. qui refuse au début la contre-manifestation. Quelles épithètes de choix lui auraient été gracieusement données !

Lettre aux camarades d' "Action ouvrière" (1)

L'histoire ouvrière jugera...

Chers camarades,

J'ai bien reçu les deux premiers numéros d' « **Action ouvrière** », et en ai pris, naturellement, connaissance.

Je considère qu'étant mêlé à l'action syndicale actuelle, j'ai le devoir de vous exprimer ma pensée en toute sincérité, notre désir commun étant, je pense, l'avènement d'un syndicalisme puissant et vivant dans une atmosphère de liberté.

Je vous parle en camarade qui a toujours milité loin de Paris et qui, par conséquent, ne voit pas comme vous certains aspects du syndicalisme. Au fond de nos petites villes et chefs-lieux de province, nous aimons les choses simples et nous nous attachons surtout au côté général des idées, n'ayant d'ailleurs pas le temps des discussions d'à-côtés, que vous soulevez dans vos colonnes.

Vous ignorez certainement la situation de délabrement dans laquelle vivent les Unions locales de province, vous ignorez les moyens de fortune que nous employons, et au fond, cela ne vous intéresse peut-être pas !... Vous classer d'emblée comme « révolutionnaires » et refuser de vivre journellement avec les « pâles réformistes » parait être votre grande préoccupation. Vous ne savez pas que notre « révolution », à nous, c'est avant tout de trouver un siège pour notre Union locale, c'est de faire vivre celle-ci, c'est de « dénicher » un militant qui voudra bien s'atteler à la tâche quotidienne du syndicalisme. Vous ne vous étonnerez pas que l'éparpillement syndical actuel ne soit pas fait pour faciliter la tâche de quiconque.

La véritable « action révolutionnaire » du moment est de recréer, au plus vite, une grande centrale ayant à sa disposition des moyens matériels dignes des temps modernes. Que toutes nos U.L. aient d'abord des locaux, une ronéo, une machine à écrire, un service juridique étendu afin que toutes les questions intéressant la vie ouvrière soient traitées séance tenante, et vous savez que ces questions sont vastes. Tout cela ne peut être entrepris que dans une grande organisation. Et nous avons le moyen d'en bâtir une, c'est celui que nous offre la C.G.T.-F.O.

Qu'y a-t-il dans cette organisation qui vous déplaise ou vous choque ? Elle est démocratique et on s'y exprime librement. Et vous savez, puisque vous le dites vous-mêmes, qu'aucun parti n'y a la haute main. Voilà donc l'outil. Votre action particulière peut continuer dans son sein, pour peu que vous ayez véritablement une originalité de pensée et une force réelle d'action. Dans ce cas, vous ne tarderiez pas à influencer F.O.

D'autre part, vous vous affirmez pour un syndicalisme « autonome et gestionnaire ». La formule a besoin d'être éclairée. Le mot autonome ne dit pas bien ce qu'il veut dire ou alors je le rejette ; pour moi, l'autonomie est un mauvais coup porté aux intérêts ouvriers ; c'est bien assez, et même trop, que les enseignants français s'y discréditent devant l'histoire ouvrière ; c'est bien assez qu'ils oublient leur passé et leur rôle dans la nation au point d'être aussi absents d'une Internationale ouvrière. On sait bien que beaucoup de syndiqués sont favorables à l'autonomie, car ils ne comprennent pas que pour défendre les intérêts des agents du Trésor par exemple, ceux-ci aient besoin de s'allier à ceux des P.T.T. et encore moins aux métallos. Mais les militants savent bien que cette union est indispensable et que l'autonomie n'est pas concevable. Vous le sentez si bien, vous-mêmes, que vous éprouvez la nécessité de réunir le plus de groupes possible autour de vous et à ce moment, vous n'êtes plus « autonomes ».

Vous voulez aussi œuvrer pour un syndicalisme « gestionnaire » ; la formule est bien, mais elle suppose une organisation de la classe ouvrière dont nous ne voyons pas le début dans nos provinces ; l'effritement syndical en est la cause principale. Beaucoup trop de centrales se présentent aux salariés, qui hésitent ou qui ont un superbe motif pour se dérober à leur devoir.

Voilà donc ce que je pensais devoir vous dire, en ajoutant que lorsque nous, militants de province, nous recevons les communications des groupements parisiens dans le genre du vôtre, nous avons l'impression de nous trouver devant des « abstracteurs de quintessence » !... des « coupeurs de cheveux en quatre » !... devant des camarades qui oublient la question, attardés qu'ils sont à discuter sur sa position. Je crois qu'en 1950 nous n'avons pas le droit de jouer plus longtemps aux « dilettantes » et que la grande tâche « révolutionnaire » du moment, c'est de rebâtir la grande centrale que les ouvriers attendent, et d'y exécuter avec enthousiasme les petites tâches quotidiennes que nous assurons dans nos unions locales F.O., prétendument réformistes. Et l'histoire ouvrière jugera comme « révolutionnaires », ceux qui auront sonné le ralliement, ceux qui auront, avec des moyens de fortune et pas mal de dévouement, rebâti la maison.

Sincères salutations syndicalistes.

J. LE JEUNE,
Union locale C.CG.T.-F.O. (Quimper).

(1) Organe de la F.N.S.A. (Fédération nationale des syndicats autonomes).

Des vœux réalisés...

Pour le jour de vos soixante ans, je vous prie de recevoir mes plus sincères félicitations. J'y joins mes meilleurs vœux, je vous souhaite une bonne santé à vous personnellement, ainsi qu'un heureux avenir aux peuples de **l'Union soviétique AMIE.**

Adolf HITLER

(Télégramme adressé à Staline, en décembre 1939, publié dans la **Pravda**, en tête des félicitations des chefs d'Etat étrangers.)

Le droit syndical au Maroc

Samedi 24 décembre, en fin de la session tenue par la section marocaine du Conseil du gouvernement, le général Juin a déclaré :

« Dans le Maroc, qui n'a pas aliéné sa souveraineté, il n'y a qu'un seul souverain : S. M. le sultan ».

Or un conflit — au sujet du droit syndical — a éclaté entre la Résidence générale et le Palais, autrement dit entre le général Juin et le sultan. Si ce dernier avait été le souverain, c'est-à-dire le maître chez lui, il y a longtemps qu'il aurait envoyé l'autre au diable. Hypocrisie du protectorat !

Mais revenons à ce conflit. Vous verrez, d'après la mise au point de l'Istiqlal — — parti nationaliste marocain — publiée par *Combat* du 27 décembre, quelle belle leçon de démocratie Sa Majesté administre à notre général républicain.

La presse a reproduit une déclaration du général Juin au sujet du syndicalisme marocain selon laquelle « la Résidence avait envisagé la formation d'un syndicat unique avec une clause selon laquelle le bureau directeur serait composé par moitié d'Européens et de Marocains. Le général Juin a ajouté que le point de vue du Palais est assez différent. Il voudrait un syndicalisme purement marocain, racial, confessionnel ».

Or ce n'est pas ainsi que le problème se pose. Rappelons en premier lieu que le droit syndical n'est pas encore reconnu aux travailleurs marocains. En effet, alors que la loi du 24 décembre 1936 reconnaît aux Européens le droit de former des syndicats professionnels, une loi du 24 juin 1938 refuse ce droit aux travailleurs marocains et prévoit des amendes et des peines d'emprisonnement pour ceux qui s'affilieront à un syndicat. Depuis la promulgation de cette loi, les ouvriers marocains n'ont cessé de lutter contre elle et de réclamer son abrogation. Devant l'action de la classe ouvrière marocaine, la Résidence générale a été obligée d'envisager l'octroi du droit syndical aux ouvriers marocains. Les services résidentiels avaient préparé un projet à cet effet dont les grandes lignes sont les suivantes :

1. Le droit syndical n'est reconnu qu'aux travailleurs des entreprises de caractère industriel ou commercial. Les ouvriers des entreprises agricoles en sont exclus.

2. Le projet résidentiel institue une représentation paritaire dans les bureaux directeurs des futurs organismes syndicaux, qui seraient composés par moitié d'Européens et de Marocains.

3. Enfin les textes résidentiels posent des conditions restrictives à l'exercice des droits syndicaux par les ouvriers marocains.

LA POSITION DU SULTAN

Le Palais, après étude de ces textes, a remis à la Résidence un contre-projet dont les points essentiels sont les suivants :

1. Reconnaissance du droit syndical à tous les travailleurs marocains, agricoles y compris. « Nous ne sommes nullement opposé à l'octroi du droit syndical aux travailleurs marocains, déclare le Sultan. Bien au contraire, nous tenons à ce qu'ils bénéficient de leurs droits entiers sans aucune restriction, à l'instar des travailleurs des autres nations (1) ».

Le contre-projet du Palais fait ressortir qu'il serait injuste d'exclure les travailleurs agricoles alors qu'ils forment la majorité écrasante de la classe ouvrière marocaine (90 %) et que leur sort est des plus misérables. « Il est de notre devoir, déclare le Sultan, de nous occuper tout particulièrement des ouvriers agricoles et de leur sort. Leurs salaires doivent être augmentés afin qu'ils puissent trouver les moyens de vivre, eux et leurs familles. Les ouvriers agricoles ne doivent pas continuer à se débattre dans la misère, sans tirer aucun profit de leur labeur et sans même l'espoir de voir leurs conditions de vie changer ou s'améliorer. Comment, conclut le Sultan, priver ces ouvriers du droit syndical qui leur garantirait leurs moyens d'existence. »

2. Le contre-projet du Palais s'oppose à la représentation paritaire des Européens et des Marocains dans les comités directeurs et propose une représentation démocratique et proportionnelle à l'importance numérique de chaque catégorie d'ouvriers du Maroc. Les travailleurs européens représentent moins de 4 % de l'ensemble de la main-d'œuvre du Maroc.

3. Enfin, le texte du Palais prévoit l'exercice plein et entier des droits syndicaux. « Des propositions relatives au droit syndical et comportant des mesures restrictives à l'excès nous ont été faites par la Résidence, déclare le Sultan ; après étude approfondie par le gouvernement, un contre-projet garantissant les droits entiers de tous les travailleurs marocains a été remis à la Résidence générale depuis déjà quelques mois (1). Les ouvriers constituent l'élément fondamental de la production ; aussi une attention particulière doit être accordée à leurs problèmes. »

Après cela, général Juin, vous pouvez toujours dire qu' « on ne modifie pas en un tour de main des façons séculaires de penser et d'agir » et qu' « il en est de certaines théories et disciplines modernes comme de ces nouveaux traitements qui ruinent quand ils sont mal dosés, les organismes mêmes les mieux préparés par nature à les recevoir ». Qui vous croira ? Certainement pas l'Amérique. Et vous savez que dorénavant vous devez compter avec elle.

Il faudra bien que vous le donniez le droit syndical, aux Marocains. Bessif ! — J.-P. F.

(1) Cette phrase a été censurée dans la presse marocaine.

Auguste CHEVROLLIER n'est plus

Auguste Chevrollier vient de mourir.

Dans **Force Ouvrière**, dans **le Libertaire**, dans **le Réveil syndicaliste** d'Angers, ses amis ont dit, mieux que je ne pourrais faire, quel fut l'homme, quelles furent l'œuvre du militant, son abnégation.

C'est à la fin de 46 que j'ai dû le connaître. Et depuis lors, à chacun de mes voyages à Angers aux vacances, j'allais le voir à la Bourse ou chez lui. Nous discutions de la situation syndicale en Anjou, des menaces pesant sur le mouvement français. Il sentait bien ce qu'avait de difficile sa position, notre position — mais quelle autre tenir ? « Les staliniens ont beau jeu, me disait-il, de nous taxer de réformisme. Mais les déborder sur leur gauche ? Nous nous y casserions les reins... Eh bien oui ! nous marchons avec Jouhaux et les bonzes : c'est tout ce qu'il est possible de faire pour le moment. Seulement eux ont abdiqué à jamais. Nous pas. » Il souriait : « C'est la différence. »

Il avait en effet réfléchi depuis cet été de 1947 où, devant la carence du bureau de la C.G.T., il préconisait la révolution sociale dans l'immédiat (1). Deux mois plus tard, ç'avaient été les grèves Molotov. Mais elles l'avaient trouvé la tête froide et ne se jugeant pas lié par des propos évidemment dépassés.

***

Il allait donc son chemin très simplement, insensible à la démagogie des grands mots, au mirage d'une mission du prolétariat. Refusant de se laisser enfermer dans des logiques sophistiquées. Fidèle à sa classe, il savait pourtant que rien jamais n'est donné, que c'est par le travail jour après jour que tout se conquiert.

Peut-être certains intellectuels, égarés par le touchant et absurde attachement à un prolétariat abstrait, pourraient-ils avec profit aller interroger un à un des hommes de cette trempe.

Y. D.

(1) Voir **R.P.** d'octobre 1949 : Les grèves pour le pain posent tout le problème social.

POUR LA CREATION d'une Fédération syndicaliste

Quand on fait état des raisons qui ont empêché l'épanouissement du syndicalisme en tant que doctrine sociale cohérente on n'insiste pas généralement assez sur l'absence permanente d'une **avant-garde syndicaliste organisée.** Cette carence n'a pas seulement porté préjudice à la doctrine elle a été non moins sensible à la vie même du **mouvement syndical.**

Non pas que les plus clairvoyants des militants de l'époque héroïque n'aient pas eu conscience du danger. C'est bien Lagardelle qui désirait voir dans le syndicalisme, non une organisation de masse mais davantage une organisation politique du prolétariat. Cette opinion exprimait d'ailleurs sous une forme particulière, la théorie des « minorités agissantes » si chère aux pionniers de la C.G.T. La même préoccupation animait les fondateurs de la « Vie ouvrière » en 1909, et les animateurs de la tendance syndicaliste communiste (Monatte, Monmousseau, Semard, etc.), après la première guerre mondiale. Monmousseau ne disait-il pas au congrès de l'Union des syndicats de la Seine en 1921 : « Nous ne permettrons pas à quelque parti que ce soit d'affirmer que le syndicalisme doit trouver en dehors de lui... son avant-garde. Le syndicalisme a son avant-garde à lui, dans son sein ! Et cette tendance syndicaliste communiste avait recréé en l'objet le groupe et le journal « la Vie ouvrière ».

Plus tard pour tâcher de réduire les effets de la scission syndicale de 1922 quelques militants fondaient la Ligue syndicaliste et son organe la « Révolution prolétarienne ». C'était, en même temps, un essai de regroupement des élites syndicales sur la base d'un minimum d'organisation : les cercles d'études syndicalistes.

Quelle a été la part de la Ligue syndicaliste dans la reconstitution d'une C.G.T. unique, il serait difficile de dire qu'elle a été importante. Il est sûr qu'elle a pratiquement échoué dans son propos de constituer une avant-garde syndicaliste ; et cet échec est particulièrement sensible depuis la seconde guerre mondiale.

Peut-être trouverons-nous le motif de cette faillite dans le fait que l'on n'a pas agi sous le signe de **l'organisation fonctionnelle.** Peut-être aussi n'a-t-on pas suffisamment marqué qu'il fallait dresser cette avant-garde organisée en face des partis politiques grignoteurs d'abord, monopolisateurs ensuite des masses syndicales.

Quoi qu'il en soit le problème de la formation d'une avant-garde syndicaliste, ayant son cadre d'organisation autonome, s'impose aujourd'hui avec une acuité particulière, eu égard au prestige tenace (quoi qu'on pense) des partis politiques ouvriers d'une part, à la scission syndicale de 1947 et surtout à la désaffection des masses travailleuses à l'endroit du syndicalisme, d'autre part.

Pour éclairer cette question il m'a paru utile de rappeler comment les syndicalistes italiens l'avaient posée, puis résolue au congrès de Bologne en 1910. Ensuite je me hasarderai à faire des propositions concernant les conditions de vie et l'organisation de l'avant-garde syndicaliste **constituée.**

Les 10 et 11 décembre 1910, 55 groupes **syndicalistes** et 13 groupes de jeunesses se réunissaient à Bologne pour savoir s'ils devaient créer un « parti » syndicaliste. D'entrée, **Leone** situait le problème de la façon suivante : on définira d'abord le but du nouveau groupement. On en étudiera l'organisation ensuite.

Labriola prit le contre-pied de cette thèse. Les congressistes s'y rallièrent.

Deux rapports furent en présence, ceux de Leone et de Faggi. Dès lors il s'agissait de savoir si l'on allait créer un nouveau parti révolutionnaire (syndicaliste) ou, au contraire, des groupes de propagande.

Leone reprit la parole. Il en vint à dire : « Il faut établir **une carte fondamentale** des groupes syndicalistes. Les groupes vivront, mais sans liens d'autoritarisme, sans contrainte de discipline, et surtout **sans être séparés des syndicats.** »

Arturo Labriola abonda dans le même sens : « Oui, au point de vue syndicaliste, la lutte contre l'Etat c'est la lutte contre les improductifs. Voilà pourquoi nous voudrions mettre dans l'orbite du syndicat toutes les manifestations sociales, et voilà aussi pourquoi nous sommes les adversaires des partis, le produit le plus superficiel du « politicianisme ». Il n'y a aucun doute : les syndicalistes ne peuvent pas former un **parti syndicaliste** et je ne désire même pas que les relations sociales s'organisent en partis !

» Je voudrais **une Fédération des groupes syndicalistes** qui puisse prendre la place d'un véritable parti politique ouvrier. »

Au terme de la discussion les congressistes votaient par 901 voix un ordre du jour de Faggi, tandis que celui de Bianchi en recueillait 615.

En adoptant le texte de Faggi, le congrès décidait : « 1° de faire appel à tous les syndicalistes pour qu'ils constituent, là où c'est possible, des groupes syndicalistes, **non pas pour se superposer aux organisations,** mais dans le but de faire pénétrer dans ces organisations, l'esprit et l'essence de nos idées ;

» 2° de constituer une fédération nationale des groupes pour ne pas se confondre avec les vieux partis, qui se sont érigés en tuteurs du prolétariat pour exploiter ses énergies en vue de leurs propres fins politiques. Cette fédération pourvoira à l'œuvre de ces groupes, en coordonnera et disciplinera l'action quotidienne, indiquera des mesures générales à suivre dans toutes les manifestations et déploiera toute l'activité nécessaire pour favoriser l'éducation syndicaliste de la masse. **La fédération syndicaliste qui ne veut pas être un parti, qui cherche le triomphe dans le champ politico-social,** ne pourra s'affirmer comme organisation politique dans aucune manifestation, parce que cela équivaudrait à infiltrer au prolétariat la foi dans un parti politique, **tandis que les syndicalistes ne voient qu'en eux seuls la puissance de vaincre le monde capitaliste et la capacité de créer la civilisation du travail.** »

Il me semble que de leur lointaine décade les syndicalistes doctrinaux de Bologne nous mettent sur la voie. Leurs groupes sont à rapprocher des Cercles d'études syndicalistes tels que les conçoit notre camarade Monatte. Mais les groupes bolonais étaient étoffés. Ils vivaient et se battaient bien. Il est vrai que c'était l'époque où le syndicalisme en apparaissant, avait fait l'effet d'une bom-

be. L'influence de Sorel était très grande en Italie ; et ce ne fut pas sans un grand désenchantement dans le cœur des militants qu'à ce même congrès de Bologne on annonça le renoncement du théoricien français au syndicalisme.

Mais il s'agit maintenant d'envisager les conditions de vie et l'organisation d'une avant-garde syndicaliste constituée.

Les conditions de vie ? Il importe au départ que les militants qui feront partie de la Fédération syndicaliste (acceptons pour l'instant cette expression) soient convaincus de l'excellence de la doctrine syndicaliste et du mouvement syndical. Je dirai même que leur option devra être **exclusive.** Il n'y aura pas de syndiqués ou de syndicalisants dans ladite fédération. Il y faudra des militants syndicalistes.

En second lieu la dispersion des élites syndicales devra cesser, préalablement à toute organisation générale. Des noyaux de syndicalistes libres se sont constitués un peu partout. Il y a ceux de « Révolution prolétarienne » (Ligue syndicaliste), de « l'Ecole émancipée », de « l'Unité syndicale », de « l'U.C.E.S. » (Union des Cercles d'Etudes syndicalistes), de « l'Action sociale » (la parution de cet organe est suspendue). Un nouveau groupe se forme autour de « l'Action ouvrière » en faveur d'un syndicalisme autonome et gestionnaire.

Il n'est pas jusqu'à la C.N.T. qui ressemble davantage à une pépinière de doctrinaires qu'à une confédération de masses syndicales.

Et j'en passe probablement, tant il est vrai qu'en France l'esprit de coterie est florissant dans le domaine des activités idéologiques. Une divergence de détail est un prétexte à création de groupe dissident. Le mouvement révolutionnaire de 1789 accusant sans doute de vieilles dispositions congénitales a nanti la plupart des Français qui pensent et agissent, d'un vif besoin de singularisation. Qui n'est pas leader au petit pied ? C'en est une catastrophe. Et si sensible dans les milieux syndicaux !

Mais il ne suffit pas de s'en tenir aux conditions de vie, préliminaires ou primaires. Il en est d'organiques. Il faudra que la Fédération (ou le mouvement) syndicaliste, dans son ensemble soit pénétrée de sa mission et de son rôle. Sa mission ? Elle aura vocation pour être l'avant-garde homogène, volontaire, appliquée ,éclairée, informée du prolétariat groupé dans ses syndicats. Elle sera l'expression vivante de la doctrine syndicaliste, car si les socialismes et communismes autoritaires se sont réalisés dans les partis, la Fédération syndicaliste incarnera, elle, le syndicalisme et le sauvegardera mais quelle différence avec les partis ! L'avant-garde syndicaliste se recrutera dans les syndicats. Ses membres y militeront. Elle vivra la vie des organisations de base. Sa mission sera haute : **Redonner au socialisme son véritable visage**, et, partant, remettre le prolétariat dans le droit fil de ses destinées, collectivistes et gestionnaires ; en un mot refaire le chemin dévoyé par les partis ouvriers.

Son rôle ? Autant dire que la Fédération syndicaliste aura une fonction double.

1° Etudier et mettre au point tous les grands problèmes qui caractérisent la doctrine syndicaliste ; dégager et fortifier des notions nouvelles, comme celles par exemple de grève gestionnaire et de grève de résistance vitale (1) propres à confirmer le syndicalisme dans l'esprit des masses prolétariennes.

A ce propos je crois devoir souligner combien les grandes idées du syndicalisme, quand elles sont débattues longuement dans les assemblées syndicales indisposent le syndiqué moyen qui préférerait consacrer toutes les heures de discussion aux revendications immédiates.

Il est exact que les débats doctrinaux gagneraient à être écourtés dans les assises nationales du syndicalisme. On y parviendra précisément quand ils auront fait l'objet d'une mise au point au sein de la Fédération syndicaliste.

C'est là aussi que les revendications quotidiennes devront être examinées avec tous les éléments d'information nécessaires. Loin des houles parfois inféconds des réunions professionnelles cet examen sera entrepris méthodiquement, calmement sous le feu d'une critique avertie.

2° Donner aux syndicats les hommes éduqués syndicalement qui leur font tant défaut en ce moment.

Leur présence se fera sentir dans les assemblées générales, dans les congrès où ils apporteront clarté et compétence dans les débats.

Elle sera précieuse aussi aux postes responsables si longtemps tenus par des politiciens camouflés en militants syndicalistes.

En somme parler des conditions de vie de la Fédération syndicaliste c'est s'attacher à créer une atmosphère vraiment saine dans les syndicats. Mais le climat d'action n'est pas moins nécessaire et c'est tout le problème de l'organisation de ladite fédération.

Les syndicalistes italiens avaient défini une organisation souple pour la leur et je crois qu'il faut s'y tenir. Comment ? En y introduisant les règles de la démocratie syndicale pour lesquelles tant de syndicalistes libres se battent depuis quelques années. Inutile de rappeler ces règles, c'est devenu un lien commun.

Mais la structure du groupement futur sera une affaire tout aussi importante. Quoi de mieux que de se référer en cette matière à la constitution des syndicats, des fédérations et de la confédération syndicale ?

Groupe de base ,celui qui sera créé au sein du syndicat. Groupe secondaire, l'union locale des groupes de base ; congrès départementaux, congrès nationaux et organismes d'exécution correspondants. Voilà en gros quelle me paraît devoir être l'organisation de la future Fédération syndicaliste.

Mais il faut démarrer, c'est-à-dire mettre en contact tous les syndicalistes de ce pays pour réaliser cette fédération. Ils sont nombreux, je le crois, ceux qui pourraient en faire un rassemblement étoffé. Nous en sommes à l'ère des initiatives. On cherche à recréer l'unité syndicale. Le plus sûr moyen d'y parvenir c'est de regrouper les militants, divisés sur l'échiquier professionnel, dans une Fédération doctrinale. Un premier stade d'échanges de vues n'est pas impossible. Il pourrait avoir lieu sur l'ordre du jour suivant :

1° **Constitution et buts d'une Fédération** (ou **mouvement) syndicaliste :** Affirmation de l'idéologie syndicaliste et des moyens qui doivent la faire triompher. Affirmation, dans les syndicats, de cette idéologie et de ces moyens, par l'action et la propagande des militants de la fédération.

2° **Organisation du mouvement :** Groupes ou cercles actifs constitués sur le plan professionnel. Unions locales des groupes ainsi créés. Assemblées périodiques des diverses formations. Congrès biannuels départementaux et nationaux, réunissant les délégués des groupes et des unions, des noyaux

---

(1) La grève de résistance vitale est celle qui devrait être déclenchée pour maintenir un niveau de prix après ajustement des salaires à ceux-ci.

responsables de la diffusion des décisions des diverses instances. Choix d'un journal quotidien et de revues d'éducation et de combat.

3° **Travail des différentes assises :**

— Discussion de tous les points de doctrine;

— Discussion des problèmes posés par les revendications immédiates des travailleurs;

— Travaux préalables d'information et de documentation, propres à fonder et à nourrir les discussions;

— Décisions nettes qui feront l'objet d'une application, par propagande, dans les syndicats.

4° **Le militantisme :**

Les membres de la Fédération syndicaliste devront prêcher d'exemple auprès des syndiqués. A la fois hommes d'études et hommes d'action, ils seront convaincus de la force de l'idéal syndicaliste et s'y dévoueront à l'exclusion de toute idéologie de parti ou de confession. Assiduité, zèle, fermeté de caractère et de conscience devront être les qualités éminentes des militants.

Leone disait (au congrès syndicaliste de Bologne en 1910) : « Les syndicats ne doivent pas ouvrir largement leurs portes à tous; ils doivent adopter des critères moraux : le syndicat ne doit pas être un mélange d'éléments, mais une association d'hommes d'une haute moralité, capables d'offrir des exemples significatifs. » A l'expérience ces paroles ne se sont pas avérées valables pour les syndicats. Mais elles caractériseront les groupes (ou cercles) et la Fédération syndicalistes.

5° **Organisation internationale :**

Création d'une Fédération internationale des groupes ou cercles syndicalistes, dont la préoccupation la plus urgente sera la recherche des moyens les meilleurs pour prévenir ou stopper toute nouvelle guerre.

***

Un examen attentif oblige à reconnaître que les syndicats ont été, malgré les efforts des pionniers et ultérieurement de quelques militants, de simples coalitions d'intérêts. L'époque de la revendication passée on se désintéresse de l'organisation syndicale et on se tourne soit vers les formations politiques soit vers les plaisirs de la pêche à la ligne. La force des partis tient, outre à ce besoin morbide d'autorité et de stricte discipline qui anime certains hommes dynamiques ,au fait qu'ils sont composés de « mordus » des questions sociales. Dans une organisation syndicale le « mordu » se sent seul, s'il en rencontre d'autres ce sont des contacts amicaux qui se nouent et rien d'autre.

Il faut que cette situation désagréable cesse. Du jour où les militants syndicalistes pourront opposer la carte de leur fédération à celle des partis je crois sincèrement qu'il y aura du nouveau pour le syndicalisme.

La « Révolution prolétarienne » serait bien inspirée en faisant de la création de cette fédération un des centres d'intérêt de sa publication de 1950. D'autre part ne va-t-elle pas fêter son 25e anniversaire ?

Gaston LACARCE.

Nécrophores

Au procès de 1921 mené contre les partisans de la IIIe Internationale, le malheureux procureur général n'ayant guère trouvé de témoins à charge capables d'accabler les accusés : Monatte, Loriot, Souvarine, Monmousseau, Girault, etc... gonfla la péroraison de son réquisitoire par l'évocation des morts de Verdun — ce qui lui valut une réplique cinglante de Maurice Paz, alors avocat de Monatte rappelant que certains des accusés avaient connu les hécatombes de Verdun d'un peu plus près que ces messieurs de la magistrature.

Les gens de la Stalinie usent et abusent des cadavres avec bien plus de désinvolture et moins de discrétion que le vieux « chat fourré ». Et pour la même raison, dans le procès qu'ils ont engagé contre moi. Il leur serait difficile de m'accabler avec des témoignages vivants et contradictoires. Il est plus facile de faire parler les morts. Et allez donc les contredire !

Le sieur Delanoue — cet homme à tout faire du stalinisme — a brandi contre moi, il y a cinq ans, les otages de Châtellerault... hier encore, ceux de la Résistance. Il avait été imité, au début de 1945, par le R. P. Garmy — dont les variations syndicales et humaines suivent une courbe assez sinueuse.

Lorsque nous rappelons que l'essentiel de notre activité a été consacré pendant quatre ans au sauvetage des victimes et de leurs enfants... nous provoquons les soupirs de lassitude des gens bien élevés du bureau du S.N. des Instituteurs... trop bien élevés sans doute pour être sensibles à l'ignoble goujaterie d'un Delanoue.

Un certain Astruc — que je ne connais pas — qui opère dans la section syndicale autonome des instituteurs des Bouches-du-Rhône ne s'est pas contenté d'utiliser les cadavres, anonymement et en bloc. Il a opposé « l'attitude d'Hagnauer à celle de ses collègues du bureau du S.N. : Lapierre et Rollo, morts en déportation ».

Ce misérable ne doit pas ignorer que sans la complicité miraculeuse d'un policier, je serais parti pour un de ces camps d'extermination dont les survivants sont infiniment rares.

Mais il ne sait pas encore qu'après l'incident soulevé par ses amis au congrès de la Fédération autonome, l'un des premiers témoignages d'amicale confiance que j'ai reçus m'était adressé par un militant de l'Enseignement déporté en même temps que Lapierre et pour la même cause.

J'ai appris au congrès que Lapierre m'avait proposé comme représentant des instituteurs au bureau clandestin de la Fédération de l'Enseignement. Lorsque nous avons été inculpés dans l'affaire du tract « Paix immédiate », Lapierre — alors secrétaire général intérimaire du S.N. des Instituteurs — n'hésitait pas à se compromettre pour assurer notre défense. Nous avons dû — Vivès et moi — intervenir pour l'inviter à plus de prudence.

Pendant tout le temps de notre collaboration au bureau du S.N., il n'y a jamais eu entre Rollo et moi, la moindre divergence sur les problèmes essentiels. Et cet accord n'a été interrompu ni par la guerre, ni par l'occupation. C'est à lui que nous songions pour le secrétariat général du S.N. reconstitué. Et c'est lui qui insista pour que je sois présent (j'avais quitté Paris, poursuivi par la police franco-allemande) à la réunion clandestine du bubureau du S.N., il n'y a jamais eu entre Rollo et

Que les nécrophores staliniens cherchent d'autres proies ! — Et qu'ils m'entendent ! En nous privant de deux militants exceptionnels comme Lapierre et Rollo dont la place est aujourd'hui souillée par les agents du fascisme rouge, la guerre a abouti une fois de plus à une sélection à rebours !...

Roger HAGNAUER.

NOUS NE «MOUNIERRONS» PAS...

Nous avons cité quelques mots des déclarations de MM. Cassou et Vercors publiées par la revue **Esprit**, en décembre. Ces déclarations ne pouvaient laisser muets MM. Courtade et Casanova, journalistes à « l'Humanité ». A son tour, M. Emmanuel Mounier, directeur de la revue **Esprit**, leur répond (numéro de janvier 1950).

Les observations de MM. Courtade et Casanova sont « **polémiques, c'est leur droit** », note M. Mounier. « **Nous userons de notre droit de ne pas nous laisser entraîner au ton polémique** » et deux lignes plus loin :

« **Quoi que vous disiez, quoi que vous fassiez, non, nous ne Kœsteleriserons pas.** »

Ce qui prouve, ainsi que tout le ton de l'article qui suit, que M. Mounier ne polémique pas ; non, il « mounie », du verbe « mounier » dont la conjugaison est, comme il se doit, irrégulière.

M. Mounier refuse l'alternative posée par Casanova : « Suivre 100 % la politique de l'U.R.S.S. ou être l'allié du bellicisme américain. » Il ajoute :

« **En attendant le procès de Paris (où nous n'avouerons pas), on nous permettra de mener notre réflexion propre, de dire à Blum comme à de Gaulle ce que nous pensons de leur funeste politique, et de publier Cassou et Vercors en hommes libres, qui ne leur dissimulent ni leurs désaccords d'hier ni leurs désaccords d'aujourd'hui.** »

Le procès de Paris, « **où nous n'avouerons pas** » ? C'est de la « prémounition kostovienne » ! Et le directeur de la revue **Esprit** prétend encore servir le communisme par ces moyens !

« **L'erreur mortelle du communisme c'est de se croire servi par Kanapa et desservi par Vercors. Qu'il regarde donc les résultats ! Si objectif veut dire : portant effet dans la réalité et dans l'histoire, la seule chance objective pour le communisme d'éviter la guerre, de réaliser un humanisme socialiste au delà de sa période historique et de sortir de son isolement, c'est d'écouter Vercors, et Cassou, et Esprit, et bien d'autres, et comme tout esprit fidèle à l'expérience, de changer de méthode devant les médiocres résultats de l'expérience. Etre scientifique c'est cela.** »

Aussi bien avions-nous toujours compris que « **ce n'est pas par un besoin maladif d'équilibre** » que notre antipolémiste voit dans « **l'accusation Hopkins-Wallace un procès de Moscou à l'état naissant** ». Nous avons toujours dit ce que Mounier confirme, à savoir que lui-même et ses amis voudraient aider le communisme stalinien qui reste pour eux « le socialisme ».

Pour le prochain supplément du dictionnaire, nous proposerons : « Mounier » verbe irrégulier, raisonner, écrire de façon sainement balancée mais non équilibrée.

⁂

Dans le numéro de décembre de la même revue, nous lisons, sous la plume de son rédacteur en chef (le premier « comme mouniant » en quelque sorte), M. J.-M. Domenach, à propos de l'initiative Rousset :

« **...C'est pourquoi il est essentiel de rechercher « la terreur concentrationnaire » en même temps partout ; sinon on se place dans la dialectique de ceux qui ne dénoncent si fort les camps de concentration soviétiques que pour fournir les raisons d'une guerre qui finirait par étendre plus largement ces camps chez eux. C'est pourquoi l'opinion publique doit s'ébranler et réclamer la constitution par l'O.N.U. d'une commission d'enquête chargée d'inspecter les systèmes pénitentiaires et les camps de détention ou de travaux forcés dans toutes les nations. Alors qui s'y refusera sera jugé, et si l'U.R.S.S. était seule à s'y refuser, je crois que serait faite aux yeux du monde entier la seule démonstration possible des accusations de Rousset.**

» **Agir autrement, ce serait « mobiliser – comme dit Bourdet – le monde entier contre « l'U.R.S.S. », « ce serait laisser – comme dit Cayrol – l'U.R.S.S. porter tout le poids d'une ignominie dont nous sommes tous capables », c'est chercher à marquer des points dans la lutte politique avec cette monstruosité à laquelle est confrontée notre génération.** »

Texte éloquent qui prouve la confusion possible, même pour M. Domenach, entre un système pénitentiaire aussi atroce qu'il soit et le système du travail forcé comme pièce essentielle de l'économie d'un pays, système infligé à des millions d'individus. Belle confiance en l'O.N.U., aussi. Et on dira encore qu'elle ne sert à rien ? Elle aura été au moins un argument dans un article d'**Esprit**.

Mais si M. Cayrol a raison de ne pas vouloir condamner l'U.R.S.S. de ce dont toutes les nations sont capables, comment la revue **Esprit** aura-t-elle le droit de reprocher au **Figaro littéraire** d'abuser des révélations antisoviétiques que tous les journaux et revues, **Esprit** y compris, sont « capables » de publier eux aussi ?

⁂

« Mounier », néologisme inutile, objecterez-vous, s'il ne s'applique qu'à la plus fugitive actualité ! Il aurait fallu que le philosophe « mouniasse » sur quelque sujet permanent de l'inquiétude humaine pour autoriser son introduction. Justement nous lisons, sous la plume de M. Mounier, dans le livre collectif « **Industrialisation et technocratie** » :

« **Il ne faut pas trop médire des réactions protectrices. L'instinct est le gardien du grand nombre. Quand les hommes éprouvés ont montré le chemin à suivre, il n'est pas indiqué de jeter la masse des autres à un vertige que tous ne peuvent supporter. Le procès de Galilée, indéfendable scientifiquement, était une protection disciplinaire des faibles en attendant que mûrisse la pensée des forts.** »

Quelqu'un, qui devait être au moins colonel, a dû dire, de la même façon, que la culpabilité du capitaine Dreyfus, indéfendable juridiquement, était un excellent exercice disciplinaire et protecteur à l'égard des mobilisables pendant que mûrissait la pensée des états-majors.

M. Vercors dans le fameux article consacré au procès Rajk citait, comme pour répondre à M. Mounier, cette phrase que Gœthe met dans la bouche du duc d'Albe (dans **Egmont**) :

« **Tu sais bien que le peuple sera toujours un enfant et qu'il faudra faire son bonheur malgré lui.** »

⁂

Nous, qui sommes de ce grand nombre sensible au vertige, nous ne « mounierrons » pas pour le parti. Eviterons-nous ainsi le sort le plus beau ?

Le Lecteur des basses œuvres.

Notes d'Economie et de Politique

BAO DAI A LA CROISEE DES CHEMINS

Le gouvernement français s'est enfin décidé à mettre en application l'accord qu'il avait signé avec Bao Daï. Il n'a point renouvelé sa félonie du 30 octobre 1946, lorsque, le jour même où devait entrer en application l'accord qu'il avait signé avec le gouvernement du Viet-Minh, il le faisait violer outrageusement à Haïphong par sa soldatesque. Les pouvoirs administratifs ont été remis solennellement à l'ancien empereur d'Annam avec l'accompagnement obligatoire de discours, de pétards et de manifestations « de masse ».

Bao Daï est donc en selle. Quoi que puisse décider le Parlement français, qu'il ratifie ou non les accords signés par ses ministres et le président de la République — et bien qu'on garde évidemment l'arme d'une non-ratification possible pour essayer de jeter par-dessus bord les accords, si Bao Daï ne marche pas droit — Bao Daï a dès maintenant la réalité du pouvoir. Le Viet-Nam est un Etat officiellement indépendant, lié seulement par une alliance, principalement militaire, avec la France. Qu'est-ce que Bao Daï va faire de ce pouvoir, comment va-t-il user de son indépendance théorique ? Telle est la question.

Deux voies s'ouvrent à lui.

L'une consiste à s'assurer tout de suite une indépendance réelle en faisant immédiatement... acte d'indépendance. Un acte d'indépendance qui consisterait à rétablir la paix dans son pays en entamant séance tenante des pourparlers avec le gouvernement du Viet-Minh sans se soucier de ce que pourra en penser ou de ce qu'en dira le gouvernement français, et de s'arranger, ce qui n'est certainement pas très difficile, pour que ces pourparlers aboutissent.

L'autre voie est de laisser le gouvernement français continuer son ignoble guerre contre le Viet-Minh et, par là, du même coup, se transformer en souverain fantoche, accepter de n'être que le paravent à l'abri duquel la France continuerait, en fait, à régir l'Indochine.

Au moment où j'écris, la seule décision qu'ait encore prise officiellement le jeune chef d'Etat est de liquider les ministres qu'il avait choisis alors que la non-remise du pouvoir effectif entre ses mains l'obligeait à prendre encore des gants avec la France et qui étaient donc, sans doute, plus ou moins des hommes de paille de la France. Cette décision paraît donc d'un bon augure ; elle permet d'espérer que c'est la première voie, celle de l'indépendance réelle et de la paix avec le Viet-Minh, que l'ancien empereur d'Annam suivra.

D'ailleurs, que risque-t-il à la suivre ? Il ferait beau voir que Bao Daï s'accorde avec le Viet-Minh et que, cédant aux aboiements des colonialistes et de tous les maniaques de la « grandeur », le gouvernement français se refuse à accepter un tel accord ! Qu'il réédite, même en se targuant d'un refus de ratification de la part du Parlement, le coup de Haïphong ! Qu'après avoir promis solennellement deux fois l'indépendance au Viet-Nam et avoir renié sa première promesse, celle faite à Ho Chi Minh, la France renie également la seconde, celle qu'elle vient de faire à Bao Daï ! Si passif et si peu chatouilleux sur son honneur — son vrai honneur — que soit devenu le peuple de France, il y aurait tout de même en ce pays, je pense, un tel tollé qu'il serait impossible à n'importe quel gouvernement d'y résister, surtout si d'ici là les troupes du Viet-Minh mènent quelques actions vigoureuses du genre de celle qu'elles viennent de conduire à la frontière du Laos, région réputée jusqu'ici « tranquille », et qui rappelleraient opportunément au gouvernement et au peuple français que pour vaincre le Viet-Minh, il faut beaucoup plus de 100.000 hommes et que la France ne trouve plus à en envoyer là-bas, les camps de prisonniers allemands n'existant plus et ce que peuvent fournir les prisons n'étant pas inépuisable (1).

D'ailleurs, si même le peuple français laissait faire, le gouvernement qui oserait se refuser à la paix entre Bao Daï et Ho Chi Minh trouverait certainement devant lui l'Amérique — l'Amérique qui, depuis le premier jour, n'a pas cessé de faire pression sur la France pour qu'elle mette fin à sa politique colonialiste et guerrière d'Indochine et qui ne prêtera l'appui de sa reconnaissance à Bao Daï que dans la mesure où elle le croira capable de réaliser véritablement l'indépendance du Viet-Nam par le rétablissement de l'unité du peuple viet-namien, unité dans laquelle ne peuvent que figurer au premier rang ceux qui ont combattu, les armes à la main, pour cette indépendance.

L'AMERIQUE DE 1800 ET L'ASIE DE 1950

Le spectacle qu'offre présentement l'Asie rappelle celui qu'offrait le continent américain à la fin du XVIIIe siècle et au commencement du XIXe.

Jusque dans les dernières décades du XVIIIe siècle, l'Amérique, toute l'Amérique, était entièrement soumise à la domination de l'Europe, et cela depuis sa découverte par les Européens, soit depuis près de trois cents ans. A la fin des guerres franco-anglaises du XVIIIe siècle, la répartition du nouveau continent entre les Puissances européennes était en gros celle-ci : l'Angleterre dominait l'Amérique du Nord, cependant que les pays latins, Espagne et Portugal, s'étaient assuré l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale. En plus de ces deux « Gros », on trouvait, s'intercalant plus ou moins entre leurs zones respectives, une large bande où la France était parvenue à demeurer, qui allait de la Louisiane, en Amérique du Nord, à la Guyane, en Amérique du Sud, en passant par Haïti et quelques petites Antilles. D'autre part, la Russie commençait à traverser le détroit de Behring et devait, plus tard, s'assurer par mer dans l'extrême-nord de l'Amérique sur les bords du Pacifique, face aux côtes sibériennes, toute une zone aux limites assez imprécises et variables mais qui descendit un moment jusqu'aux abords de ce qui est aujourd'hui San Francisco.

(1) On lit dans le quotidien **Nice-Matin** du 7 janvier l'information suivante :

« Marseille. — Mme Antoinette Camon, épouse Monte, âgée de 45 ans, née à Uzès (Gard), habitant villa Lila traverse Lora, à Saint-Jérôme (banlieue marseillaise), a été trouvée assassinée chez elle...

« La brigade criminelle du service de la Sûreté n'a pas tardé à identifier l'assassin. Il s'agit du nommé Roger Eugène Vigreux, né le 19 avril 1925 à Paris, caporal de chasseurs alpins, démobilisé récemment, rapatrié d'Indochine, sans domicile connu. Il vivait à Marseille depuis le 20 décembre dernier, date à laquelle il arriva à bord du paquebot « Pasteur »...

« L'assassin a déjà été condamné, en octobre 1948, à Paris, à treize mois de prison pour vol. »

Condamné en octobre 48 à treize mois de prison, cet homme aurait dû légalement être en prison ; or, il était en Indochine comme soldat. On ne saurait avoir preuve plus manifeste de la manière dont sont recrutés les « volontaires » pour l'Indochine. On leur donne à choisir entre la prison et le casse-gueules.

Telle était donc, dans l'ensemble, la situation, en l'an 1773 ; cinquante ans après, tout était tombé en morceaux. L'Europe a presque entièrement foutu le camp ; il lui reste à peine quelques vestiges de son ancienne grandeur.

C'est une colonie britannique, une colonie peuplée d'hommes de souche européenne, qui, comme l'on sait, donna le branle. Pour protester contre une taxe mise par l'Angleterre sur le thé sans leur autorisation, les gens de Boston jetaient à la mer, en 1773, le thé qu'on tentait d'importer ; huit ans plus tard, l'armée anglaise, envoyée pour mater la colonie rebelle, capitulait honteusement, et le 30 novembre 1782, l'Angleterre reconnaissait l'indépendance de ses anciennes colonies devenues les Etats-Unis d'Amérique. Ce n'était pas seulement une « humiliation » pour l'Angleterre, la « plus grande humiliation de son histoire », c'était, pour l'Europe tout entière, le signal de la fin de son empire américain.

Le second acte de la libération du continent américain se joua dix ans plus tard. Cette fois les héros n'en seront plus des Blancs, venus d'Europe, mais des Noirs, importés d'Afrique. Et il se jouera, non plus contre l'Angleterre, mais contre la France.

Profitant de la Révolution française, le 23 août 1791, les nègres d'Haïti se soulèvent contre la domination française et c'est la guerre des races, impitoyable, où non seulement les massacres mais la torture sont de règle. Puis, une puissante armée indigène parvient à se constituer, qui tient tête à la fois aux Français, aux Anglais et aux Espagnols, ces deux derniers peuples ayant tenté de profiter de la situation pour se substituer aux Français comme les maîtres de l'île. Enfin, après une dernière victoire sur une armée napoléonienne, qui dut finalement, elle aussi, capituler sans conditions, Haïti devenait officiellement indépendante, le 1er janvier 1804, treize ans après s'être révoltée.

Evénement immense, car cette révolution politique se double d'une révolution sociale. Ces nègres qui viennent de battre les soldats de Napoléon étaient auparavant, pour la plupart, des esclaves. Ils avaient combattu la domination française parce que les Français voulaient les maintenir en esclavage. En conquérant leur indépendance politique, ils devenaient du même coup, par cela même, des hommes libres.

Cela réglait le sort de l'esclavage dans toute l'Amérique. Je professe la plus grande estime pour Schoëlcher, qu'on a récemment conduit au Panthéon, mais Schoëlcher n'aurait pu rien faire, s'il n'y avait eu, avant lui, les Louverture, les Dessalines, les Christophe et tous ceux qui conduisirent les esclaves d'Haïti à la victoire. Le maintien de l'esclavage dans les autres Antillles était, en effet, incompatible avec l'existence d'une république d'anciens esclaves au cœur même des Antilles. Il faudra, toutefois, encore un demi-siècle, et même un peu plus, pour que le dernier Etat esclavagiste libère le dernier esclave.

Ainsi, à l'aube du XIXe siècle, l'Amérique blanche avait secoué le joug européen et l'Amérique noire s'en était délivrée ; restait l'Amérique rouge, l'Amérique indienne, c'est-à-dire l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud dans lesquelles le gros de la population est généralement constitué par des Indiens et des métis d'Indiens.

La libération de cette troisième Amérique suivit de peu la révolte d'Haïti. Dès 1810, le Chili et l'Argentine, les deux pays de l'Amérique latine où la proportion de la population blanche était la plus élevée, avaient proclamé leur indépendance ; le Brésil, le Mexique, quantité d'autres petits Etats suivirent, et, enfin, en 1825, le Pérou, dernier pays soumis à la domination espagnole, fait capituler la dernière armée européenne. L'Amérique, dans l'ensemble, est libre.

Les années qui suivent ne verront que se parachever l'œuvre. La Russie sera éliminée en 1867 lorsqu'elle vendra l'Alaska aux Etats-Unis, et l'Espagne, en 1898, sera chassée, par ces mêmes Etats-Unis, de ses dernières possessions : Cuba et Porto-Rico.

Aujourd'hui, le seul territoire américain d'importance qui demeure en apparence lié à l'Europe est le Canada, mais c'est un **dominion** britannique ; or un dominion est un Etat qui est, en droit et en fait, aussi indépendant de la Grande-Bretagne que n'importe quel autre Etat n'appartenant pas au Commonwealth. En dehors du Canada, et à part la Jamaïque, les territoires européens d'Amérique, Honduras britannique, Guyanes, petites Antilles, îles Bahama, ne sont guère pour la plupart que des escales et des entrepôts ou des territoires presque sans valeur ; ils ne subsistent que comme témoins d'un âge disparu. Et prochainement sans doute ils vont être sérieusement amputés par la constitution des Antilles britanniques en dominion.

Telle a été la grande transformation politique qu'a subie le globe terrestre au début du siècle dernier ; le milieu de notre siècle en voit s'accomplir une toute semblable, en Asie. Après l'Amérique aux Américains, c'est le tour de l'Asie aux Asiatiques.

A la différence de ce qui fut le cas pour l'Amérique, l'Europe n'a pas possédé tout le continent asiatique : la Chine, au moins en droit, et le Japon, en droit et en fait, sont restés hors de l'emprise européenne. Mais tout le reste était, jusqu'à hier, dominé par l'Europe : la partie nord par la Russie, la partie sud par l'Angleterre, la Hollande et la France. La domination européenne s'y était maintenue aussi longtemps qu'en Amérique, mais guère plus ; si, en effet, l'Europe n'a dû commencer à évacuer l'Asie que plus d'un siècle après avoir évacué l'Amérique, elle ne s'était guère implantée en Asie qu'au début du XVIIe siècle, soit un siècle plus tard qu'en Amérique. Trois siècles semblent donc à peu près le maximum de temps durant lequel un continent peut supporter d'être asservi par un autre.

En Asie comme en Amérique, ce fut une possession anglaise qui donna le signal de l'émancipation. L'indépendance de l'Inde (sous la forme d'un dominion britannique) fut pour l'Asie ce que fut pour l'Amérique l'indépendance de la Nouvelle-Angleterre, et Gandhi est, à ce point de vue, l'équivalent de Washington. Comme en Amérique, le reste a suivi, ou devra rapidement suivre. Les Philippines acquirent leur indépendance presque simultanément avec l'Inde, puis les Hollandais ont dû, hier, accepter l'indépendance de l'Indonésie, de sorte qu'exception faite des escales britanniques, il ne reste plus en Asie que les Français, aussi entêtés que toujours, petits-bourgeois grippe-sous, qui ne peuvent se résoudre à lâcher si peu que ce soit de ce qu'ils possèdent, mais qui ne peuvent davantage se résoudre aux sacrifices qu'il leur serait nécessaire de consentir pour le conserver.

Tant du côté indigène que du côté français, la guerre qui se poursuit en Indochine depuis plus de quatre ans, aux abords d'Hanoï et de Saigon, rappelle par maints côtés celle d'il y a cent cinquante ans aux abords de Port-aux-Princes et de Cap François. Même soulèvement du **peuple**, des « petites gens » ; même cruauté, principalement de la part de l'oppresseur : à Haïti, celle dont fit preuve Rochambeau, le fils, est demeurée célèbre ; même constitution par les opprimés d'une armée solide, abandonnant, quand cela devient nécessaire, les grandes villes à l'adversaire, mais se maintenant toujours fortement dans les campagnes et largement aidée dans sa tâche d'extermination des troupes de l'oppresseur par le climat et les maladies tropicales auxquelles résiste difficilement l'Européen. De même, du côté de l'Européen, même mauvaise

foi et même traîtrise : l'arrestation de Toussaint Louverture par le général avec lequel il venait de traiter quelques jours auparavant est l'équivalent de l'attaque brusquée de Haïphong quelques jours après la signature du « modus vivendi ». Même traîtrise, mais aussi même indécision : faut-il composer, faut-il traiter, ou bien faut-il résister et même ne convient-il point d'attaquer ? Militairement, même procédé, et pour cause, des « petits paquets ». Enfin, dans les deux cas, à un siècle et demi de distance — et ceci est au grand honneur de la France — il existe, en France même, une vaste opposition à l'opération de conquête et de brigandage, dont la sympathie est tout acquise au peuple qui se défend, et avec laquelle les forces d'oppression sont tout de même bien obligées de compter.

A mon sens, l'acte capital de la libération de l'Amérique fut la libération d'Haïti, parce que c'est là où le rapport des forces semblait le plus en faveur de l'oppresseur, c'était là où la situation des révoltés apparaissait aux premiers jours comme sans espoir ; pareillement, du fait que c'est en Indochine que la lutte se montra le plus difficile, que c'est là où elle exige les plus durs sacrifices, c'est de l'issue de la guerre qui s'y passe que dépendra, en définitive, le sort de l'Asie. Hindous, Birmans, Indonésiens, ne seront sûrs d'être pour toujours débarrassés du joug européen que le jour où le Viet-Nam se sera assuré, par les armes, son indépendance.

BRAVO, TRUMAN !

Avouons que nous avons eu chaud ! Lorsque, dans les derniers jours du mois dernier, après un conseil extraordinaire tenu à la Maison Blanche, le bruit courut qu'une « importante » mission militaire américaine allait être expédiée à Formose sur la demande de Chang Kaï Chek pour le « conseiller », et que, simultanément, on annonçait officiellement que l'escadre américaine basée sur les Philippines allait être renforcée d'un porte-avions, nous avons craint que Truman ne cède au chantage du général politicien Mac Arthur, le candidat du fasciste Mac Cormick à la présidence de la république lors des dernières élections, et qu'il ne décide d'intervenir militairement pour empêcher le gouvernement chinois — le seul qui compte désormais : celui de Mao Tse Tung — d'occuper Formose.

Si cela avait été, cela aurait marqué un renversement complet de la politique américaine en Asie... et ailleurs. C'était, en effet, l'abandon pur et simple de la politique libérale suivie par Washington depuis la fin de la guerre et son ralliement à la politique colonialiste que les Américaine reprochent si souvent — et si justement — à l'Europe.

Soutenir militairement Chang pour qu'il garde Formose, c'était devenir soi-même maître de Formose. Et l'on devenait maître de Formose pour un seul motif : le motif qu'on appelle « stratégique ». M. Mac Arthur trouvait, paraît-il, que ça ferait très bien d'avoir une base américaine à Formose pour relier les bases déjà établies aux Philippines et aux îles japonaises de Riou-Kiou. La « défense du Pacifique » serait ainsi parfaite ; toute une barrière d'îles surveillerait la côte chinoise depuis la frontière du Viet-Nam jusqu'à la frontière russe, et, au besoin... la bloquerait. Que cette barrière « défensive », que ce blocus potentiel soient une menace infiniment plus grave pour la Chine que celle que la Chine pourra jamais constituer pour l'Amérique, même si toute cette barrière, des Philippines à Sakhaline, était entre ses mains, M. Mac Arthur ne pouvait en avoir cure ; un militaire ne connaît que le droit de la botte.

Heureusement ! la politique des culottes de peau s'est aussitôt heurtée, à Washington, à un véritable barrage des civils. Fait significatif : au conseil de la Maison Blanche convoqué par Truman pour décider de l'aide à donner à Formose, n'assistaient ni le ministre (civil) de la défense, Johnson, ni le ministre des Affaires étrangères, Dean Acheson, ce qui était une manière fort précise d'indiquer leur refus absolu de participer à une telle politique.

Selon le mot bien connu, mettre la main sur Formose eût été, en effet, pour l'Amérique plus qu'un crime : une faute. C'eût été perdre le fruit d'une politique suivie à peu près sans défaillance depuis la fin de la première guerre mondiale. Depuis trente ans les Etats-Unis se présentent aux peuples asiatiques comme les champions de leur indépendance. L'Amérique réclame leur indépendance politique afin qu'ils puissent manifester leur indépendance économique en appliquant à l'égard de toutes les puissances étrangères le principe de la « porte ouverte ». C'est pour cela qu'elle a montré l'exemple en donnant l'indépendance aux Philippines, c'est pour cela qu'elle n'a pas eu de cesse que les puissances européennes n'aient abandonné leurs « concessions » dans les grandes villes chinoises, c'est pour cela qu'elle n'a pas hésité, en pleine guerre, à l'un des moments les plus critiques, de se mettre à deux doigts de se brouiller avec l'Angleterre parce qu'elle soutenait ostensiblement les efforts de l'Inde dans sa lutte pour l'indépendance, et c'est pour cela aussi qu'elle vient d'obliger les Hollandais à quitter l'Indonésie. Car ses hommes d'Etat sont convaincus, et cela plus que jamais, que le seul moyen de protéger l'Asie méridionale contre la Russie est d'y supprimer tout colonialisme.

En intervenant maintenant en Chine, en maintenant par la force à Formose le gouvernement exécré de Chang Kaï Chek contre lequel la population de Formose s'était soulevée peu après que l'île fut tombée sous l'administration des nationalistes chinois (2), les Américains mettaient le premier doigt dans l'engrenage du colonialisme et bientôt tout le corps y serait passé. Il ne se serait point écoulé un long temps, par exemple, avant qu'ils ne changent leur position à l'égard de l'Indochine : toujours, en raison de motifs « stratégiques », ils auraient voulu une forte armée française aux frontières du Viet-Nam pour « flanquer » leur position de Formose, ce qui ne pouvait se faire qu'en laissant la France redevenir la souveraine maîtresse de son ancienne colonie. Peu à peu, le colonialisme américain, ou se serait substitué au colonialisme européen, ou l'aurait rétabli, ce qui aurait été, dans un cas comme dans l'autre, le meilleur moyen d'assurer la conquête de l'Asie par la Russie, le « communisme » asiatique étant pour une large part fondé sur le désir de bouter dehors, avec l'aide de n'importe qui, ceux qui, depuis trois siècles, ont opprimé et exploité l'Asie.

C'est ce qu'a finalement compris Truman puisqu'il a déclaré qu'aucune mission ne serait envoyée à Formose ni aucune aide militaire apportée à Chang Kaï Chek ; on ne peut que l'en féliciter. **Espérons qu'il continuera.**

R. LOUZON.

(2) Ce soulèvement de 1947 fut naturellement réprimé avec la plus violente sauvagerie. On massacra les habitants par milliers —, tout comme à Madagascar à la même époque.

ERRATUM. — Pour une fois rectifions deux erreurs typographiques car elles nous ont fait commettre de légères inexactitudes. Dans notre note sur « les effets des bombes Johnson », dans la dernière **R.P.**, le mot **presque** a été deux fois oublié. A la 22e ligne de la page 28, il faut lire : **presque** tout Paris serait compris dans la zone de destruction — et trois lignes plus loin : la **presque** totalité du département de la Seine se trouverait dans la zone...

LIVRES REVUES JOURNAUX

Simone Weil : L'ENRACINEMENT (Gallimard).

Elle rend un son bien étrange, la parole de Simone Weil, tout au long de ce livre écrit à Londres en 1943. Parole sobre, volontairement dépouillée de tout apprêt de style, elle n'en est pas moins dense étonnamment, et douloureuse parfois comme une chair blessée. Nos écrivains modernes ne nous ont point accoutumés à pareille élévation de pensée, à pareille compassion aimante pour les souffrances de l'homme, et c'est bien une voix solitaire, cette voix pure au « siècle de la grande barbarie ». Mais il s'agit cette fois, dit Camus, de « la solitude des précurseurs, chargée d'espoir » (1). Simone Weil est-elle un précurseur ?

« **L'homme sent qu'une vie humaine sans fidélité est quelque chose de hideux** » (p. 113) et à peu près rien ne subsiste dans notre civilisation qui soit encore digne de fidélité. Nous touchons là, semble-t-il, au cœur même du mal que S. Weil appelle « **déracinement** » et c'est bien le mal moderne, presque universellement ressenti, déjà souvent exprimé dans le roman contemporain. Cela d'ailleurs n'est pas si nouveau, ou plutôt, cela n'a rien qui doive surprendre. Renan, dans ses derniers jours (2) s'inquiétait de la ruine des idées religieuses et de l'effondrement des valeurs morales dont elles étaient le support : « Nous pouvons nous passer de religion parce que d'autres en ont pour nous » et plus loin : « Les personnes religieuses vivent d'une ombre. Nous vivons de l'ombre d'une ombre. De quoi vivra-t-on après nous ? » L'ombre de l'ombre devient chaque jour plus grêle et plus pâle et le mal, qui n'atteignait au siècle dernier que quelques intellectuels, mord profondément dans toutes les couches sociales. Plus de religion, presque plus de morale, et voilà l'homme désemparé dans un univers réduit à ce qu'il est, et où rien ne l'attache ni le guide.

On pense ici aux trois métamorphoses de l'esprit, de Zarathoustra : le chameau chargé des plus lourds fardeaux, le lion qui tue le dragon « Tu dois », l'enfant enfin, innocence et oubli, qui crée des valeurs nouvelles. On peut dire de l'humanité qu'elle a tenté d'accomplir semblables métamorphoses, ou qu'on a tenté de les lui faire accomplir. On a voulu délivrer l'esprit de ses fardeaux, mais face au dragon « Tu dois » il s'est trouvé nu et sans force, capable tout au plus de le blesser et de le fuir, non de le détruire. Loin d'être « le maître de son propre désert » il est effrayé de se trouver dans un désert.

Nous ne nous sommes pas éloignés du livre de Simone Weil : il n'était pas mauvais de situer de différents points de vue ce mal de déracinement, ce mal qui ravage et qu'elle a analysé et décrit avec une prodigieuse intelligence. Elle l'a senti, d'ailleurs, non seulement dans autrui par compassion, mais en elle-même. Elle en a souffert dans toute son exceptionnelle sensibilité, et elle nous indique des remèdes.

Il n'est pas dans mon propos de résumer les transformations sociales qu'elle envisage : les constructions d'une pensée aussi riche, aussi nuancée, ne se laissent pas résumer. Au reste, animée comme elle l'était d'un pur amour de la vérité et de l'être humain, elle ne pouvait pas ne pas rencontrer souvent des solutions valables. Mais l'important, puisqu'il est vrai selon l'expression de Proudhon que le problème révolutionnaire se pose d'une façon bien plus tendantielle que constitutionnelle, et puisque c'est en définitive le problème révolutionnaire qui nous intéresse ici, l'important est d'amener au jour la **tendance** de ce livre.

S. Weil a nourri « son âme » des textes sacrés de l'Orient, des écrits des grands mystiques, et surtout de l'Evangile qu'elle cite à maintes reprises. Sa pensée est toute d'inspiration évangélique, seulement vingt siècles ont passé depuis que la « Bonne Nouvelle », vigoureuse et confiante, était annoncée aux hommes. Et la voix de Simone Weil est une voix épuisée qui demande l'apaisement.

Cet apaisement qu'elle recherche — qu'elle a pour elle-même finalement atteint, semble-t-il — elle le paie d'un prix très lourd :

« **Dans ce monde-ci la vie, l'élan vital cher à Bergson n'est que du mensonge, et la mort seule est vraie. Car la vie contraint à croire ce qu'on a besoin de croire pour vivre ; cette servitude a été érigée en doctrine sous le nom de pragmatisme ; et la philosophie de Bergson est une forme de pragmatisme. Mais les êtres qui malgré la chair et le sang ont franchi une limite équivalente à la mort reçoivent par delà une autre vie, qui n'est pas en premier lieu de la vie, qui est en premier lieu de la vérité.** » (p. 211).

Mensonge, l'élan vital ? Mais peu nous chaut la métaphysique. Si j'ai bien compris, S. Weil refuse de reconnaître que l'émotion (au sens bergsonien) génératrice d'actes ait ses sources dans la vie même, dans la vie terrestre. C'est qu'elle ignore l'enthousiasme. Pour un tel être qui ne pouvait par excès de raison — de raison éteignoir de l'enthousiasme — se satisfaire que d'absolu, il fallait nécessairement en venir aux valeurs surnaturelles et finir par rencontrer Dieu :

« **Il** (l'homme) **doit se donner totalement, inconditionnellement** (à Dieu), **et pour le seul motif qu'après avoir erré d'illusion en illusion dans la recherche ininterrompue du bien, il est certain d'avoir discerné la vérité en se tournant vers Dieu.** » (p. 211).

Recherche du Bien, recherche de la Vérité, parce qu'il fallait toujours à ses actes, l'impulsion émotionnelle n'étant en aucun cas reconnue suffisante, un mobile approuvé sans réserve par une impitoyable raison. Il n'est dans cette voie qu'une issue, si l'on a suffisamment de courage et de probité, c'est cette espèce de renoncement, franchissement d'une « **limite équivalente à la mort** », qui s'accompagne de la négation de la raison par elle-même, et qui ouvre l'être à une « vie de vérité » :

« **Les mystères authentiques de la foi sont absurdes, mais d'une absurdité qui illumine la pensée et lui fait produire en abondance des vérités évidentes à l'intelligence.** » (p. 234).

Dès lors, acceptés le dogme et les mystères, la religion peut remplir sa fonction propre « **qui consiste à imprégner de lumière toute vie profane, publique et privée, sans jamais aucunement la dominer.** » (p. 106). Auparavant, c'était la nuit, le monde opaque et muet ; mais voici descendue la lumière, qui est Bien absolu, qui est Vérité pure, qui est Dieu. Mensonge le vouloir vivre, nuit noire la vie, si l'au-delà ne déverse sur eux ses clartés.

Rendons cette justice à S. Weil que sa profession de foi chrétienne inflige aux chrétiens une sévère leçon. Une âme de cette trempe ne transige avec rien; et la même intelligence qui pénétrait le désarroi des esprits juge maintenant, implacable, paroles et actes des grands catholiques : Saint Louis, Bossuet, Pascal, Foucauld, les encycliques des papes... Elle dénonce : ici la sottise, là l'incohérence, ailleurs la cruauté. D'une simple phrase parfois, et toujours du même ton mesuré. Cela porte d'autant plus.

Retenons que l'homme doit se **donner** totalement, inconditionnellement. On lit ailleurs : « **Le besoin n'est pas un lien légitime de l'homme à Dieu** » (p. 211). Et cependant, l'étude des « besoins de l'âme » tient dans ce livre une grande place, toute la première partie Mais ce sont là les besoins **terrestres** qu'il importait, s'agissant d'une étude sociale, de traiter. L'être humain possédant une destinée éternelle, il est envers lui une obligation première, péremptoire, c'est le respect. Et ce respect exige que l'on satisfasse les besoins de l'âme comme ceux du corps.

Ce qui compte ici encore (ici surtout) c'est moins l'énumération, le détail, que la tendance. Puisque la vie réduite à elle-même est aride, on va la baigner de spiritualité. C'est là ce qui manque aux êtres qui errent, perdus, dans leur désert. On va leur donner des points d'attache, et aussi des valeurs nimbées de mysticisme, où accrocher leur fidélité (patrie, honneur, traditions...). A leur âme desséchée on fera sentir que la beauté et l'ordre du monde ne sont que les reflets d'un autre Ordre et d'une autre Beauté. On leur évitera « **toute violence spirituelle de la part des circonstances** », c'est-à-dire tout violent débat

---

(1) Bulletin de la N.R.F., juin 1949.
(2) Renan : Feuilles détachées.

de conscience qui pourrait déchirer. Et pour leurs actes on fera surgir, des sources du Bien pur, des mobiles.

Passons sur ce qu'ont d'utopique nombre de suggestions de S. Weil. Le monde qu'elle veut construire, c'est un monde de grands enfants sages et appliqués; c'est le calme, l'ordre, la mesure. Et c'est la torpeur du moyen âge.

Du point de vue révolutionnaire, la pensée de Simone Weil est dans la ligne de la pensée (?) de la social-démocratie. Sans qu'il y ait pour cela, empressons-nous de l'ajouter, commune mesure entre les deux.

De part et d'autre on se penche sur les besoins de l'homme, avec compassion. De part et d'autre on pense qu'il appartient à un gouvernement de les satisfaire. (Pour S. Weil, l'obéissance est un des besoins de l'âme). De part et d'autre encore, on veut qu'une morale à usage universel fournisse aux actes des mobiles. Tout cela relève directement d'un même manque de confiance dans la vie — que l'on parle d'élan vital, d'enthousiasme ou de volonté de puissance, peu importe ici — dans la vie qui s'affirme, s'épanouit, s'expose parfois jusqu'à se perdre pour la seule raison qu'elle est vie — Simone Weil le reconnait. Non les socialistes.

Ainsi déterminée, l'attitude de l'être humain serait éminemment réceptive. Isolée, la vie individuelle serait sans ressort ; elle aurait besoin d'aliments que seul peut lui donner un mythe : Divinité, ou Humanité, ou souverain Bien. S. Weil, pourtant, contesterait qu'elle n'ait vu l'homme que réceptif : le « **besoin d'initiative et de responsabilité** » figure dans son énumération. Mais il y figure au même titre, sans plus, que les besoins d'obéissance ou de châtiment. Et elle n'en veut pas moins amener l'homme à attendre ses mobiles de l'extérieur, à accrocher sa fidélité, à « s'enraciner » enfin.

Dans tous les cas, on cherche alors hors de soi, on s'en remet à quelque chose. Le danger est évident, et Simone Weil le nomme : c'est l'idolâtrie totalitaire. Mais elle pense, précisément, que le seul moyen de l'éviter est d'imprégner toute vie individuelle et collective d'une spiritualité teintée de christianisme. Et sans doute aurait-elle raison si les hommes étaient effectivement les grands enfants sages qu'elle voudrait, mais nous savons bien qu'il ne le sont pas (Dieu merci !)

En réalité, si l'on veut combattre le danger « d'idolâtrerie », il faut remonter plus loin, jusqu'à son origine. Et l'on arrivera sans doute en 1791, aux premiers sociaux-démocrates (quel que fût leur nom d'alors) qui ont tranquillement, aveugles et béats, commencé de fausser l'idée de révolution. Ils ont pensé « besoins », ils ont traduit — et tous leurs successeurs avec eux — « bien-être ». Comme si bien-être signifiait quelque chose, ce qui est luxe aujourd'hui devant devenir demain élémentaire confort. Et à bien-être, ils ont vite ajouté « sécurité ». Il leur fallait une morale ; ils ont adopté l'ancienne après lui avoir ôté une seule chose : sa charpente, la religion. Et ils n'ont pas vu qu'à la place restée vide, tôt ou tard, inévitablement, l'idole terrestre viendrait s'installer. Quant aux mobiles qu'ils ont cru devoir fournir à l'homme, il n'était pas difficile de prévoir que les plus bas seraient les plus puissants. L'histoire contemporaine le prouve bien. Tout cela, d'ailleurs, a été dit souvent, mais ce qu'on n'a pas assez dit, c'est que la révolution était à l'opposé de ces constructions étriquées. Elle était libération totale, exaltation de l'individu (non de l'homme abstrait). Elle était : Déracinement.

On trouve un exemple fort édifiant de l'irréductible opposition entre la tendance révolutionnaire authentique et la social-démocratie dans la réponse que fit Jaurès (3) à l'apologie de la grève générale de Sorel. Il faut relire ce texte où s'étale dans toute sa mesquinerie une philosophie d'épicier douillet et timoré. Etre « humain » c'est cela pour nos socialistes.

J'ai cité Sorel. Il est étrange de remarquer que ni lui ni Proudhon n'ont exprimé jusqu'au bout les conséquences de leur attitude révolutionnaire : tous deux cherchent encore un moteur dans le sentiment du sublime. Mais chez l'un et l'autre on sent le même magnifique débordement de sève : c'est le « lion » nitzschéen qui va devenir enfant et se créer de nouvelles valeurs. Voilà l'homme libre. La liberté ne souffre pas de compromis : elle est totale ou elle n'est pas. L'homme libre n'a nul besoin de fidélité, ni de mobiles et il refuse l'obéissance. Maître de son désert, déraciné, il ne tourne pas vers l'au-delà un visage affamé. Il n'attend rien. Il donne. La vie riche, généreuse, se projette hors de lui et se répand sur le monde, sur « le désert » et c'est elle, non la religion, qui l'imprègne de lumière. Le mobile extérieur ne joue plus alors un rôle prépondérant car l'acte redevient ce qu'il est essentiellement : le simple exercice de la vie. Et le sublime, loin de provoquer l'acte, est engendré lui aussi, autour de l'acte et par surcroît.

Ici on objectera sans doute : acte gratuit. Ce serait une erreur. Le contact avec le monde d'un homme ainsi libéré serait tel, qu'aucun de ses actes ne pourrait être gratuit.

C'est donc dans ce sens qu'il fallait entendre « libération de l'individu ». Comment y parvenir ? Nous possédons au moins une indication : les hommes qui ont participé au cours de ces dernières années à des actions de guérilla sont à peu près unanimes à déclarer qu'à leur retour la vie paisible leur a paru bien fade.

Je n'entends pas faire une apologie de la guerre — encore moins de la guerre moderne. Mais je retiens que le risque, lorsqu'on l'affronte avec une grande liberté d'initiative, est exaltant. Il fallait donc mêler du risque à la vie la plus courante (ô Jaurès, ô Blum) et, après avoir contraint l'homme à ne rien attendre que de lui-même, l'amener à des réalisations personnelles sans cesse exposées à la destruction ou à la perte et qu'il aurait dû défendre, fût-ce au péril de sa vie.

Précisons. S'il est un risque qui exalte, il en est un autre qui ruine ; c'est celui où l'on est entraîné et maintenu indépendamment de sa propre volonté et surtout sans pouvoir rien entreprendre de personnel pour le combattre. C'est celui que couraient le fantassin dans les tranchées de 14-18 et le bombardier des raids de la dernière guerre. C'est celui surtout — chômage, misère — que subit le prolétariat. Et en ce sens la révolution devait être d'abord économique car il importait avant toute autre chose de préserver l'homme de la sordide préoccupation des gros sous. Mais prendre cet objectif préliminaire pour but final, c'était dénaturer l'esprit de la révolution. Les sociaux-démocrates y ont excellé.

Une belle utopie, dira-t-on, que cette révolution libératrice totale de l'individu ; une utopie de plus. Peut-être. Et cependant, l'alternative se définit chaque jour plus nettement : ou on libère les forces individuelles de la vie, ou on se résigne à embrasser l'idolâtrie totalitaire. Je sais bien qu'il resterait à résoudre le problème central qui se placerait à l'intersection de ces libertés individuelles « déchaînées » et des nécessités de la vie en groupe. Il n'en est pas moins vrai que pour éviter le totalitarisme, il faudrait un renversement complet de tendance et que les tentatives de simple déviation resteront vaines. Or c'est une déviation — qui pour elle est un redressement — que propose Simone Weil. Et c'est pourquoi elle ne peut être un précurseur.

A. SOUSBIE.

(3) Jaurès : **Etudes socialistes** (Ed. Rieder). Tome II. P. 331.

Ignazio Silone : FONTAMARA. Traduit de l'italien par J.-P. Samson. (Edit. Grasset).

Un roman ? Oui, et le premier qu'ait écrit Silone. D'après certains, le roman serait une forme littéraire vieillie et usée. Rien n'est moins sûr. Le roman est peut-être au contraire la forme la plus souple, le moyen d'expression à la fois le plus direct et le plus large pour l'écrivain. En tout cas, c'est par le roman que Silone, au sortir de l'expérience communiste et condamné au repos par la maladie, a trouvé le moyen de dire humainement ce qu'il avait à dire. Il y a même bien réussi. **Fontamara** avait fait sensation il y a vingt ans. Il vient d'être republié, un peu remanié, dans une bonne traduction de J.-P. Samson, quelqu'un dont les anciens de la première guerre mondiale n'ont pas perdu le souvenir. **Fontamara** parlera aux lecteurs d'aujourd'hui avec la même force et la même émotion. Au moins à ceux de chez nous.

Fontamara est un village de **cafoni**, de paysans italiens parmi les plus malheureux. Un village où il ne devrait rien se passer puisqu'il ne s'y est jamais

rien passé. Pourtant un drame y mûrit lentement, comme normalement, puis éclate un jour. C'est ce drame qui y est raconté. Silone romancier a beau dire qu'un homme de la ville et un **cafone** se comprennent difficilement, qu'un **cafone** d'Italie comprend sans parler les **cafoni** de tous les pays. Il faut bien penser que les paysans ne sont pas seuls à se comprendre entre eux. Entre paysans heureux et paysans malheureux, il pourrait même y avoir incompréhension. Tandis qu'il y aurait compréhension entre malheureux des villes et les villages.

Fontamara, sur la hauteur, est privé de lumière électrique. C'est grave. Moins que d'être privé d'eau, de ne pouvoir arroser ses maigres champs. C'est pourtant ce qui va lui arriver par surcroît. Laissera-t-il faire les riches voleurs d'eau ? Impossible. Les jeunes et les femmes ne le permettront pas. Les hommes ne sont pas là ; ils travaillent au loin. Les jeunes ont les yeux tournés vers Berardo, le plus intrépide d'entre eux. Mais Berardo n'a d'yeux que pour Elvira, de pensée que pour les moyens d'acquérir un bien égal au sien et permettant un digne mariage. Foin de la révolte, Berardo partira à Rome chercher du travail et n'en trouvera pas. La révolte se produira néanmoins à Fontamara. Elvira mourra, non sans avoir dit et montré à Berardo que si son amour l'avait choisi, c'était justement parce qu'il n'était pas comme les autres et par le sentiment de révolte qui l'en distinguait. Berardo se suicidera dans sa prison à Rome.

Vous ne pensez pas que je vais vous raconter le roman. Lisez-le donc vous-même. Vous verrez qu'il n'est pas besoin d'être **cafone** ou paysan pour s'y passionner. — **P. E.**

Jean Rounault : MON AMI VASSIA. (Edit. Sulliver).

Il est de bon ton de diminuer l'importance de **J'ai choisi la liberté** de Kravchenko. M. Gabriel Marcel n'y a pas manqué dans sa préface. Je n'en continue pas moins à trouver ce livre un témoignage unique et d'un poids incomparable. Peut-être Kravchenko n'en écrira-t-il plus qui le vaille. Il restera en ce cas l'auteur d'un seul livre. Mais quel livre ! C'est le régime russe vu de l'intérieur par quelqu'un qui a poussé dedans.

Le témoignage de Jean Rounault est tout différent. C'est le récit de quelqu'un qui vient du dehors, donc d'une optique tout autre. Ce sont les souvenirs d'une année dans un camp de travail du Donetz, rapportés par un Français qui se trouvait à Bucarest et qui fut entraîné en Russie avec un convoi de Roumains versés au travail forcé.

Le mérite particulier de **Mon ami Vassia** tient à ce qu'il apporte, volontairement ou non, une réponse à la question qui est au fond de chacun de nous : dans l'enfer russe n'y a-t-il que des esclaves aveugles et muets ? Faut-il désespérer ? Reste-t-il une espérance ?

Dans le mouvement révolutionnaire il est courant d'entendre dire qu'il n'y a plus rien en Stalinie, que les vieilles oppositions ont été éliminées toutes jusqu'à la racine et qu'il est impossible à de nouvelles de pousser, la police ayant trop d'yeux et trop de force. Cependant, nous espérons malgré tout. L'industrialisation crée là-bas une classe ouvrière qui ne peut pas ne pas trouver un jour le moyen de s'exprimer. Elle s'exprimera probablement par d'autres paroles, par d'autres idées que l'ouvrier ou le paysan russes de 1905 et de 1917, mais elle s'exprimera. **Mon ami Vassia** nous en apporte non seulement l'espérance mais la preuve. C'est ce qui fait son intérêt et son prix.

Dans son camp du Donetz, Jean Rounault a vu la classe des chefs, des « natchalniks » de tout genre et de tout format, depuis le petit contremaître jusqu'au directeur de trust ; mais il a vu aussi des variétés d'ouvriers et d'ouvrières qui malgré la propagande officielle, malgré la menace et malgré la police, peut-être même en réaction d'elles, commencent à penser d'une manière indépendante. Elles n'ont peut-être, elles n'ont probablement, jamais cessé. Et dans le nombre, il y a cette jeunesse qui monte, il y a Vassia, le jeune, le hardi Vassia, qui a du cœur, — il n'hésite pas à partager sa boule de pain avec Rounault — et qui manifeste une flamme des cinq cents diables. Pour Vassia, la bombe, c'est la révolte, la liberté, c'est le mot qui résume l'espérance.

En m'envoyant son livre, Rounault me dit dans sa dédicace que son « ami Vassia est de cœur avec la R. P. ». Il ne peut savoir à quel point cette nouvelle me bouleverse. Elle répond à une si longue espérance.

P. M.

Guy Vinatrel : L'U.R.S.S. CONCENTRATIONNAIRE. (Edit. Spartacus).

Ceux qui prétendent que la Russie ne possède pas de camps de concentration ne feraient pas mal de lire cette forte brochure. Ceux aussi, naturellement, qui ne pouvant plus nier leur existence, se mettent à en vanter les charmes et délices.

Vinatrel ne se borne pas à parler des camps proprement dits. Il examine la condition ouvrière russe avec l'impossibilité pour l'ouvrier d'abandonner son travail ou de changer d'emploi, avec les peines qui frappent toute arrivée en retard au travail, avec son carnet de travail auprès duquel notre livret impérial d'autrefois n'était rien, avec des syndicats qui sont au service de l'Etat-patron, avec l'interdiction du droit de grève.

La documentation fournie par Vinatrel est abondante et sérieuse. Par moment on trouve même qu'elle est trop abondante. Comment s'en plaindre, alors que tant de gens se refusent à voir et à admettre la réalité ?

Vinatrel aurait pu mettre en exergue à sa remarquable et utile étude ces paroles que Castro, l'ancien militant espagnol, prête à sa femme : « L'U.R.S.S. est un immense camp de concentration avec des tramways et le métro ». — **P. M.**

Joe Smith, travailleur américain (Bureau du travail de l'E.C.A.).

C'est une brochure rédigée par trois militants syndicaux américains, K. Douty et R. Kelly, du C.I.O. et A. Desser, de l'A.F.L., qui font partie de la mission spéciale en France de l'E.C.A. Ces camarades se sont proposés de nous faire connaître l'ouvrier américain d'aujourd'hui. Leur étude, fournie de renseignements précis et très divers, est agrémentée de photos où l'on voit fréquemment des militants syndicaux noirs mêlés à leurs camarades.

Cette intéressante brochure est envoyée sur demande au Bureau du travail, E.C.A., 4, avenue Gabriel, Paris-8e.

PETITES NOTES

— *Combat* a publié ces mois derniers des *Mémoires* de Victor Serge. Citons ces remarques amères, écrites au moment de l'exode 1940, tirées du dernier chapitre publié le 10 janvier :

« *Il me semble que depuis des années la France — et peut-être tout l'Occident ? — était dominée par le sentiment que « ça ne pouvait pas durer...* » *Qu'est-ce qui ne pouvait pas durer ? Tout. Les frontières, Dantzig, les fascismes, les parlements impuissants, cette littérature et cette presse faisandées, le mouvement ouvrier aveuli, ce tas d'iniquités et d'absurdités...*

« *Personne n'y croyait plus en rien, parce qu'en réalité rien n'y était plus possible : ni révolution avec cette classe ouvrière bien nourrie de camemberts frais, de vins aimables et de vieilles idées devenues des mots — et complètement cernée du reste entre le Reich nazi, l'Italie fasciste, l'Espagne franquiste — et la Grande-Bretagne insulaire et conservatrice. Ni contre-révolution avec cette bourgeoisie incapable d'audace et de pensée, malade de peur depuis les occupations d'usines. Maintenant c'est fini... Ce sera noir et terrible mais ceux qui survivront verront le monde renaître* ».

Ces remarques méritent de n'être pas oubliées.

— Lisez-vous chaque soir dans *le Monde* les souvenirs d'Enrique Castro Delgado, publiés sous ce titre : *La vie secrète du Komintern ?* Il faut les lire. Ils apportent une information capitale sur l'histoire et la liquidation de l'I.C. Ce qu'ils apprennent sur la vie intérieure du parti stalinien espagnol contribue à comprendre une part des causes de la défaite de la révolution espagnole. A voir vivre les chefs espagnols on croirait voir leurs frères, les non moins tristes chefs du parti français.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 2 DECEMBRE. — Grève des employés de la **Caisse des Dépôts et Consignations** décidée par les trois syndicats : C.G.T., F.O. et C.F.T.C.

L'Assemblée générale **des Nations Unies** adopte dix résolutions resserrant le contrôle international sur les territoires sous mandat ou coloniaux, malgré l'opposition de la Grande-Bretagne, de la France et de la Belgique.

LUNDI 5 DECEMBRE. — Constitution à **Londres** de la Confédération Internationale des Syndicats Libres par 87 organisations représentant 53 pays et groupant près de 50 millions de travailleurs.

MERCREDI 7 DECEMBRE. — Le procès de Kostov, ancien vice-président du Conseil bulgare et de ses « complices » (!?) s'ouvre **à Sofia.**

JEUDI 8 DECEMBRE. — A son procès **Kostov** plaide non coupable, ce qui provoque un véritable coup de théâtre.

Toutes les organisations syndicales **de Cheminots** s'élèvent violemment contre le projet d'économies dans la S.N.C.F.

VENDREDI 9 DECEMBRE. — Kunming, capitale du **Yunnan,** livré aux communistes par les nationalistes chinois.

SAMEDI 10 DECEMBRE. — Expulsion de France de **20 instituteurs et inspecteurs** de l'Enseignement polonais.

Réunion à Paris du **Comisco** formé par 16 partis socialistes.

Elections en **Australie** : défaite travailliste.

DIMANCHE 11 DECEMBRE. — Réunion du **Comité Central du Parti Communiste** qui décide d'intensifier la lutte contre les trotskystes et les titistes.

MERCREDI 14 DECEMBRE. — Malgré les décisions de l'O.N.U., le siège du gouvernement **d'Israël** est transféré à Jérusalem.

Kostov est condamné à mort.

VENDREDI 16 DECEMBRE. — Les troupes régulières de **Mao Tse Toung** atteignent la frontière tonkinoise.

Ouverture à **Wroclaw** du procès des Français arrêtés en Pologne.

A Moscou, Mao Tse Toung est reçu par Staline.

Kostov a été pendu à Sofia.

LUNDI 19 DECEMBRE. — Nouveau coup d'Etat à **Damas.**

MERCREDI 21 DECEMBRE. — La reine de Hollande signe la loi reconnaissant l'indépendance de **l'Indonésie.**

VENDREDI 23 DECEMBRE. — Six accusés du procès de **Wroclaw** (4 Français et 2 Polonais) sont condamnés à de lourdes peines.

SAMEDI 24 DECEMBRE. — La **Grande-Bretagne** rompt les relations commerciales avec la **Hongrie.**

LUNDI 26 DECEMBRE. — Accord aérien **américano-yougoslave.**

Le juge de **Tarbes** ordonne l'évacuation des usines Morane occupées par les ouvriers grévistes.

JEUDI 29 DECEMBRE. — A **Angers** la police fait évacuer les usines Bessonneau occupées par les grévistes.

VENDREDI 30 DECEMBRE. — La France transmet à Bao Daï ses pouvoirs en **Indochine.**

Le travail dans les mines d'uranium de l'Erzgebirge

Un Allemand, réfugié en Angleterre durant le régime nazi et qui fit la guerre dans les rangs de l'armée britannique, Wolfe Frank, a conduit, cette année, durant cinq mois, une enquête en Allemagne, pour voir, de l'intérieur, comment vivaient les Allemands d'aujourd'hui et ce qu'ils pensaient. Il a passé notamment quelque temps dans un camp de réfugiés de Bavière, le camp de Moschendorf, comme prétendu réfugié. Nous empruntons au *New York Herald,* où cette enquête est publiée, les détails qu'il put obtenir des réfugiés de ce camp sur les conditions de travail dans les fameuses mines d'uranium de l'Erzgebirge, la chaîne de montagnes qui sépare la Tchécoslovaquie de la zone orientale de l'Allemagne, et qui sont exploitées par les Russes.

Comme j'étais en train de regarder mes deux voisins jouer aux cartes, deux nouveaux arrivés, tous deux assez vieux et très maigres, entrèrent dans la baraque. Des serviettes usées constituaient tout leur bagage. Leur accent indiquait que c'étaient des Saxons, sans doute de la zone russe. Ils prirent des tabourets et s'assirent. Ils avaient un air de chiens battus. J'appris bientôt qu'ils avaient traversé illégalement la frontière, cette nuit-là. Ils avaient fait 80 kilomètres à pied, laissant derrière eux leur famille et tout ce qu'ils possédaient.

L'un était un agent d'assurance de Zwickau, en Saxe. Il avait eu une histoire avec le « parti socialiste unifié », ainsi qu'on appelle le parti communiste en zone russe. L'autre était un employé de bureau d'une mine d'uranium de l'Erzgebirge, cette chaîne de montagnes qui court le long de la frontière germano-tchèque. Il s'était querellé avec le directeur de la mine d'uranium.

Tous deux avaient trouvé plus sage de fuir.

Lorsque, plus tard, la baraque se fut remplie, je m'aperçus qu'un certain nombre de ses occupants étaient des réfugiés des mines d'uranium exploitées par les Russes. Leurs récits permettaient de se faire une idée d'ensemble des tristes conditions qui y prévalaient.

J'appris ainsi que les Russes avaient enrôlé de cent à cent trente mille Allemands pour travailler dans ces mines, sans compter les Russes et les Allemands punis qui travaillaient dans une mine « punitive » à Johann-Georgenstadt, près de la frontière tchèque. Les conditions sont telles qu'hommes et femmes de la zone russe ont la plus grande peur d'être envoyés aux mines. Comme de plus en plus d'affaires, en zones orientales, sont fusionnées et nationalisées sous le nom de « Volkseigene Betriebe », davantage de gens se trouvent disponibles pour le travail dans les mines. Tout homme ou femme coupable de mauvaise conduite aux yeux des Russes ou des Allemands qui travaillent pour eux peut s'attendre à être mis en route un jour ou l'autre pour Aue, la capitale de la zone minière.

Tout le monde s'accordait à dire que les mesures de sécurité étaient presque inconnues dans ces mines. L'un des hommes de ma baraque me dit qu'il avait eu trois accidents en quatorze mois. La première fois, il avait eu une double fracture d'un bras, causée par la chute d'un rocher. La fois suivante, un wagonnet lui était passé sur le pied et lui avait enlevé un doigt. Finalement, il était tombé de 15 mètres dans un puits et s'était fracturé le crâne. Il était journalier dans une laiterie avant d'être envoyé aux mines. Il était maintenant tout gris et ridé, et paraissait beaucoup plus que ses vingt-cinq ans.

Plusieurs hommes qui avaient travaillé aux forages me confirmèrent que le forage se faisait à sec, aussi la respiration des poussières de la roche causait une forte proportion de silicose. Il y a des ouvriers qui, au bout de trois mois, ou même moins, sont complètement brisés par cette maladie ; c'est pourquoi un ouvrier du forage est automatiquement admis dans la zone américaine s'il a trois mois de mine.

On me dit que les mineurs étaient astreints chaque jour à accomplir une certaine tâche ; de son accomplissement dépendait la ration de nourriture et la

paie. La plainte générale de tous les réfugiés qui avaient travaillé dans ces mines était que les tâches fixées étaient systématiquement établies par les contrôleurs russes à un niveau qui ne laissait aucune possibilité à personne d'obtenir sa pleine ration et sa paie complète.

Aucun ouvrier n'a le temps, même s'il en avait l'énergie, de se mettre en quête de nourriture après son travail, car il peut avoir à faire jusqu'à trois heures de parcours pour aller à son travail et en revenir. Cela est dû au surpeuplement et à la très grande étendue sur laquelle, en conséquence, est répartie la population ouvrière. Un village que je connais bien, car c'est là que je suis né, celui de Beierfeld, avait, en 1939, 4.200 habitants. Un homme qui y avait été envoyé pour le travail dans les mines et qui s'était échappé, me dit qu'il y a maintenant 25.000 personnes dans ce village et autour dans des baraquements.

Chaque mineur porte une carte d'identité spéciale et si on le trouve en dehors de la zone qui lui a été assignée, c'est pour lui la prison d'abord, et ensuite, la mine « punitive » de Johann-Georgenstadt.

L'employé de bureau qui était dans ma baraque me dit qu'il avait traversé la frontière quand son chef lui eut fait la vie trop dure. Ce chef, récemment arrivé au bureau de la mine, était un Allemand nommé Schulze. A son arrivée, l' « obersteiger » Schulze avait convoqué son état-major et lui avait tenu ce langage :

« Vous connaissez probablement ma réputation et vous savez que je suis un ancien officier SS. J'en suis fier. Je dirigerai ce puits comme j'avais l'habitude de diriger les choses lorsque j'étais officier SS. Vous ferez ce que je vous dirai et ceux qui ne le feront pas seront frappés sans pitié. Je serai dur. »

Peu après, un des hommes qui assistait à cette conférence, reçut l'ordre d'accomplir un travail dans les vingt-quatre heures. Cela aurait été possible, mais il y avait besoin pour cela d'un certain matériel, qui ne fut point fourni. Schulze envoya chercher l'homme lorsque les vingt-quatre heures furent écoulées et que le travail n'avait pas été achevé. L'homme s'excusa en invoquant l'absence du matériel nécessaire, matériel que Schulze lui-même aurait dû fournir. La réponse de Schulze fut : « Pas d'excuse ! Vous aviez des ordres, vous ne les avez pas exécutés, vous serez puni ». Et il supprima la carte de rations de l'homme et sa paie pendant une semaine.

Ce n'est pas là un cas isolé. Il est manifeste que l'espèce d'Allemands qui avaient trouvé leur vocation dans les organisations SS se sont empressés de se faire les instruments de maîtres russes et de montrer les mêmes tendances sadiques que celles qui distinguaient les SS au temps de Hitler.

De l'adulation au meurtre

Dans les partis staliniens on adore fêter les anniversaires. C'est une excellente occasion de faire montre de ce léchage de cul dont la pratique continue entretient les sentiments de servilité indispensables au fonctionnement de toute Eglise.

Mais ce n'est point sans inconvénients lorsque, par la suite, le grand valet est passé aux gages.

Voici l'adresse que le comité central du parti communiste bulgare déposa aux pieds de Kostov, il n'y a pas plus de deux ans, à l'occasion de son cinquantième anniversaire :

Grands furent vos achèvements, camarade Traicho Kostov, en tant que constructeur du parti, et en tant qu'éducateur de ses membres. Sous votre conduite et en suivant l'exemple de votre héroïsme, des milliers de membres du parti furent instruits par vous dans des sentiments de loyauté absolue à l'égard du parti.

Votre profonde connaissance théorique du marxisme-léninisme, votre grande culture, votre fameuses constance et votre fermeté, votre modestie, votre volonté de fer, votre indiscutable loyauté à l'égard du parti et de la classe ouvrière sont de ces caractères bolchéviques qui ennoblissent toute votre vie dont les luttes sont pour toujours unies avec celles du parti.

Collègue loyal de Georges Dimitrov et son premier assistant, vous êtes aujourd'hui l'un des chefs les plus aimés et les plus respectés de notre parti, un grand homme d'Etat et le constructeur de la Bulgarie nouvelle.

Camarade Traicho Kostov ! Le Comité central du parti communiste bulgare vous souhaite bonne santé et la force nécessaire pour vous permettre de continuer à travailler aussi loyalement, sans arrêt et avec autant de cœur pour le triomphe du plan économique et les grands achèvements historiques de la classe ouvrière.

Staline l'homme-dieu

Que le « communisme » soit devenu tout simplement une religion, est une vérité qui commence à être perçue presque dans tous les milieux. Témoin, cet extrait d'un article des Américains Joseph et Stewart Alsop, paru dans le *New York Herald* du 29 décembre :

Les cérémonies dont Moscou a été le théâtre à l'occasion de l'anniversaire de Staline ont été décrites largement dans la presse, mais personne ne semble avoir réalisé le point capital de ces cérémonies extraordinaires, à savoir que le dictateur russe est maintenant traité comme une divinité.

La « Pravda » donna le la avec cette simple manchette : « Le créateur, la joie de la vie ». Brodant sur ce thème, Staline était décrit comme ayant atteint des hauteurs surhumaines desquelles « il peut surveiller toute l'humanité et tout ce qui se produit sur la terre ». Par ailleurs, on déclare qu'il est le « chef bien-aimé de l'humanité progressive, le défenseur de la paix du monde, le légendaire seigneur de la guerre », le « vainqueur de l'ignorance et de l'analphabétisme », le « libérateur de la science, de la culture et de l'art ».

Autrement dit, Staline est maintenant doté de trois des quatre attributs officiels de la divinité : l'omniscience, l'omnipotence et l'omniprésence. Personne n'a cependant encore eu l'imprudence de lui décerner le quatrième attribut de dieu : l'immortalité. On s'est contenté de le représenter comme la réincarnation de ses non moins divins prédécesseurs, Marx et Lénine. Il est manifeste que c'est là la doctrine même qui a toujours été professée depuis l'aube de l'histoire par les religions adorant des dieux vivants...

Un tel phénomène ne peut être compris qu'en se référant à l'histoire. Les anciens Egyptiens qui appelaient Pharaon « le bon dieu », les Péruviens, pour qui l'Inca était « le fils du soleil », les anciens Chinois qui croyaient très sérieusement que l'empereur était « le fils du ciel », nous expliquent ce qui s'est passé en Russie.

Il y a également un parallèle très net entre la déification de Staline et celle des empereurs romains. Avant que le culte de l'empereur fût bien établi à Rome, les plus sages des empereurs, Auguste et Claude par exemple, ne permirent pas qu'on les adorât ouvertement, de leur vivant, dans la cité impériale. On eut soin de n'ouvrir les premiers temples que dans les provinces. Tout pareillement, c'est des abjects chefs des Etats satellites que sont venus les plus nettes affirmations de la divinité de Staline...

Ce que nous voyons aujourd'hui dans l'Union soviétique, c'est tout simplement une société monolithique et théocratique, avec un homme-dieu à sa tête ; au-dessous de lui, une oligarchie privilégiée de prêtres contrôlant toute l'administration de l'Etat ; et enfin, tout en bas de la pyramide, une masse d'hommes sans nom et sans visage, peinant dur, dont la seule fonction est de glorifier par leurs travaux, l'homme-dieu, dans la paix et dans la guerre. Même l'Egypte des premières dynasties, même le Pérou de Huayna Capac n'ont pas poussé plus loin le système qu'il ne l'est en Russie.

La technique a rendu cela possible en Russie, tout comme elle l'avait rendu possible au Pérou et en Egypte. Le pouvoir de l'Inca, le pouvoir du Pharaon reposaient sur leur contrôle du système d'irrigation qui fertilisait la terre. Le pouvoir de Staline repose sur le contrôle de tout : aussi bien le contrôle des moyens par lesquels on forge la pensée des hommes, que celui des moyens qui permettent aux hommes de se déplacer et de produire ce qu'il leur faut pour vivre.

Un chef-d'œuvre de jobardisme

L'auteur en est le dessinateur Jean Effel. C'est une lettre adressée au *Figaro*, mais publiée par les *Lettres... tchékistes* du 1er décembre 49. Ce serait vraiment dommage de ne pas conserver ce document. Ne serait-ce que pour le jour où il fera rougir de honte son auteur, dégrisé.

Cher « Figaro », dans ton article, « La Colère communiste », après avoir mentionné mon témoignage pro-soviétique au sujet de l'appel de M. David Rousset, tu parles aussitôt des humoristes nazis, et l'on pourrait vraiment penser que j'ai, moi aussi, plaisanté sur le sort des prisonniers. Ce n'est sûrement pas ce que tu as voulu dire et ce n'est pas vrai.

Je ne suis ni communiste ni en colère ; je suis de bonne foi, tu le sais, et je te dis bien calmement ceci :

Ce que j'ai trouvé risible — et non plaisant — c'est « l'indignation » brusquement manifestée par M. Rousset, il y a une vingtaine de jours, pour un système pénitentiaire qui existe et est bien connu depuis une vingtaine d'années.

Ce que j'ai trouvé ridicule — et non plaisant — au retour d'un voyage d'un mois et de 6.000 kilomètres à travers cette U.R.S.S., que j'ai vue dans tous les domaines à la pointe de la civilisation, c'est de lire le reportage fait par M. David Rousset dans son bureau, et qui s'apparente aux récits des Cosaques-mangeurs-de-petits-enfants qu'on ne prenait déjà pas au sérieux il y a trente ans.

Ce que j'ai trouvé grotesque — et non plaisant — c'est l'ultimatum lancé par M. David Rousset qui est un bien petit personnage, à l'U.R.S.S., qui est un bien grand pays. Imagine, si tu veux sourire avec moi, l'équivalent irlandais ou bulgare de M. Rousset adressant une sommation injurieuse au gouvernement français et attendant — sans rire — une réponse.

Je n'ai pas vu de camps de rééducation en U.R.S.S. Je peux donc aussi bien en parler que M. Rousset, qui n'en a pas vu non plus.

Je n'ai pas visité de ces camps : primo, parce que mes hôtes ne me l'ont pas proposé (un Français accueillant des étrangers, penserait-il à leur faire les honneurs de la Santé ou du Cherche-Midi ?) ; secundo, parce que je ne le leur ai pas demandé, le scandale de l'homme-aux-barbelés-entre-les-dents n'ayant éclaté qu'après mon départ.

Ceci dit, je suis bien sûr que les Soviétiques nous auraient montré un camp ou même plusieurs si nous en avions exprimé le désir. L'U.R.S.S. n'a pas honte de son système pénitentiaire. Je me souviens même avoir vu, à Moscou, à mon premier voyage, en 1935, une pièce sur ce sujet : il s'agissait de la régénération par la solidarité et le travail de quelques mauvais garçons occupés à construire le canal Volga-mer Blanche.

Mais si je n'ai pas vu de camps de rééducation, j'ai vu, moi, beaucoup d'autres choses, et notamment l'incomparable système de l'éducation en Union Soviétique. Et il me paraît impossible que ces gens qui, ayant fait table rase d'un passé d'oppression et d'injustice, ont reconstruit leur société sur les bases les plus raisonnables, n'aient pas choisi pour rééduquer leurs délinquants le système le plus juste et le plus humain.

Dans ce « Figaro », où des éditorialistes, hommes de conscience et de vérité invitent parfois leurs lecteurs à descendre en eux-mêmes, je peux, sans doute, me permettre de poser la question suivante : « S'il était démontré, ce dont je ne doute pas, que le délinquant prisonnier soviétique est mieux nourri, mieux chauffé et mieux payé que le lampiste français en liberté, et qu'il a, en outre, à sa disposition des spectacles et des bibliothèques, M. Rousset et les gens qu'il a pu convaincre se sentiraient-ils vraiment soulagés ? Ne seraient-ils pas plutôt déçus ?

Je crains fort, pour ma part, que ce qui choque M. Rousset et ses amis, ce n'est pas ce qui pourrait aller mal en U.R.S.S. mais, au contraire, ce qui va trop bien. Et, dans ce cas, je dois lui dire, et dire à ses lecteurs, que je leur rapporte de mon voyage en Union Soviétique de bien affligeantes nouvelles.

Le bilan d'un cadavre

Dans le *Libertaire* (6 janv.) R. Fontanieu fait le bilan du syndicalime, qu'il estime n'être plus qu'un cadavre ; il préconise un néo-syndicalisme basé sur les consommateurs et non plus sur les producteurs. Ma foi, ce bilan dressé est assez réconfortant. Peut-on dire à Fontanieu que toute sa vie durant le syndicalisme trouva des camarades comme lui pour le critiquer et le nier ? Le cadavre a devant lui des tâches immenses. Puisse-t-il légitimer dans les cinquante ans qui viennent un pareil second bilan.

Pour sauver le syndicalisme considéré en tant que raison sociale de la force de transformation révolutionnaire, il faut commencer par dire aux syndiqués qu'ils n'ont plus rien à attendre du syndicalisme tel qu'il a été conçu et pratiqué jusqu'à ce jour, et leur expliquer qu'en dehors de son but final (devenu irréalisable parce que : 1o il est perdu de vue depuis trop longtemps ; 2o parce que vu les circonstances actuelles, les connaissances acquises et les progrès techniques réalisés depuis la rédaction de la Charte d'Amiens, il appert que la solution de la question économique et sociale — hors de laquelle il n'y a pas d'autre solution individuelle que le système D — ne réside plus dans la primauté des producteurs, mais dans la primauté des consommateurs et usagers qui constituent la masse composée de tout le monde, alors que les producteurs, au sens propre et absolu du terme, ne constituent, par rapport au restant de la population, qu'une quantité pratiquement négligeable).

Le syndicalisme a atteint tous ses objectifs et au delà de ses espérances du début, tels que : repos hebdomadaire, journée de 8 heures, congés payés, assurances sociales, dispositifs de sécurité et d'hygiène dans les chantiers, ateliers, mines et bureaux, lavabos, réfectoires, délégués du personnel, reconnaissance du droit syndical, etc.

Cela paraît peu de chose aujourd'hui, mais lorsqu'on se reporte à 50 ans en arrière, où l'on se tapait des 10, 11 et 12 heures... alors l'on constate que le syndicalisme eut son heure de célébrité et fut un important facteur d'émancipation. Mais aujourd'hui ayant atteint tous ses objectifs, ayant arraché tout ce qui pouvait être arraché au système capitaliste, que pouvez-vous attendre de lui ?

Du capitalisme, il a arraché tous les brindilles et rameaux qui se trouvaient à sa portée ; vous n'êtes pas satisfaits ? Je le conçois ! Vous voudriez atteindre aussi les maîtresses branches et puis le tronc ? D'accord ! mais alors cherchons un moyen approprié pour pouvoir les atteindre. Pourquoi nous cramponner à un cadavre ?

Robert Lacoste fit le lit de Belin

Qu'il se soit trouvé un fonctionnaire syndical en 1940 pour accepter d'entrer dans le gouvernement du marchéal Pétain et pour y signer la dissolution de la C.G.T., c'est un fait bien connu. Ce qui est moins connu, c'est ce que René Belin aurait raconté (*République libre* du 25 nov.) au cours d'un récent dîner du Cercle dit syndicaliste de France.

René Belin a raconté aux membres du cercle de bien savoureuses histoires.

Sait-on par exemple dans quelles conditions, en juillet 1940, l'entourage du maréchal Pétain s'adressa à un dirigeant de la C.G.T. pour lui demander d'accepter dans le gouvernement un poste ministériel ? Belin était en Dordogne, loin de Vichy. Mais un autre dirigeant de la C.G.T. se trouvait dans cette ville. Ce dirigeant soutenait auprès des créateurs du nouveau régime la nécessité de nommer un syndicaliste au ministère du Travail. Il était nécessaire, disait-il, de faire participer la classe ouvrière à l'œuvre de redressement moral et matériel dont personne ne niait en juillet 1940 la nécessité et l'urgence. Les arguments portèrent : un syndicaliste fut appelé. Mais ce fut Belin et non son camarade. Ne plaignons pas ce dernier. A quoi tient la destinée ? Sa déception de 1940 fut largement compensée. Depuis quelque cinq ans, comme ministre inamovible de la Production et du Commerce, il préside aux coupures d'électricité.

Réfugiés en Argentine, d'anciens nazis préparent la grande alliance germano-soviétique

Le Monde du 23-12-49 a reproduit un article publié dans la revue américaine **United Nations World** sous la signature de T.-H. Tetens, antifasciste allemand vivant depuis longtemps en Amérique, qui mérite d'être connu et diffusé. Le danger d'une alliance germano-soviétique ne peut d'autre part qu'être renforcée par le stupide aveuglement des nationalistes français, que soutiennent naturellement — pour des raisons faciles à comprendre — les staliniens :

D'une base sûre en Argentine, un groupe de dirigeants politiques et intellectuels allemands importants, tous nourris à la bible géopolitique du professeur Karl Haushofer, est en train de bâtir une politique allemande qui pourrait menacer la sécurité des Etats-Unis bien davantage que ne le fit la tentative de Hitler pour dominer le monde.

Bien que manquant d'autorité et de consécration officielle, ces hommes sont, bien plus que les présidents Heuss ou Pieck, les dirigeants en puissance de l'Allemagne. Ils sont en train de poser les fondations de la pensée politique de l'Allemagne future, et leur influence sur certains Allemands a déjà pris une importance que les Américains comprennent difficilement.

Ce qui rend si dangereuses les activités de cet état-major politique clandestin, c'est la détermination de ces hommes d'engager le peuple allemand aux côtés de l'U.R.S.S. au cas d'un troisième conflit mondial.

L'organe du groupe est une revue mensuelle appelée **Der Weg** (la Voie). C'est le nouveau testament de la **Realpolitik**, la bible des nationalistes allemands. C'est aussi un enfant du fameux **Zeitschrift fur Geopolitik** (Journal de géopolitique) de Karl Haushofer, qui fut à la base de l'offensive nazie pour la domination mondiale.

Der Weg est imprimée à Buenos-Aires, à la Duerer House, Sarmielto, 532. Revue mensuelle d'aspect attrayant, très fournie, ses 80 pages renferment de nombreuses colonnes de publicité. Eberhardt Fritsch et Gustave Friedl en sont les directeurs.

La revue groupe une pléiade d'écrivains et de philosophes marquants et aux convictions violemment nationalistes qui résident soit à l'étranger, soit en Allemagne ou en Autriche.

Le premier numéro de **Der Weg** est sorti en juillet 1947 et a immédiatement connu un grand succès parmi les Allemands aigris, chez lesquels elle ravivait l'espoir d'un avenir meilleur et même grandiose.

Bien que les autorités d'occupation aient interdit la diffusion de la revue dans les zones américaines d'Allemagne et d'Autriche, des milliers de gens l'introduisent clandestinement dans la mère-patrie.

Parmi les collaborateurs attitrés du groupe de Buenos-Aires on trouve des piliers du nationalisme allemand et de l'expansionnisme agressif, tels que le docteur Colin Ross, notoirement connu pour avoir dirigé en son temps le mécanisme de la propagande nazie aux Etats-Unis ; le docteur Anton Zischka, Hans Grimm, le docteur Walter Pahl, le professeur docteur Ferdinand Fried, et d'autres encore...

Une puissante clique d'Allemands d'Amérique latine finance et soutient l'activité des dirigeants. On trouve parmi eux de grands financiers et industriels d'origine allemande, qui tiennent en main certains rouages importants de la vie économique de l'Argentine ; des économistes tels que Ludwig Freude, conseiller privé de Peron ; d'anciens officiers supérieurs de la Wehrmacht, qui occupent maintenant d'importantes fonctions dans l'armée argentine ; des savants tels que le professeur Wilhelm Westphal, autorité marquante en matière d'énergie atomique ; d'anciens aviateurs de la Luftwaffe, qui ont échappé aux armées alliées.

C'est au cours de l'été 1948 que les héritiers de Haushofer en Argentine conclurent, sur la base de preuves soigneusement rassemblées, que l'U.R.S.S. sortirait vainqueur indiscuté d'un conflit entre l'Est et l'Ouest. Ces prémices posées, ils ne virent qu'une seule ligne de conduite : l'Allemagne doit unir son sort à la Russie...

Aussi les dirigeants de **Der Weg** sont-ils considérés en Allemagne comme un noyau politique directeur qui soupèse avec une objectivité scientifique les leçons du passé et du présent, et qui bâtit un programme d'action nationale à toute épreuve pour le futur IVe Reich triomphant.

Chaque initiative prise par l'ex-ambassadeur de Hitler à Moscou, Rudolf Nadolny, tous les entretiens secrets qu'il a eus avec des personnalités politiques, militaires et industrielles des deux Allemagnes ont pour but non seulement de restaurer l'unité allemande, mais plus encore de restaurer une Allemagne forte qui soit en mesure de négocier avec la Russie sur un pied de relative égalité...

Les communistes à l'Est et les ultra-nationalistes à l'Ouest orientent de pair les instincts militaristes du peuple allemand vers une alliance avec la Russie contre l'Occident.

Les lecteurs de **Der Weg** de novembre 1948 furent invités à conclure « qu'il serait impossible à l'Occident d'arrêter le communisme par une guerre mondiale ». Les directeurs de la revue se montrèrent convaincus que la Russie peut s'assurer la maîtrise totale de l'Europe et du Moyen-Orient dans les quelques semaines qui suivront le déclenchement des hostilités, et qu'elle pourra acquérir dès lors un avantage incommensurable en potentiel de guerre, en ressources et en main-d'œuvre.

Der Weg précise que la Russie n'a pas de retard en ce qui concerne les armements modernes, question sur laquelle ses rédacteurs connaissent peut-être beaucoup plus de choses que tous les états-majors non soviétiques.

Les lecteurs de **Der Weg** ont su par exemple que la Russie possédait la bombe atomique bien avant que le président Truman l'eût annoncé au monde.

Dans son numéro de mai 1949, Der Weg **aurait déclaré :**

« Les soldats de l'armée internationale de Moscou ne sont pas las de la guerre ; une impulsion puissante vit en chacun d'eux. Quant au monde bourgeois de l'Occident, il est vide de toute foi motrice, et manque de cette force élémentaire qui soulève les peuples, façonne l'histoire, prend des décisions et est la source de toute puissance. »

Cette orientation n'est naturellement pas une question de sympathies communistes. De nombreux dirigeants conservateurs sont plutôt convaincus que le besoin qu'ont les Russes de l'Allemagne persuadera les hommes du Kremlin de laisser les Allemands maîtres de leur propre destin en tant que cela concerne leur système intérieur politique et économique.

Le canevas est tissé, les plans sont dressés. De toute évidence et quoi que fasse l'Amérique, l'Allemagne deviendra un partenaire de la Russie. Et si la guerre venait à éclater, elle combattrait à ses côtés.

PORTRAIT DE NOS STALINOLATRES

Celui qui entend nommer le chef qui le gouverne un grand politique, parce que chaque ligne qu'il publie est une imposture, veut être à son tour un grand politique, dans une sphère plus subalterne ; la vérité lui semble niaiserie, la fraude habileté. Il ne mentait jadis que par intérêt : il mentira désormais par intérêt et par amour-propre. Il aura la fatuité de la fourberie.

Benjamin CONSTANT.

(De l'esprit de conquête)

Nos comptes de l'année 1949

QUESTION POUR 1950 :
EXISTE-T-IL 3.000 LECTEURS POUR LA "R. P." ?

Pour tout dire d'un mot, nous bouclons, assez difficilement, mais enfin nous bouclons.

Même, comme l'an dernier, nous enregistrons un excédent, léger il est vrai, mais tout de même un excédent : 7.031 francs.

Voici les chiffres de l'année :

NOS RECETTES

	Francs
Abonnements ordinaires	497.818
Abonnements de soutien	97.590
Souscription	70.877
Vente au numéro	83.607
Publicité	21.229
Total des Recettes	771.121

NOS DEPENSES

	Francs
Impression (12 numéros) y compris le papier utilisé	628.704
Routage, Timbrage, Expéditions	92.499
Clichés	455
Bandes	3.870
Téléphone	18.894
Frais généraux (bureau, chauffage, éclairage et divers)	19.668
Total des Dépenses	764.090
Excédent	7.031

Et voici notre bilan, c'est-à-dire notre situation active et passive :

ACTIF AU 31 DECEMBRE 1949

	Francs
Caisse	1.830
Chèque Postal	104.857
Stock papier (au prix d'achat)	55.872
Total de ce que **nous possédons**	162.559

PASSIF AU 31 DECEMBRE 1949

	Francs
Dettes d'avant 1939	8.064
Créditeurs divers (sommes reçues pour le compte de tiers et à reverser)	8.250
Total de ce que **nous devons**	16.314
Excédent de l'actif sur le passif	146.245

Cet excédent, il faut se hâter de le dire, ne suffirait pas à couvrir la dette que nous avons en permanence à l'égard de nos abonnés.

Nos abonnés, en effet, nous payent leur abonnement d'avance.

De ce fait, nous nous engageons à leur fournir la revue pendant six mois ou pendant un an.

Traduire cette dette en un chiffre est difficile. Au 1er janvier 1950, il y avait des abonnements payés pour un an, d'autres pour six mois, d'autres pour un mois. Il en était même d'expirés.

Le point précis, c'est que, si nous devions disparaître, nous aurions à peine, avec 146.000 francs, de quoi servir trois numéros.

Ce n'est évidemment pas si mal, car habituellement, les publications révolutionnaires s'éteignent sans préavis.

Mais cela ne nous satisfait cependant pas. Nous sommes plus ambitieux !

Nous voudrions assurer l'avenir de la revue pour une plus longue durée.

Nos abonnés au 31 décembre 1949

Paris	315	Manche	3
Seine	136	Marne	5
Seine-et-Oise	65	Haute-Marne	2
Ain	8	Mayenne	1
Aisne	10	Meurthe-et-Moselle	6
Allier	11	Meuse	2
Basses-Alpes	4	Morbihan	7
Hautes-Alpes	3	Moselle	1
Alpes-Maritimes	24	Nièvre	2
Ardèche	11	Nord	17
Ardennes	2	Oise	28
Aube	3	Orne	2
Aude	8	Pas-de-Calais	7
Aveyron	4	Puy-de-Dôme	23
Bouches-du-Rhône	14	Basses-Pyrénées	6
Calvados	5	Hautes-Pyrénées	6
Cantal	2	Pyrénées-Orientales	3
Charente	3	Bas-Rhin	3
Charente-Maritime	3	Haut-Rhin	1
Cher	3	Rhône	39
Corrèze	1	Haute-Saône	1
Corse	1	Saône-et-Loire	19
Côte d'Or	12	Sarthe	2
Côtes-du-Nord	9	Savoie	5
Creuse	3	Haute-Savoie	17
Dordogne	8	Seine-Inférieure	16
Doubs	6	Seine-et-Marne	11
Drôme	21	Deux-Sèvres	7
Eure	4	Somme	1
Eure-et-Loir	2	Tarn	3
Finistère	20	Territoire de Belfort	5
Gard	4	Var	8
Haute-Garonne	15	Vaucluse	6
Gers	2	Vienne	5
Gironde	32	Haute-Vienne	9
Hérault	15	Vosges	2
Ille-et-Vilaine	4	Yonne	11
Indre	10	Algérie	28
Indre-et-Loire	6	Maroc	9
Isère	14	Tunisie	11
Jura	4	A.E.F.	1
Landes	6	Indochine	1
Loire	79	Sénégal	1
Haute-Loire	11	Secteur postal	1
Loire-Inférieure	23	Extérieur	86
Loiret	8		
Lot-et-Garonne	3	Total	1.409
Loir-et-Cher	4		
Maine-et-Loire	18		

Pour y parvenir, que faudrait-il ?

Il faudrait augmenter l'excédent de chaque année.

Comment y arriver ?

Ceci nous amène à commenter les résultats de l'année qui vient de finir.

NOMBRE D'ABONNES : 1.409

Le tableau ci-dessus se totalise par 1.409 abonnés au 31 décembre 1949 :

Nous commenterons plus à loisir, dans un prochain « Entre nous », cette répartition géographique.

Pour aujourd'hui, il convient de souligner que nous avons été incapables de nous maintenir au chiffre de 1.500 abonnés. Nous l'avions atteint. Nous n'avons pu y rester.

Un peu, d'ailleurs, par la faute de l'équipe administrative.

En ce sens que, lorsqu'un abonné avisé par nous de la fin de son abonnement ne renouvelle pas, et

qu'il ne prend pas la peine de nous écrire de patienter, nous prenons, nous, la liberté de considérer qu'il ne désire pas rester notre abonné, et nous lui supprimons l'envoi.

Quand on nous prévient que, pour des raisons d'ailleurs facilement compréhensibles en ce moment, le versement du renouvellement sera fait plus tard, sans hésiter nous continuons le service. Mais si nous ne sommes pas avisés, nous biffons.

Cette méthode nous permet de dire qu'à quelques dizaines près, le chiffre de 1.409 abonnés au 31 décembre 1949 représente **des abonnés bien à jour.**

Sans les suppressions d'office, il nous serait facile d'annoncer un chiffre plus haut, mais ce chiffre ne serait pas vrai. Depuis 1947, nous avons enregistré un total de 2.040 abonnements. Chemin faisant, nous en avons donc perdu 631 ; une partie, la plus petite, se désabonnant ; les autres ne renouvelant pas et étant, de ce fait, supprimés par nous.

C'est peut-être un peu rigoureux. Pourtant, nous attendons au moins deux mois avant de retirer la fiche. Il serait difficile d'agir autrement sans compromettre la situation financière de la revue.

●

Il reste que le chiffre de 1.409 abonnés est insuffisant pour assurer la vie de la **R. P.**

La situation de 1949 le montre déjà :

	Francs
Dépenses de l'année	764.090
Abonnements reçus au prix ordinaire	497.818
Partie des abonnements de soutien comptés à 400 francs, environ 80	32.000
Vente au numéro	83.607
Publicité	21.229
Recettes ordinaires	634.654

Soit un déficit réel de 129.436 francs, qui se trouve couvert par le supplément versé par les abonnés de soutien et par la souscription, mais qui n'en est pas moins un déficit.

Si nous établissons une sorte de budget pour 1950 sur cette base de 1.409 abonnés, nous voyons que ce déficit reste constant.

BUDGET DES DEPENSES

	Francs
Impression de 12 numéros (compte tenu de l'augmentation de 10 pour cent intervenue en octobre 1949), 12 fois 55.000 frs.	660.000
Routage, timbrage, expédition, clichés, bandes	108.000
Frais généraux (réduits au minimum)	32.000
Total des dépenses à prévoir	800.000

BUDGET DES RECETTES

	Francs
1.409 abonnés à 400 francs	563.600
Vente au numéro (250 lecteurs)	90.000
Publicité	20.400
Total des recettes à prévoir	674.000
Déficit à prévoir	126.000

La couverture de ce déficit devra encore être demandée aux abonnements de soutien à 1.000 francs et à la souscription ouverte en permanence à nos abonnés ordinaires.

Mesurez, chers amis, la difficulté, en n'oubliant pas qu'il ne s'agit pas seulement de vivre, mais qu'il faudrait grandir.

Dites-vous, dites-vous bien, que la vie de votre « vieille **R. P.** » ne peut être assurée que par l'augmentation du nombre de ses abonnés et de ses lecteurs. Le seul moyen de réduire le déficit, de le supprimer — c'est d'augmenter le tirage (actuellement 2.300 exemplaires).

L'année 1950 verra-t-elle le grand et persévérant effort que nous souhaitons pour la recherche de nouveaux abonnés, de nouveaux lecteurs ?

A vous, amis, de nous répondre !

Vous disposez avec votre **R.P.** d'un moyen d'expression absolument et réellement libre.

Mais la liberté se paie !

Vous devez la payer par la peine que vous prendrez pour nous faire de nouveaux abonnés.

Disons tout net qu'il serait préférable de la payer de cette façon, plutôt que de nous envoyer des abonnements de soutien et des souscriptions.

Ce qui ne signifie d'ailleurs pas que nous allons refuser l'argent.

Mais, en bonne administration, les abonnements de soutien et la souscription devraient servir à améliorer la revue, à la mieux faire, à la rendre plus variée, plus copieuse.

La **R.P.** devrait, la **R.P.** doit vivre d'abord par ses abonnements ordinaires, par sa vente au numéro, par sa publicité.

La question est claire.

N'existe-t-il, dans ce pays, que 1.650 lecteurs pour une revue qui se réclame du syndicalisme révolutionnaire ?

Ou bien y en a-t-il 3.000 ?

Telle est la question !

Il faut que l'année 1950 donne une réponse à cette question, en vérité primordiale.

C'EST LE 29 JANVIER...

C'est le 29 janvier à midi que nous nous réunirons à déjeuner pour fêter

LE 25me ANNIVERSAIRE DE LA « R. P. »

Tous les camarades parisiens, et les camarades de province qui seraient de passage, sont invités à participer à ce modeste repas, dont le prix reste fixé à 560 francs.

DERNIER DELAI POUR LA RECEPTION DES ADHESIONS : 25 JANVIER.

Les camarades ayant donné leur adhésion seront informés par lettre de l'adresse du restaurant.

A nos lecteurs du Finistère

La « Révolution prolétarienne » comptant un certain nombre d'abonnés dans le Finistère, il serait peut-être utile que ceux-ci se rencontrent au cours d'une journée de discussion.

Si cette proposition est admise par eux, je puis me charger de l'organisation. Les camarades qui seraient intéressés voudront bien me le faire savoir.

J. LE JEUNE
Union locale F.O.
3, rue de l'Argonne
QUIMPER.

UN MOT DU « CUISINIER »

En principe, la **R.P.** doit être chez l'abonné le 15 de chaque mois.

En fait — depuis quelque temps — elle n'arrive que le 18 ou le 20.

Ce n'est pas sérieux. Un périodique se doit de paraître à la date qu'il s'est fixée.

Pour lui permettre de tenir les engagements pris, le « cuisinier » demande aux rédacteurs de la **R.P.** de lui envoyer leur copie en temps voulu.

Merci.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE DECEMBRE 1949

RECETTES

Abonnements		
Ordinaires	26.910	
De soutien	5.440	
		32.350
Souscription		7.535
Vente au numéro		9.890
Publicité		1.320
Remboursements et divers		775
		51.870
En caisse et chèque postal au 1er décembre		224.573
		276.443

DEPENSES

Impression (3 numéros : Octobre, novembre et décembre)		147.660
Routage, Timbrage, expédition		13.670
Téléphone		2.466
Frais généraux		4.750
Divers		1.210
		169.756

SOLDE AU 31 DECEMBRE 1949

Caisse	1.830	
Chèque Postal	104.857	
		106.687
Balance		276.443

●

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX DU MOIS

Paris, 4 ; Ain, 1 ; Côte-d'Or, 1 ; Hérault, 1 ; Loire-Inférieure, 1 ; Haute-Savoie, 1 ; Seine-Inférieure, 1 ; Var, 1 ; Etats-Unis, 1. — Total : 12.

LA SOUSCRIPTION

D'Espinassous (Seine) 100 ; Des camarades de Dijon : Edouard Déclume 100 ; François Peyrat 100 ; André Linarés 100 ; Robert Buren 250 ; Germaine Buren 250 ; Maurice Thomas 100 ; André Vialet 60 ; Paul Faucher 100 ; Fortuné Vincent 100 ; Henri Danjean 100 ; Albert Benda 100 ; Jean Duperray (Loire) 100 ; Verdelhan (Bouches-du-Rhône) 200 ; Hélène Brion (Paris) 100 ; G. Leroy (Paris) 250 ; Chéron (Paris) 100 ; Mercier (Isère) ; 600 ; Costel (Côte-d'Or) 300 ; Franc (Loire) 300 ; Grimm (Moselle) 50 ; Mme Pujolle (Gironde) 100 ; Louis Estève (Aude) 100 ; A.T.O.S., société coopérative ouvrière de production (Paris) 1.800 ; Georges Nicolas (Paris) 250 ; Reliquat de la caisse de secours 1939-1944, 725 ; Goldschild (Seine-et-Oise) 100 ; Guiraudet (Paris) 100 ; Pierre Auffret (Seine) 100 ; Ragot (Loire-Inférieure) 100 ; Brézault (Saône-et-Loire) 100 ; Lacarce (Haute-Savoie) 200 ; Liquière (Hérault) 100 ; Georges Reber (Seine-et-Oise) 100 ; Le Jeune (Finistère) 100 ; Gravel (Marne) 100. — Total : 7.535 francs.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Pierre Monatte (Seine) 1.000 ; Salmet (Paris) 1.440 ; Fornerod (Suisse) 1.000 ; Bayard (Seine-et-Oise) 1.000 ; Mme Guillaume (Loire) 1.000. — Total : 5.440 francs.

●

NOMBRE D'ABONNES A FIN DECEMBRE
1.409.

●

LA VENTE AU NUMERO

Réglements : Racine, 1.400 ; Letertre 320 ; Franc (Loire), 1.200 ; Monatte, 160 ; Bergeron (Belfort), 6.000 ; Rozet (Loire) 280 ; Pommery (Oise), 200 ; Divers 330. — Total : 9.890 francs.

Merci à toutes et à tous !

Le « Crapouillot » publie un numéro spécial « Bobards 1939-1945 » présenté par son directeur **Jean Galtier-Boissière.** C'est le numéro traditionnel du « Crapouillot » et son iconographie nous paraît particulièrement réussie (le numéro : 300 francs, franco. Crapouillot, 3, place de la Sorbonne, Paris).